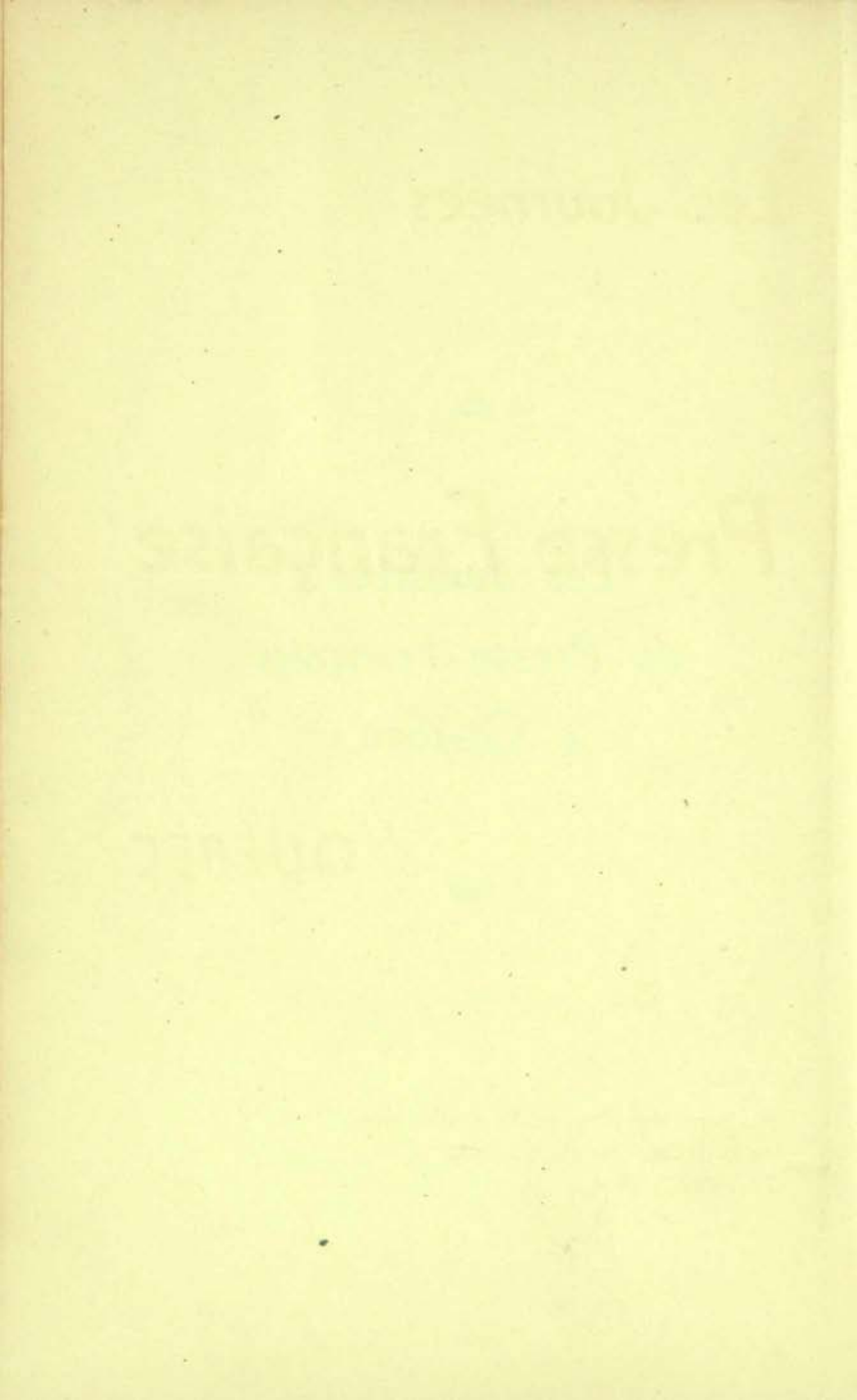


LES JOURNÉES
DE PRESSE FRANÇAISE
À QUÉBEC



*Les Journées
de Presse Française
à Québec*





Les Journées

de

Presse Française

à

QUÉBEC

BIBLIOTHÈQUE
MONT-SULPICE

Au cours des fêtes du IV^e centenaire
de la découverte du Canada
27-28 août 1934

7M
4917
Q82J68

ELIOT TOLIER
TOPIC-THIAS

PN
4917
Q82J68
1934

M. Henri Gagnon, président de la "Canadian Press" (1933-34, 1934-35) et directeur-gérant du Soleil, présida la première des deux Journées de Presse française, tenues à l'hôtel du gouvernement, à Québec, les 27 et 28 août 1934, à l'occasion du IV^e centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier.

Un groupe important de délégués de journaux français, tant de France que du Canada, assistèrent à ce congrès.

M. Henri Gagnon offre le volume présent à ceux qui ont suivi les séances de ces deux Journées, en témoignage d'estime et en souvenir du premier congrès tenu à Québec qui ait réuni des délégués de la presse de France et de la presse française du Canada.



105700

M. Georges Pelletier, professeur à l'École des Sciences Sociales, Économiques et Politiques (section du journalisme), à Montréal, directeur du *Devoir*, agit comme secrétaire des Journées de Presse Française, à la préparation desquelles il prit, avec M. Henri Gagnon, une part active.

MM. Henri Gagnon et Georges Pelletier s'étaient adjoints, pour organiser ce congrès, MM. Oswald Mayrand, directeur de la *Patrie*, de Montréal, et de la "Canadian Press", et J. F. B. Livesay, gérant général de la "Canadian Press".

* * *

La première Journée de Presse s'ouvrit le lundi, 27 août, à 10 h. 30 du matin, dès après l'arrivée du *Champlain* en rade de Québec.

M. Henri Gagnon, président, souhaita la bienvenue aux délégués. M. E. Norman Smith, président honoraire de la Presse Canadienne, vice-président et directeur du "*Journal*", à Ottawa, prononça une brève allocution. M. Paul Marchandeaudeau remercia au nom des délégués français.

M. Georges Pelletier déclara ensuite ouverte la première séance des Journées de Presse.

M. R.-G. Nobécourt, secrétaire-général du *Journal de Rouen*, présenta un rapport sur la presse de Paris et la presse de province française; M. Noël Fauteux, rédacteur à la *Presse*,

à Montréal, lut un travail sur le journalisme français dans le Québec. M. Franc-Nohain, secrétaire-général de l'*Écho de Paris*, présenta un rapport sur l'importance de l'élément littéraire et intellectuel dans la presse française.

A l'issue de cette séance du 27 août, M. Henri Gagnon offrit aux délégués un déjeuner d'honneur, au Club de la Garnison—déjeuner après lequel il reçut la rosette d'officier de la Légion d'honneur, de M. P.-E. Flandin, alors ministre des Travaux Publics dans le cabinet Doumergue. A ce déjeuner, il y eut de brefs discours, par MM. Henri Gagnon, Paul Marchandeaup et Georges Pelletier.

* * *

Le mardi, 28 août, à dix heures de l'avant-midi, les délégués se réunirent de nouveau, dans la salle des séances du Conseil législatif, cette fois sous la présidence de M. Paul Marchandeaup.

M. Edmond Turcotte, directeur du *Canada*, à Montréal, présenta un rapport sur l'histoire de la presse française dans les centres franco-américains; M. Fortunat Strowski, de l'Institut, lut une étude sur le mouvement des idées et les courants intellectuels dans la presse française; M. Olivar Asselin, directeur de l'*Ordre*, à Montréal, parla des relations de la presse canadienne avec la presse de France; M. Arsène Houssaye, vice-

président de l'Agence Havas, exposa les progrès effectués dans l'information de la presse française dans ses relations avec l'étranger, notamment avec l'Amérique du Nord; M. Charles Gautier, rédacteur en chef du *Droit*, à Ottawa, lut un dernier rapport sur le journalisme français au Canada, hors du Québec.

A l'issue de cette deuxième et dernière séance, les congressistes adoptèrent à l'unanimité l'ordre du jour ci-dessous:

“Les délégués à Québec des journaux quotidiens et hebdomadaires de France et de l'Amérique du Nord française, réunis pour les premières Journées de Presse Française, votent à l'unanimité, en fin de leur congrès tenu à l'occasion des fêtes du IV^e Centenaire de Jacques Cartier, la résolution suivante:

“Ils expriment le vœu que des réunions de la presse française d'Europe et d'Amérique se tiennent à l'avenir périodiquement, à intervalles rapprochés, afin de faciliter les prises de contact et les relations suivies entre les journalistes de langue et de culture françaises, à leur mutuel avantage;

“Ils expriment le désir que les prochaines journées de presse française se tiennent en France, à une date à fixer après consultation entre la presse française d'Europe et celle d'Amérique;

“Ils offrent leurs remerciements les plus cordiaux à tous ceux qui ont facilité cette première réunion des représentants de journaux français d'Europe et du Canada, et aussi à ceux qui, des deux côtés de l'Atlantique, ont pris l'initiative de ces journées de presse.”

M. Georges Pelletier, secrétaire des Journées de Presse, déclara le congrès fini.

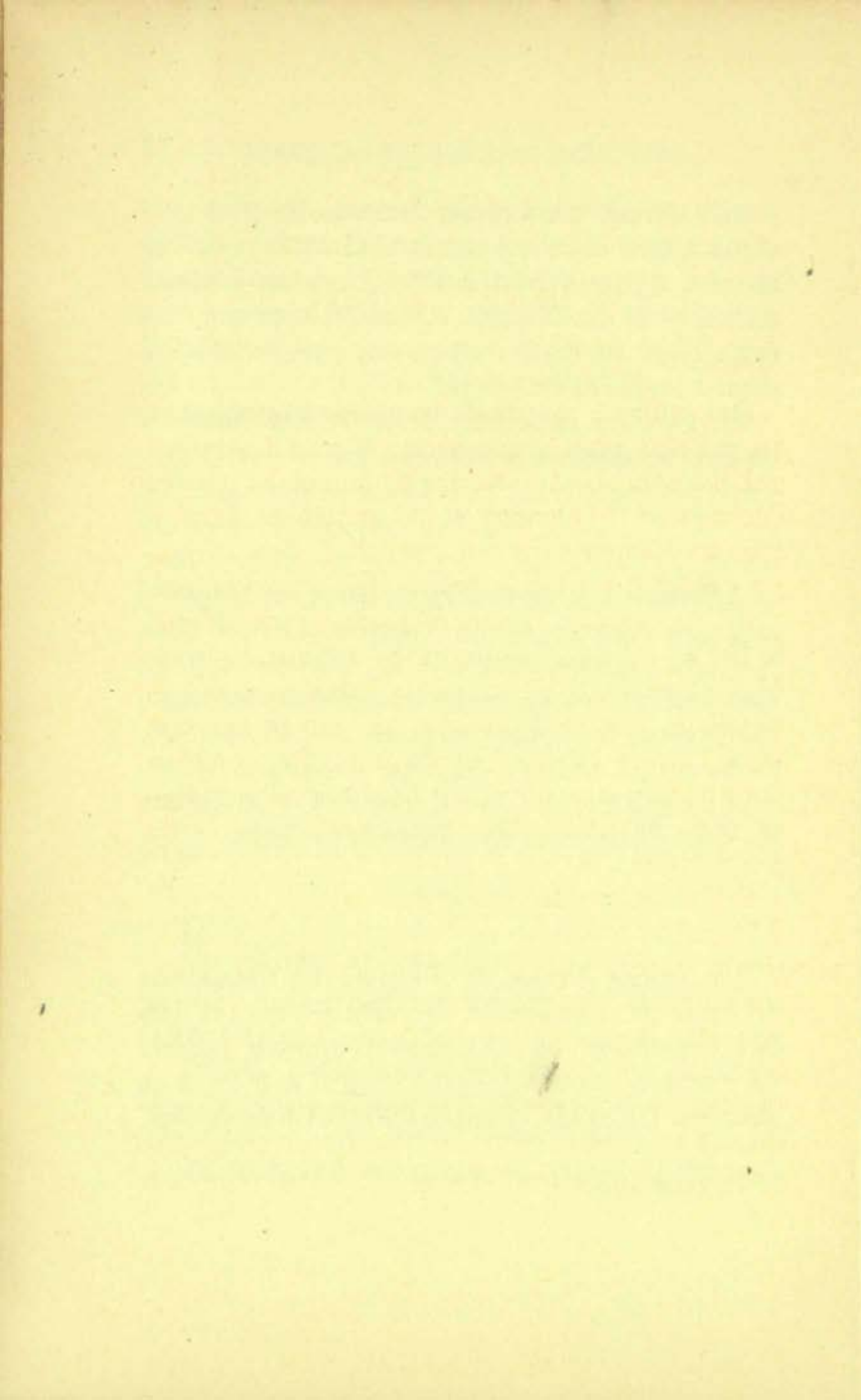
* * *

A l'issue de cette dernière réunion, les congressistes de France et du Canada allèrent chez Kerhulu prendre ensemble un déjeuner confraternel offert par la presse quotidienne française du Québec. M. Louis Francœur, de l'*Illustration*, de Montréal, présida. M. Ernest Gaubert, directeur du *Journal de l'Indre*, remercia ses collègues du Canada au nom des délégués français.

* * *

La grande presse de France, 17 quotidiens français du Canada et des États-Unis, et 165 hebdomadaires ou périodiques français publiés au Canada, reçurent l'invitation d'assister à ce congrès. Un grand nombre s'y firent représenter.

Février 1935.



M. HENRI GAGNON

Messieurs,

Des journées de presse française s'imposaient au premier plan d'une série de manifestations qui ont pour objet de rendre hommage à l'illustre découvreur du Canada et de mettre en lumière tous les éléments qui ont contribué, depuis quatre siècles, à former le peuple que nous sommes.

Et parce que, dans ces journées de presse, la France nous apporte, grâce à l'initiative de M. Gabriel-Louis Jaray, une collaboration si précieuse, je veux tout de suite, au nom de mes collègues de la presse canadienne, dire combien nous honore et nous réjouit la présence au milieu de nous de toutes ces hautes personnalités du journalisme français.

Si l'accueil chaleureux que nous vous réservons a l'heur de vous être agréable, vous serez, Messieurs, encore mieux récompensés d'avoir, comme Jacques Cartier, mais dans un navire quelque peu plus confortable et plus sûr, traversé l'Atlantique, en constatant, dès votre arrivée à Québec, que le président honoraire de la "Canadian Press", M. Norman Smith, et le gérant général, M. Livesay, se sont alliés étroitement à

nous pour rendre un juste tribut à la presse française.

Cette participation est d'autant plus significative que l'histoire de la presse française, à laquelle nous allons nous arrêter ne portera pas sur ce que fut la presse française en Amérique au temps où notre colonie appartenait à la France, mais plutôt sur ce qu'elle a été et sur ce qu'elle a accompli pour édifier la nation que nous sommes, pour garder à l'élément français qui constitue cette nation ses caractéristiques propres, tous ses droits et privilèges, et pour façonner graduellement, au sein de difficultés sans nombre et de conflits parfois sanglants, la constitution qui nous régit aujourd'hui.

C'est dire, Messieurs, que vous entendrez parler de cette presse française qui surgit au lendemain de la cession du Canada à l'Angleterre et qui, dans des conditions bien difficiles et au prix de sacrifices incalculables, sut rallier les courages et créer précisément cet esprit auquel nous devons le maintien de notre langue et la conservation de notre foi.

L'agence Havas n'existait pas alors, et les nouvelles relatant les dernières luttes de Napoléon et un changement de régime dans notre ancienne mère patrie étaient plutôt brèves. Elles prenaient beaucoup de temps à venir. Par contre nos journaux, dès ce temps-là, publiaient de

nombreux extraits de littérature, et vous ne serez pas étonnés d'apprendre que, selon la fidélité qui nous caractérise, Chateaubriand, né dans la même ville que Jacques Cartier, était un des auteurs favoris de nos gens.

Si la littérature n'avait pas été reléguée aux pages intérieures de nos grands journaux, je serais tenté, Messieurs, de vous expliquer que c'est notre attachement à cette littérature qui nous a fait tenir nos assises dans la salle du Conseil législatif où naguère siégea comme greffier, à la place que j'occupe présentement, un poète-journaliste, notre barde national, Louis Fréchette.

Du rapprochement qui s'effectue aujourd'hui entre la presse française du Canada et la presse de votre pays, nous attendons les plus grands bienfaits.

Parce que de toute part nous entoure la langue anglaise, et que son empreinte se fait fatalement plus puissante dans notre vie sociale et économique, nous sentons que la conservation de notre langue dépend d'un contact plus étroit et plus suivi avec la littérature et la presse de France. Et il n'y a pas que notre langue qui soit en cause, il y a toute notre façon d'être, d'agir et de comprendre.

Ce rapprochement que nous souhaitons effectuer ne peut inquiéter d'aucune manière nos

compatriotes de langue anglaise puisque, en élevant notre degré de culture française nous enrichissons d'autant le patrimoine intellectuel, moral et spirituel qui est le plus précieux apport que nous puissions fournir à la Confédération canadienne.

D'ailleurs, ne convient-il pas de l'affirmer ici, plus s'uniront étroitement les deux grands peuples de France et d'Angleterre, plus nous pourrions entretenir l'espoir de voir régner la paix dans le monde entier.

Si nous nous arrêtons à toute la signification que peuvent prendre les fêtes de Cartier, nous serions peut-être étonnés des horizons qu'elles ouvrent.

Pour l'instant, nous savons infiniment gré à la France d'être revenue sur le promontoire de Québec, dont la garde est actuellement confiée, sous le drapeau britannique, à un régiment de langue française, le glorieux 22^e.

Et nous savons particulièrement gré au gouvernement français de nous avoir délégué, parmi ses fils les plus éminents, les écrivains et les journalistes de choix qui veulent bien prendre part à notre congrès.

Avec une émotion que je chercherais en vain à cacher, je vous souhaite à tous, Messieurs, au nom de la *Canadian Press*, la plus chaleureuse et la plus fraternelle bienvenue.

M. E. NORMAN SMITH

A la suite de M. Gagnon, M. E. Norman Smith, président honoraire de la Presse Canadienne, fut invité à saluer les délégués aux journées de la Presse Française.

Messieurs les journalistes français,

En me réservant le plaisir et l'honneur d'adresser la parole à la délégation des représentants de la Presse de Paris et de la Province française, mon collègue et ami, M. Henri Gagnon, songeait sans doute que je suis président honoraire de la Presse Canadienne.

Je rappelle ce fait pour démontrer que M. Gagnon et moi, avons collaboré, depuis plusieurs années, à la direction de cette coopérative d'information dont nous sommes si fiers.

Vous venez justement de célébrer l'événement le plus important de l'histoire du Canada: sa découverte il y a 400 ans, par cet intrépide navigateur, Jacques Cartier, que les Canadiens Anglais, comme les Canadiens Français, proclament comme le père du pays. Voici, certes, un

fait significatif; car, si la croix élevée à la mémoire de Cartier à Gaspé se trouve aujourd'hui au cœur même du Canada français, c'est sur la côte de l'île du Prince-Édouard, dont la population marque le mieux les caractères du Canadien Anglais, que le grand navigateur posa d'abord le pied, après avoir conquis le mystérieux Atlantique.

Laissant à d'autres le soin d'exalter ce grand événement historique, je viens, messieurs, de la part des journalistes canadiens de langue anglaise, vous souhaiter la bienvenue; et vous dire aussi l'harmonie, la bienveillance et l'unité d'aspirations qui nous unissent à nos compatriotes canadiens-français. Nous sommes tous de bons Canadiens; nous nous comprenons, et nous sympathisons ensemble dans nos problèmes et nos difficultés. Le Canada possède environ 100 journaux quotidiens dont une dizaine s'impriment dans la si noble langue française. Ces journaux sont presque tous membres de la Presse Canadienne et, je vous le demande, messieurs, quel témoignage pourrait être plus probant et plus éloquent que ce fait que nous avons trouvé en M. Gagnon, un président très apprécié et admiré, qui lors de la dernière assemblée annuelle, a encore été réélu à l'unanimité?

Ce fait se passe de commentaires; et je ne veux rien dire de plus de la confiance et du respect

mutuels qui unissent les deux grandes races représentées dans notre organisation. Je le répète, nous sommes tous de bons Canadiens et j'oserai dire que si, il y a vingt ans, plus de 500,000 soldats canadiens ont traversé les mers, c'était autant pour la France qu'ils voulaient combattre que pour l'Angleterre son alliée.

M. Gagnon me suggère de vous parler de l'histoire de la Presse Canadienne dont je fus le président pendant la période difficile de l'après-guerre. Ses débuts furent modestes. Elle fut fondée par des éditeurs prévoyants qui jugèrent que les journaux devaient posséder et diriger eux-mêmes le service d'information dans le pays. Nos confrères des Maritimes en eurent les premiers l'idée. Parce que le besoin s'y faisait moins sentir, Ontario et Québec n'emboîtèrent pas tout d'abord le pas; mais en 1910, les journaux de ces deux provinces décidèrent à leur tour d'adhérer au mouvement en optant pour la liberté et l'indépendance dans la tâche de recueillir et de distribuer les nouvelles.

Vous comprenez, messieurs, que dans notre pays où l'on ne trouve des centres populeux que sur une bande étroite s'étendant de l'Atlantique au Pacifique, établir une agence nationale d'information constituait un problème difficile, car les sommes à verser aux compagnies de télégraphe étaient considérables. Aussi ce ne fut pas avant

1917, durant la guerre, que l'“union sacrée” fut réalisée. Éclairée par un service national d'information, l'opinion publique appuya l'action des pouvoirs publics, et il devint possible de réunir enfin en une seule unité les 4 services d'information alors existants. Et encore fallut-il une subvention considérable du gouvernement pour pouvoir relier les Maritimes à Québec, à l'Ontario, aux provinces des Prairies et à la Côte du Pacifique.

Je veux m'arrêter ici pour vous avouer que si le joug du gouvernement nous parut léger pendant la guerre et les années qui suivirent, il devint intolérable en 1924. En retour des subventions, que les pouvoirs publics nous accordaient, les politiciens voulurent exiger des faveurs, sachant bien qu'en principe la Presse Canadienne doit demeurer libre et ne faire de favoritisme envers personne.

C'est pourquoi ce fut pour nous un véritable soulagement lorsque le gouvernement nous retira son octroi. Il parut difficile de suppléer à cette baisse de revenu; mais notre bureau de direction, avec l'approbation des membres, décréta immédiatement qu'à l'avenir la Presse Canadienne ne devait tirer du gouvernement ou d'autre source, aucune sorte de subsides.

Au cours des dernières années, nous avons accompli des progrès marquants. Notre source

principale d'information est toujours la Presse Associée, cette grande organisation voisine, dont le bureau central est à New-York, mais nous avons en plus dans le bureau de l'agence Reuter à Londres nos propres rédacteurs qui nous représentent sur tous les points importants de l'Europe, visitant fréquemment Genève, Paris ou Vienne.

Et, messieurs, vous apprendrez sans doute avec intérêt que récemment nous avons commencé à utiliser les services du bureau international d'information établi à New-York par Havas, votre grande agence française. Ils nous est très précieux d'obtenir dès la première heure l'appréciation des grands événements européens.

Au nom de la Presse anglo-canadienne, je vous souhaite, messieurs, la bienvenue sur nos rives, et un heureux et intéressant séjour parmi nous.



M. PAUL MARCHANDEAU

M. Paul Marchandeaup, député-maire de Reims, ancien ministre, directeur de l'*Éclaireur de l'Est* et président de la délégation des journaux français, apporte le salut amical et reconnaissant de la presse française à la jeune presse canadienne dont il fait un éloquent éloge. Il exprime les excuses et les regrets de ses confrères qui n'ont pu se rendre au Canada et venir jouir de la réception si touchante organisée par la presse canadienne.

C'est M. Henry Simon, directeur de l'*Écho de Paris*, président de la fédération nationale; M. Bachet, directeur de l'*Illustration*, président du Syndicat de la Presse Parisienne; M. Bourrageas, directeur du *Petit Marseillais*, président du syndicat des quotidiens régionaux, que l'orateur excuse plus particulièrement, tout en joignant à leurs excuses celles des publicistes éminents tels que M. André Siegfried, Lucien Romier, Jean Lafont qui ont été au dernier moment empêchés de participer au voyage, et tous les journalistes français, dont la pensée se porte en cet instant

vers la terre lointaine à laquelle tant de liens les unissent.

M. Paul Marchandeaude n'a heureusement pas que des excuses à transmettre. Il est accompagné de confrères qui écriront dans un très grand nombre de journaux et de revues la relation des inoubliables cérémonies auxquelles donne lieu la célébration du quatrième centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier. Ces articles seront lus avec émotion dans toutes les provinces, car il n'est pas de lieu sur la terre française où le souvenir ne s'exprime par l'évocation d'une participation à l'épopée canadienne.

"Mais ce n'est pas seulement par leurs écrits que les journalistes français entendent participer à la commémoration de l'acte courageux de Jacques Cartier et des exploits de tous ceux qui l'ont suivi sur la terre canadienne.

"La presse de France a accueilli avec empressement l'invitation à participer au congrès de la Presse de langue française et plusieurs de ses représentants exposeront au cours du congrès, la situation actuelle des journaux de Paris et de Province. Ils le feront avec le souci de la vérité qui anime tout journaliste conscient des devoirs attachés à sa grande et délicate mission."

M. Paul Marchandeaude présente alors ceux de ses confrères qui doivent participer aux travaux du congrès. "C'est d'abord M. René-Gustave

Nobécourt, secrétaire général du *Journal de Rouen*, jeune journaliste déjà connu par de remarquables ouvrages, qui marquera la place occupée par les journaux de province dans l'ensemble de la Presse française. Il dira combien, dans tous les départements, journaux régionaux et journaux locaux sont fidèlement attachés aux traditions d'indépendance qui a justifié dans le passé et doit permettre de maintenir dans l'avenir la liberté si chère à tous les journalistes.

“M. Franc-Nohain, directeur littéraire de l'*Écho de Paris*, connu de tous ceux qui s'intéressent aux lettres françaises, développera un rapport, que nul n'était plus qualifié que lui pour présenter, sur l'importance de l'élément littéraire et intellectuel dans la presse française.

“M. Fortunat Strowski, membre de l'Institut, parlera, avec son immense savoir, des mouvements des idées et des courants intellectuels dans la Presse française.

“Enfin un des maîtres dans l'organisation moderne de l'information, M. Charles Houssaye, vice-président de l'Agence Havas, dira les progrès effectués dans l'information de la Presse française, dans ses relations avec l'étranger et notamment avec l'Amérique du Nord”.

M. Paul Marchandau sait, par avance, l'accueil bienveillant qui sera fait à ses confrères, mais il mesure l'intérêt que les congressistes

prendront à les entendre, au plaisir que les journalistes français et lui-même éprouveront en écoutant les orateurs éminents qui parleront du journalisme français à Québec et au Canada, qui retraceront l'histoire de la Presse française dans les centres franco-américains, qui diront quelles sont les relations de la Presse française et de la Presse anglaise au Canada et aussi les relations de la Presse canadienne avec la Presse de France.

Ce sont ces relations que l'orateur souhaite de voir maintenues et étendues encore, grâce aux nouveaux liens de solide confraternité que va créer un voyage inoubliable pour les journalistes français.

“Nous vous conserverons, dit en terminant M. Paul Marchandeu, une profonde et sincère reconnaissance pour avoir mis à nous accueillir tant d'élan chaleureux, de cordial empressement et d'attention délicate. Mais cette même reconnaissance vous sera acquise de la part de tous les journalistes que nous représentons ici et de la totalité du peuple de France qui, lisant nos comptes rendus de la célébration du 4^{me} Centenaire de Jacques Cartier, auront la confirmation réconfortante qu'un peu de l'âme française survit toujours ici par delà les océans”.



LA PRESSE DE LA PROVINCE FRANÇAISE

Rapport présenté par M. R.-G. Nobécourt, secrétaire du
"Journal de Rouen," au congrès de la presse de
langue française, à Québec

C'est à la découverte de la France, à la description la plus directe et la plus vraie de la province française, en son étonnante diversité, en sa merveilleuse richesse, en ses fidélités essentielles et en son goût de vivre, en ses similitudes profondes aussi et en son unité, que le sujet même dont j'ai reçu délégation de parler devant vous devrait nous conduire ensemble. En préparant ce rapport au côté de M. Jean Lafond, le jeune directeur du plus vieux quotidien régional de notre pays, qui, retenu en France par une impérieuse nécessité, m'a gracieusement confié le soin de le représenter ici et dont vous n'eussiez pas manqué de goûter la charmante confraternité et l'érudition aimable, j'ai moi-même aperçu davantage comment notre presse provin-

ciale reflétait l'image même de notre peuple et de notre vie quotidienne.

Le chroniqueur et l'historien, le psychologue et le moraliste, s'il avait la longue patience de feuilleter une à une les collections inégalement épaisses de tous nos journaux de province, d'en apprendre l'histoire et de vivre un temps prolongé dans l'intimité laborieuse de chacun d'eux, pourrait finalement tracer avec certitude et avec amour le juste portrait de la France, une et multiple. Il ne m'est pas tant demandé, je crois, et aussi bien, je n'oserais tant prétendre. J'aimerais cependant, en me tenant d'une manière assez rigoureuse à l'objet professionnel et technique de ce rapport—d'éminents confrères vous parleront avec une autre qualité, de l'aspect intellectuel et littéraire de nos journaux—vous en faire au moins sentir tous les élargissements possibles, toute la portée nationale, tout le sens humain.

* * *

La presse provinciale française est née au XVIII^e siècle et elle est née, dans toutes nos grandes villes, d'un même besoin, auquel nulle évolution, nul progrès matériel ne l'a empêchée de répondre. Prenez les premiers numéros de nos plus anciennes feuilles; ils avouent simplement leur objet: être un intermédiaire entre les

gens qui ont quelque chose à vendre et ceux qui cherchent quelque chose à acheter. Puis, dans la place que laisseront les annonces, les "affiches" comme il y est dit, on glissera des nouvelles locales, assez brèves, des lettres de Paris à l'occasion, et des devinettes récréatives. Tout cela a subsisté en changeant d'importance et de place; l'information moderne n'a pas supprimé les offres et les demandes; l'une et l'autre au contraire se sont largement et solidement installées aux deux bouts du journal et l'incertitude de leurs points de rencontre dans les pages du milieu oblige à des calculs très subtils de tarifs. Et les rébus de nos aïeux sont devenus les mots croisés. Ainsi de ce journal d'août 1934, nous retrouvons tout le germe, tous les éléments, dans ce journal des années 1760. Il a progressivement agrandi son format et modifié sa présentation, mais ses rubriques, développées, sont restées les mêmes. Il a seulement mieux compris, en même temps que ses moyens matériels se perfectionnaient, qu'on pouvait exciter, accroître certains besoins et que si la quantité et l'intérêt de ses annonces devaient faire lire ses nouvelles, la rapidité et le nombre de ses nouvelles pouvait aider à l'augmentation de ses annonces.

Dix-huitième siècle, ai-je dit. Nous en avons des témoignages authentiques et d'une remarquable persistance. En 1743, le *Journal du Loiret*

paraît à Orléans, en 1751, le *Journal du Havre*, en 1762, le *Journal de Rouen* et ces trois journaux, dont le dernier est devenu l'un de nos grands régionaux, doyen d'une toujours entreprenante jeunesse, marchent tranquillement vers leur deuxième centenaire.

L'incertitude des temps et les lois restrictives sur la presse étaient peu favorables à la création de journaux au début du XIX^e siècle. Je relève cependant—il va de soi que je ne cite que des vivants—la fondation du *Phare de la Loire*, en 1815, celle de l'*Écho du Nord*, en 1819, celle du *Sémaphore* de Marseille, en 1828, du *Journal de la Marne*, en 1810.

La seconde partie du siècle, au contraire, voit pulluler les feuilles; c'est le moment où, entre les quotidiens des chefs-lieux de département, vont naître ceux des chefs-lieux d'arrondissement et les hebdomadaires de cantons. On ne peut les nommer tous. Voici, du moins, dans l'ordre chronologique où ils apparurent, ceux qui ont particulièrement prospéré et qui rayonnent aujourd'hui davantage: en 1845, le *Mémorial de Saint-Étienne*; en 1848, le *Salut public* de Lyon. Puis, entre 1850 et 1870: le *Courrier du Centre*, le *Journal de Roubaix*, le *Petit Marseillais*, le *Bien public* de Dijon, le *Progrès de la Côte-d'Or*, le *Progrès de Lyon*, le *Journal d'Amiens*, la *Sarthe*, la *Gironde*, qui va devenir bientôt la *Petite*

Gironde. De 1870 à 1900, la floraison s'étend : la *Dépêche de Toulouse*, le *Petit Méridional*, le *Lyon républicain*, le *Nouvelliste de Lyon*, le *Populaire de Nantes*, le *Petit Provençal*, l'*Éclaireur* de Nice, l'*Éclair* de Montpellier, le *Petit Dauphinois*, la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, l'*Est républicain*, l'*Éclaireur de l'Est*, l'*Avenir du Plateau-Central*, l'*Ouest Éclair*, la *Tribune républicaine de Saint-Étienne*, la *Dépêche de Brest*, la *Dépêche de Lille*, le *Réveil du Nord*, l'*Express du Midi*, le *Télégramme de Toulouse*.

De 1900 à 1914 : la *République de l'Isère*, le *Télégramme du Pas-de-Calais*, la *Liberté du Sud-Ouest*, le *Nouvelliste de Bretagne*, l'*Éclair de l'Est*.

Après la guerre enfin, en province comme à Paris—mais avec des chances meilleures—de nouveaux journaux vinrent à la lumière : le *Nord-Est*, l'*Ouest-Journal* et *Marseille-matin* notamment.

La multiplication des journaux à la fin du XIX^e siècle, est suivie presque aussitôt d'un autre phénomène significatif. Les journaux des grandes villes, les plus anciens ou les mieux pourvus, étendent peu à peu leur ressort, absorbent le département, le dépassent et vont par bonds rapides par-dessus les départements limitrophes aussi loin qu'ils le peuvent, sans sortir toutefois de la région que l'ancienne province définit généralement assez bien et que sa géographie, son

économie, son climat spirituel propres, particularisent et différencient.

Le journal quotidien, devenu moins cher, se vend davantage; il s'imprime avec un outillage plus rapide; le chemin de fer, dont les honoraires stricts règlent le rythme de sa vie nocturne, le transporte plus loin. En outre, sa fonction économique se confirme: il offre au négoce une publicité fructueuse, il renseigne sur les cours des foires et marchés, il signale le mouvement des bateaux et enregistre le trafic des marchandises; il est tout naturellement le défenseur des intérêts de ses compatriotes, ses lecteurs et ses clients.

Si favorables que soient les circonstances, elles ne font pas seules alors les grands journaux modernes. Il s'est trouvé à l'instant propice dans un certain nombre des quotidiens les plus préparés à se transformer et à s'étendre, un homme qui a compris et qui a voulu et dont le succès professionnel a été couronné par l'établissement d'une véritable dynastie. Si beaucoup de journaux en effet appartiennent à des sociétés, plusieurs des régionaux français, et non des moindres, s'identifient avec des familles; il en est des exemples notoires: *le Journal de Rouen*, c'est la famille Lafond, *la Petite Gironde*, la famille Gounouilhou, *le Petit Marseillais*, les Bourrageas et *la Dépêche de Toulouse*, les Sarraut. Et ce qui n'est pas moins notoire, c'est que les fils, héri-

tiers d'un journal rénové, refondé si l'on peut dire, par le père et mêlés tout jeunes à l'existence de ce journal, ont vu que celle-ci ne pouvait être assurée et leur mission à eux remplie, que par une nouvelle progression et de nouveaux départs.

Formant une équipe amicalement solidaire, entreprenante et résolue, ils ont, chacun dans son secteur, fait de nos grands organes provinciaux des puissances magnifiquement établies et qui n'ont matériellement rien à envier à leurs confrères parisiens. Ils ont ouvert des chantiers, construit des immeubles de ciment et de verre où un immense travail allègre vient s'ordonner, reconstitué l'outillage selon la mécanique la plus récente. Et puis, des linotypes alignées par dizaines, des rotatives accouplées, ils ont exigé un journal plus épais comme ils demandaient à leur rédaction mieux installée une information plus complète et plus prompte.

Un grand nombre de nos quotidiens provinciaux ont maintenant un fil direct avec Paris par où leur arrivent presque toute la journée et toute la nuit les dépêches de l'Agence Havas. C'est sur ces kilomètres de bande de papier bleu, où sont enregistrées, sous la haute et vigilante direction de M. Charles Houssaye—(que nous aurons l'honneur d'entendre pendant ce congrès)—toutes les nouvelles de toute la terre, que les secrétaires de rédaction trouvent une bonne

part de la matière de leur première page et de leur "Dernière heure". Par le fil direct aussi nous recevons nos articles propres, ceux de nos collaborateurs parisiens, de nos rédacteurs parlementaires notamment. Le télégraphe par ailleurs et le train nous apportent entre 2 heures et minuit la copie des innombrables correspondants que nous avons dans la plupart des communes de notre ressort. Nous ne trouvons pas dans ces derniers plis que des crimes et des catastrophes (les crimes et les catastrophes au contraire réclament un "envoyé spécial") mais d'ordinaire des vols de poules, des accidents de bicyclettes, les banquets de sapeurs-pompiers et l'état civil. Et c'est très important, car c'est là une des raisons d'être des journaux provinciaux, une des raisons de leur succès. Toutes ces petites nouvelles sont les grands événements de nos villages. A cause d'elles, un même numéro du journal subit chaque nuit, à une cadence obligatoirement rapide, 5, 10, 15 transformations, et souvent davantage, les pages appelées "régionales" et qui sont remplies de ces seules nouvelles, ne paraissant que dans le département, l'arrondissement qu'elles concernent. Elles entraînent une série d'éditions réglées sur les possibilités de transport rapide vers leurs destinataires et dont la succession incessante provoque autour du "marbre" et dans la clicherie quelque animation

et d'autant plus, qu'au fur et à mesure que la nuit avance, leurs pages communes d'information générale s'enrichissent des dépêches que le fil ne cesse de transmettre.

Mais tout de même notre paysan, notre citadin, s'il lit soigneusement ce qui concerne son bourg ou sa petite ville, ne manque pas de porter intérêt aux autres pages de son journal: les informations politiques, les faits du jour et du monde certes, mais toutes les autres rubriques auxquelles leur diversité assure, dans tous les milieux, des lecteurs fidèles. Des pages économiques, agricoles, sportives, littéraires, des pages de T. S. F., et de Mode, voire des pages médicales, sont régulièrement publiées et des "petites postes" où sont données des consultations très suivies sur les lois et règlements, permettent entre le journal et le public un contact personnel qui est un lien de plus. Place est faite aussi dans nos journaux à notre histoire régionale. Chacun dans notre coin nous gardons un peu du passé de la France et nos concitoyens aiment à connaître l'aventure, même lointaine, de leur petite patrie. Un anniversaire, une inauguration, une découverte archéologique, donne une facile occasion de la leur raconter. Ils y sont attentifs. J'ai plaisir à citer ici en exemple les 58 articles qu'a publiés dans le *Journal de Rouen*, ces derniers mois, l'un de ses collaborateurs, M. Rouault de

la Vigne, sur les commémorations canadiennes où des normands se trouvaient mêlés: souvenirs normands de l'histoire du Canada, les Canadiens en Normandie, les origines normandes des familles canadiennes, un flibustier canadien d'origine normande, un rouennais compagnon des jésuites martyrs canadiens, Cavelier de la Salle au Canada, un Canadien, M. Vaillancourt, fait l'éloge du cidre de Normandie, les origines normandes de la langue des Canadiens Français, etc. . .

Cette brève référence témoigne assez de l'attention cordiale que le *Journal de Rouen* porte au Canada, dont il se considère volontiers comme le correspondant en France. C'est toujours avec une joyeuse émotion qu'il reçoit les notables de votre pays lorsqu'ils viennent, chez nous, visiter la terre des ancêtres.

Tous nos journaux de province qui tiennent à souligner l'étendue et l'objectivité de leur information ont des opinions politiques. Ils les exposent dans leur premier article et certains d'entre eux, comme le *Journal de Rouen*, fidèle à une vieille tradition que la presse parisienne (sauf le *Temps* et les *Débats*) a abandonnée, publie ce bulletin, qui s'appelle, selon les lieux, le premier Rouen, le premier Lyon, le premier Bordeaux, sans signature: il exprime non la pensée de tel ou tel rédacteur, mais la pensée même du

journal. Nos journaux s'engagent ainsi dans les discussions politiques sur un ton modéré, généralement; ils enflent seulement un peu la voix lors des campagnes électorales où les citoyens étiquettent les candidats selon le journal qui les défend: le journal partage avec son candidat la victoire ou la défaite.

Nous n'avons pas encore tout vu dans notre journal de province. Voici en dernier lieu ce qui le fait vivre et lui assure presque toujours une fière indépendance: la publicité. Certains propos injustifiés ont pu faire croire récemment que la plupart des journaux français touchaient de l'argent des puissances occultes et que les fonds secrets du Gouvernement pourvoient à leur subsistance en même temps qu'ils leur donnaient des opinions. Je ne sache pas pour ma part que nos feuilles provinciales, petites ou grandes, pratiquent ce genre de parasitisme. Bien au contraire: leurs ressources sont avouées, évidentes; les réclames les leur procurent. A un tarif qui croît avec le chiffre du tirage, ils réservent aux insertions commerciales, aux annonces légales, aux offres et demandes d'emplois, jusqu'à 7 et 8 pages. Des accords conclus ces dernières années avec l'Agence Havas, à la prospérité de laquelle préside M. Léon Rénier, père, tandis que M. Léon Rénier, fils, connu sans doute de plusieurs d'entre vous, donne ses soins diligents

aux journaux de province, et qui a multiplié ses succursales dans les grands centres, leur ont valu par surcroît une fructueuse publicité extra régionale. Ils vivent ainsi, plus ou moins largement, mais ils vivent autonomes.

Ils ne relèvent non plus, pour la quasi généralité, d'aucun journal parisien, mais ils entretiennent avec leurs confrères de la capitale des rapports très amicaux de collaboration professionnelle et nationale. Ce sont les uns et les autres de francs alliés. La province est quotidiennement inondée de quatre à cinq millions de feuilles dont les Messageries Hachette assurent la dispersion entre ses quinze mille dépôts et bibliothèques. Elles rejoignent dans les kiosques les feuilles régionales qui y sont parvenues deux ou trois heures avant elles et dont la clientèle matinale s'est déjà munie. Cette même clientèle achètera cependant dès l'arrivée de l'autorail, du train ou de l'avion, le journal de Paris. Surtout depuis la guerre, le citadin lit deux ou trois journaux par jour. Le sien d'abord, celui de sa ville, de son département, qui l'informe des événements principaux de la veille, ceux du vaste monde et ceux de sa région précisément que le journal parisien ne lui rapportera que succinctement s'ils sont sérieux, ou pas du tout, qui lui parle aussi une langue familière, lui nomme des gens et des endroits qu'il connaît, et

lui fournit des renseignements d'affaires régionales dont il a besoin. Le journal de province est pour le provincial une habitude à laquelle rien ne le fait renoncer. Le citadin, le villageois aussi, se sont accoutumés aux journaux de Paris, ceux du matin, et de plus en plus, ceux du soir qui, dans un large périmètre autour de la capitale, lui parviennent entre 16 et 20 heures. Ainsi il n'y a pas de rivalité entre les uns et les autres; il y a place, il y a lecteurs, pour les uns et les autres.

Les signes de bonne entente ne manquent pas. Si les journaux de province ont pour correspondants parisiens — chroniqueurs, rédacteurs parlementaires, échetiers... — des collaborateurs de leurs grands confrères, ceux-ci par contre ont pour correspondants régionaux les collaborateurs des journaux de province. Plusieurs quotidiens des départements entretiennent à Paris une rédaction importante qui a pour sa part un contact permanent avec les milieux de presse les plus parisiens. Et il arrive que ces rédactions soient des centres qui ravitaillent en information et en copie plusieurs journaux départementaux. Ainsi la rédaction parisienne du *Nouvelliste de Lyon* sous les ordres de M. Charles Ledré sert, avec ce journal, *la Dépêche de Lille*, *l'Express du Midi*, *l'Éclair de Montpellier* et le *Nouvelliste de Bretagne*. Ainsi encore "La presse régio-

nale" de la rue Trévisé, dirigée par M. Dassonville, alimente 11 quotidiens et 40 hebdomadaires de province dont le tirage est de 650,000 en semaine et 1,500,000 le dimanche. Enfin les directeurs des journaux de la province rencontrent souvent ceux des journaux de Paris, et notamment à la Fédération Nationale des Journaux français, dont le président est M. Henry Simond, directeur de *l'Écho de Paris*, et le secrétaire général M. Marcel Gounouilhou, directeur de *la Petite Gironde*.

Le haut sentiment d'une tâche commune à travers tout le pays en même temps qu'une large compréhension des intérêts communs et que l'intelligence très éveillée des besoins et des goûts des lecteurs, inspire donc à tous nos journaux, parisiens et provinciaux, petits et grands, une très loyale et très féconde coopération.

* * *

Une histoire de la presse provinciale française — histoire qui reste à écrire, et dont l'enquête de M. André Demaison dans la *Revue des Deux-Mondes* (1929-1930), indique assez quelle serait l'ampleur — contiendrait nécessairement les monographies de nos principaux organes régionaux, source et illustration de cette histoire. Un travail comme celui-ci, qui tente seulement de

dégager quelques traits communs et de schématiser un ensemble complexe, nuancé et vivant, doit y renoncer. Me permettez-vous un instant cependant, pour donner à tout ce qui précède l'appui d'une réalité concrète, de vous montrer une image que je crois une belle image, expressive et typique, celle du grand régional français que j'ai la fierté et la joie, sous la vigilante impulsion de M. Jean Lafond, de voir renaître chaque nuit de sa 173^e année avec un entrain et une jeunesse perpétuellement rafraîchis ?

L'actuel *Journal de Rouen* parut pour la première fois le 4 juin 1762 sous le titre d'*Annonces, affiches et avis divers de la Haute et de la Basse-Normandie*. Il était fondé par le descendant d'une grande famille de libraires et d'imprimeurs rouennais. Il tenait ce que promettait son titre mais y ajoutait des communications et des notices savantes, voire des pièces de vers. En janvier 1785, la feuille devenait le *Journal de Normandie* ou *Mémoires périodiques pour servir à l'histoire ecclésiastique, civile, naturelle et littéraire et à celle des sciences, des beaux arts et du commerce de Normandie*. C'était alors un bi-hebdomadaire. L'ambition de son rédacteur si pleinement proclamée dans la manchette était vaste et la multiplication des correspondants, beaux esprits dans toute la province normande, faisait du journal une sorte de bulletin académi-

que. Devenu tri-hebdomadaire en janvier 1790 avec un nouveau titre, *Journal ou Annales de Normandie*, il s'appela, en juin, *le Journal de Normandie ou de Rouen et du département de la Seine-Inférieure*, et, enfin, en mai 1791, après s'être transformé en quotidien, *Journal de Rouen et du département de la Seine-Inférieure*. Il commençait d'étendre ses rubriques: il rendait compte brièvement des séances de l'Assemblée nationale et des événements de la politique européenne. Dirigé par Noël de la Morinière, le futur voyageur et naturaliste bien connu, entre 1792 et 1799, le journal franchit sans encombre et en déménageant quatre fois, la période révolutionnaire. Un changement de propriétaire le fit fusionner avec une autre feuille, *le Méridien*, qui se vantait de donner "les séances du Conseil des Cinq Cents, vingt-quatre heures avant les journaux de Paris". Ce n'était pas un grand journal, ses dimensions étaient modestes et il tirait à 600 exemplaires dont 80 distribués gratis, mais il était déjà fort bien fait, garni de nouvelles très diverses et, Napoléon régnant, prudemment rédigé.

1828 marque le premier grand tournant de l'histoire du *Journal de Rouen*. MM. Brière et Beaudry l'ont acheté et dès leur prise de possession annoncent l'augmentation du format, le développement des rubriques locales, la

publication des décès et des mercuriales. M. Théodore Visinet, un avocat parisien, est nommé rédacteur en chef. Le journal prend une part très active aux luttes politiques de la Restauration: c'est l'un des organes les plus réputés du libéralisme; il lui en coûte des procès et des amendes. Il s'installe en même temps peu à peu, rue Saint-Lô, dans un immeuble qu'il outille et aménage. Contre les brusques changements de régime, il tient vigoureusement et habilement le coup. Le second empire l'oblige, pour n'être pas suspendu, à la modération et à la prudence; il en profite pour ouvrir une place plus large à la littérature, aux sciences, aux arts, à l'histoire locale. Quand les circonstances redeviendront meilleures, il montrera qu'il n'a pas perdu le goût de la politique militante.

En 1882, Léon Brière, qui avait succédé à son père défunt, choisit comme rédacteur en chef M. Joseph Lafond, lequel était alors rédacteur du *Globe*. C'est une seconde grande date dans la vie du *Journal de Rouen*: un journaliste exceptionnellement doué y arrivait qui, entouré de rédacteurs et de correspondants qu'il sut choisir et s'attacher, allait en accroître la prospérité et en orienter l'évolution. Pour parfaire son union avec la ville et le journal, M. Joseph Lafond épousa en 1887, M^{lle} Dupré, la petite-fille de Théodore Visinet, l'un de ses plus fameux pré-

décèsseurs. En 1892 on fêtait le dix-millième abonné, on montait deux presses rotatives Marioni, on ouvrait une clicherie puis un atelier de zincographie pour les illustrations. La mort de Léon Brière, en 1900, laissait Joseph Lafond propriétaire et directeur du *Journal de Rouen*. Aussitôt deux presses rotatives à 6 pages sont équipées; elles sont transformées ensuite en presses à 8 pages puis remplacées quelques années après par deux grandes rotatives pouvant tirer 16 pages. (C'est peu de chose pour vous mais pour la presse française, ce chiffre est en ce moment encore un maximum réservé seulement à nos journaux les plus prospères). Parallèlement, des rubriques nouvelles, la rubrique sportive en particulier, sont créées; les autres sont entretenues, refaites, développées. A la veille de 1914, le *Journal de Rouen* est au premier rang de la presse départementale française. Il le demeura pendant la guerre avec optimisme, projetant pour les lendemains de la victoire une nouvelle transformation. M. Joseph Lafond, qui l'avait préparée, ne put l'entreprendre; il mourut en 1921 mais il laissait à ses deux fils aînés Jean et André l'amour de son journal et le sens de la véritable fidélité. Ceux-ci, sans que le *Journal de Rouen* manquât un jour de paraître, transportèrent toute la maison dans un immeuble où l'essentiel venait d'être construit, place de l'Hôtel-

de-Ville, et, munis de moyens matériels rénovés, tout en gardant au journal une part de sa physionomie traditionnelle et ce caractère sérieux, qui le font appeler le *Temps* de la province, en modernisèrent l'esprit et l'aspect. Ils accentuèrent alors son expansion régionale, supprimèrent sa manchette de "Journal de la Seine-Inférieure, de l'Eure et du Calvados", relevèrent son titre ancien de *Journal de Normandie*, et le poussèrent en effet d'une main ferme jusqu'aux confins et au delà de la Normandie entière dont chacun des départements a son édition propre. M. André Lafond, qui avait été le premier lauréat du prix Strassburger pour un ouvrage rapporté d'Amérique "New York 28", mourut prématurément à la fin de 1932. M. Jean Lafond, dont l'Académie de Rouen fit l'an dernier son président, prit en mains la direction du Journal où ses frères Pierre et Jacques l'assistent. Et quand j'ai quitté Rouen l'autre matin alors que paraissait le 230^e numéro de la 173^e année, on démontait nos rotatives pour qu'elles pussent à l'automne sortir plus de pages encore et on ouvrait un chantier pour construire un vaste hall de dépêches, de photographies et de publicité au centre même de la longue façade toute neuve du vieux *Journal de Rouen*, ancêtre et type du quotidien régional français.

* * *

J'ai nommé tout à l'heure la Fédération nationale des journaux français. La presse provinciale a ses organismes professionnels propres, qu'il me reste à indiquer. Le syndicat des Quotidiens Régionaux, le Syndicat des Quotidiens Départementaux et la Fédération nationale de la Presse périodique.

Le Syndicat des Quotidiens Régionaux a été fondé en 1916 par M. Marcel Gounouilhou, dont les heureuses initiatives en matière d'Associations de presse ne se comptent plus. Il est présidé avec une heureuse activité par M. Gustave Bourrageas, directeur du *Petit Marseillais*, et l'un de ses vice-présidents, M. Marchandau, directeur de *l'Éclaireur de l'Est*, député, maire de Reims, ancien ministre, est ici même à ce congrès, à la tête de notre délégation. Il groupe quarante journaux dont la plupart ont un tirage supérieur à 70,000 exemplaires et qui rayonnent au delà d'un département (1).

(1) En voici la liste avec le nom de leurs directeurs:

Avenir du Plateau-Central (M^{me} Dumont)
Courrier du Centre—Limoges—(M. de Lamothe)
Dépêche Algérienne—Alger—(M. Perrier)
Dépêche de Brest (M. Couturier)
Dépêche de Lille (MM. Langlais et Allègre)
Dépêche de Constantine (M. Morel)
Dépêche Tunisienne (M. Jullien-Chatel)
Dépêche de Rouen
Dépêche de Tours (M. Arrault)

- Dépêche de Toulouse (M. Sarraut)
 Dernières Nouvelles de Strasbourg (M. Quillet)
 Écho d'Oran (M. Paul Mannoni)
 Écho du Nord—Lille—(MM. Dubar et Ferré)
 Éclair—Montpellier—
 Éclaireur de l'Est—(Reims)—(M. Marchandeu)
 Éclaireur de Nice (M. Garibaldi)
 Est Républicain—Nancy—(M. Mercier)
 Express du Midi—Toulouse—(M. de Palaminy)
 France de Bordeaux (M. Astier)
 Journal de Mulhouse (M. Morice)
 Journal de Rouen (MM. Lafond)
 Journal de Roubaix (Mme Reboux)
 Lyon Républicain (M. Caspar-Jordan)
 Moniteur du Puy-de-Dôme (Clermont-Ferrand)
 Nouvelliste—Lyon—(M. Garcin)
 Nouvelliste de Bretagne—Rennes—(M. Dassonville)
 Ouest-Éclair—Rennes—(M. Artur)
 Petit-Dauphinois—Grenoble—(M. Besso)
 Petite-Gironde—Bordeaux—(M. Gounouilhou)
 Petit Marseillais—Marseille—(M. Bourrageas)
 Petit Méridional—Montpellier—(M. Soustelle)
 Petit Marocain—Casablanca—(M. Florigni)
 Petit Niçois (M. Lejeune)
 Petit Provençal—Marseille—(M. Delpuech)
 Phare de la Loire—Nantes—(M. Portais)
 Radical de Marseille
 Réveil du Nord—Lille—(M. Polvent)
 La Sarthe—Le Mans—(M. Solignac)
 La Tribune Républicaine—St-Étienne—(MM. Poulié et
 Gintzburger)
 Vigie Marocaine—Casablanca—(M. P. Mas)

Le Syndicat des Quotidiens départementaux est présidé par un excellent journaliste — parmi nous aussi en ce voyage—qui est en même temps

un écrivain distingué, M. Ernest Gaubert, et dont le journal, *le Journal du Département de l'Indre*, est le type même du journal départemental. Ce syndicat réunit 80 journaux environ.

La Fédération nationale de la presse périodique a été fondée en 1931 à Marseille, où elle tint son premier congrès. Elle affirma sa vitalité au congrès qu'elle tint à Rouen l'année suivante. Elle rassemble 300 directeurs d'hebdomadaires et bi-hebdomadaires et, sous la présidence de M. Guillon, du *Démocrate de Lyon*, elle s'efforce d'augmenter le nombre de ses adhérents. C'est plutôt encore un organisme en formation dont le noyau a été constitué par des syndicats de périodiques existant déjà en Normandie (ce dernier animé par M. Levasseur, de *l'Abeille Cauchoise*, et Marc Humbert, du *Pays d'Auge*), dans la région parisienne, le lyonnais, le nord et à Marseille.

Plusieurs autres associations et syndicats groupent dans un cadre plus étroit des quantités d'autres journaux de cantons et d'arrondissements qui n'ont pas de hautes ambitions ni de grands besoins et qui paraissent chaque mercredi et chaque samedi, au jour de marché, sur quatre pages, avec les nouvelles des communes, les annonces des ventes, et une publicité locale qui leur permet—des travaux d'imprimerie aidant—d'équilibrer, et quelquefois aisément, leur budget.

Au total il y a dans la province française 3,500 journaux environ; une quarantaine de régionaux, deux cent vingt quotidiens départementaux, plus de onze cents hebdomadaires, près de 150 bi-hebdomadaires et trente-cinq tri-hebdomadaires. Une foule de feuilles périodiques diverses, professionnelles, agricoles, commerciales, etc., complète le total que je vous ai donné.

Ainsi tous les matins, toutes les semaines, se déroule sur la France, jusqu'à la recouvrir entièrement, une bobine de papier imprimé dont il faut renoncer à connaître la longueur et le poids. Journaux de Paris, grands régionaux, grands départementaux, journaux d'arrondissements et de cantons, forment sur notre province une trame extrêmement serrée. Un seul département compte moins de 10 journaux, la Lozère qui en a 7; 39 départements en ont de 10 à 30; 26 départements de 30 à 50; 15 de 50 à 100. Quatre départements ont 100 à 150 journaux: les Bouches-du-Rhône, 117, la Seine-Inférieure, 109, le Bas-Rhin, 106, la Gironde 102. Un département en a plus de 200, le Nord, où il s'en publie 219 et où les 600,000 exemplaires des seuls quotidiens se répartissent dans la proportion de 1 numéro par 10 habitants.

Il va de soi qu'il y a dans la forme et dans l'esprit de ces nombreux journaux une infinie diversité: mise en page, ordre des rubriques,

place des clichés, disposition et hauteur des titres, donnent à chacun une physionomie particulière, un visage bien à soi que toute une ville, toute une région connaissent familièrement, où elles retrouvent d'ailleurs quelques-uns de leurs propres traits—ici l'exubérance, là le goût d'une certaine ordonnance simple, ailleurs de la facilité un peu paresseuse ou de la raison un peu austère. Elles y retrouvent encore leurs préoccupations spéciales avec leur tournure d'esprit, leur façon de juger les choses, leur façon même de parler. Elles y retrouvent leurs opinions énoncées et défendues dans le ton exact qui est le leur, une direction politique exprimée selon la manière qu'ils pourront le mieux accepter et entendre. Nos feuilles de province composent une prodigieuse mosaïque bien tenue par une même pâte, bien liée par un même ciment. Telle est la France aussi, tel est de la Bretagne à l'Alsace, des Flandres au pays basque et à la Côte d'Azur, des Alpes à l'estuaire de la Seine, entre tant de variété, d'opposition, de dissemblance, tel est l'équilibre français.

Je serais inexcusable d'achever cette imparfaite esquisse sans rendre devant vous hommage à mes confrères journalistes provinciaux.

Si les lecteurs ont le journal qui leur ressemble, le journal qu'ils méritent, les journaux sont d'abord ce qu'on les fait. Or, nos journaux de pro-

vince sont faits avec une probité, une conscience, un amour du métier vraiment exemplaire. Nulle part, a-t-on justement constaté, nulle part ailleurs que dans la presse de province ne s'est mieux conservée la dignité professionnelle et la carrière ne s'est gardée plus indépendante. De vieux rédacteurs font après 20 ans, 30 ans, la même tournée chez le commissaire, avec la même avidité de nouvelles et racontent avec le même soin les petites aventures de la rue. A leur école de ponctualité, de respect, d'intégrité, les derniers venus disciplinent leur enthousiasme; ils animent le journal sans le bouleverser, et le journal se les attache, les attache les uns aux autres, sans que nul y perde sa personnalité, son style, ses réactions originales.

Par ailleurs, leurs associations amicales, formées dans un loyal esprit de camaraderie, veillent à écarter, à proscrire de notre profession tous les aventuriers, tous les parasites qui rôdent autour et dont les combinaisons ou les appétits risquent de la discréditer. Et cette tenue morale ajoute singulièrement à l'éminente qualité de notre presse de province.

Pouvais-je terminer, mes chers confrères canadiens, sur un trait plus capable de vous plaire, plus digne de votre estime et de votre amitié ?



LE JOURNALISME FRANÇAIS DANS LE QUÉBEC DES ORIGINES À NOS JOURS

Rapport de M. J.-Noël Fauteux, au congrès de la presse
de langue française, à Québec

Si j'ai bien saisi le dessein de ces brèves causeries c'est, Messieurs nos hôtes, tandis que vous nous instruirez vous-mêmes de la vie du journalisme français en France, de vous aider à mieux connaître le pays canadien dont vous êtes venus honorer, avec nous, le découvreur, en marquant le rôle que nos journaux de langue française y ont joué, l'influence qu'ils y ont exercée. J'ai à vous parler des grandeurs et des misères du journalisme français dans la province de Québec des origines à nos jours, ou à peu près. Je le ferai aussi brièvement que possible.

On peut trouver étrange que la France, notre mère patrie, ayant eu des journaux imprimés, au moins dès 1631, nous n'en ayons pas eu nous-mêmes durant tout le régime français. Il semble

que, parmi les groupes d'artisans qui venaient s'établir en terre canadienne, il eût dû se trouver quelque imprimeur capable de lancer dans son pays d'adoption une gazette semblable à celles qui circulaient en France, surtout au 18^e siècle. A tout événement, les recherches les plus actives n'ont pas réussi à révéler l'existence d'aucun imprimeur ni d'aucune imprimerie dans la Nouvelle-France avant la cession à l'Angleterre.

Quels étaient donc les modes d'information publique sous la domination française? Pour les communiqués émanant de l'administration, tels que les ordonnances, les décrets ou autres documents officiels, on les proclamait au son du tambour, dans les villes, comme à Montréal, à Québec, aux Trois-Rivières; par l'intermédiaire du curé dans les paroisses rurales, ou bien on les affichait à la porte des églises ou dans les lieux les plus fréquentés. Quant à la transmission des autres nouvelles, c'est-à-dire des nouvelles ordinaires, elle se faisait de vive voix, par les voyageurs, très probablement aussi par les marchands ambulants qui allaient de village en village pour vendre leur pacotille, comme la chose se pratique encore aujourd'hui dans nos campagnes. On prétend même que les habitants des districts ruraux, ayant appris qu'un journal venait de paraître à Québec, n'eurent rien de plus pressé que de demander à leurs informateurs nomades

jusqu'à quel point la nouvelle était vraie et ce qu'il fallait penser de cette invention.

Il est à présumer que les proclamations et les racontars auraient été longtemps encore les seules sources de renseignements à la disposition du public si les événements de 1759 et des années suivantes n'étaient venus bouleverser profondément le pays et le faire passer sous l'autorité du gouvernement britannique. Pourtant, ce n'est pas l'Angleterre, pas plus que la France, qui nous donna le journalisme. La presse canadienne est fille de la presse américaine. A Québec et à Montréal, comme à Halifax, nos premiers journalistes furent des Américains. Même quand ils étaient d'autre origine, ils vécurent aux États-Unis avant de traverser la frontière. Au rebours du mot de Voltaire, ce serait donc du midi et non du nord que nous serait venue la lumière, pour autant qu'on veuille considérer le journalisme comme un flambeau.

Admironons comment l'esprit d'initiative de nos voisins se manifeste dès cette époque. Le Canada a changé d'allégeance politique. Il s'y trouve maintenant un groupe de citoyens anglais, peu nombreux encore mais qui ira augmentant. Le moment paraît propice à William Brown et à Thomas Gilmore, de Philadelphie, de passer au Canada pour y fonder un journal. Et afin de rendre le succès plus certain, on publiera la nou-

velle feuille dans les deux langues du pays. C'est l'histoire de la *Gazette de Québec*, commencée le 21 juin 1764 et qui fournit une longue et honorable carrière, particulièrement sous les deux Neilson, Samuel et John.

Mais quel est ce voyageur au nom bien français qui vient de débarquer avec sa famille à Montréal, le 6 mai 1776, et qui se fait suivre d'un attirail d'imprimerie transporté à grand'peine par la voie du lac Champlain et de la rivière Chambly? C'est Fleury Mesplet, imprimeur, originaire du diocèse de Lyon, en France, homme aux idées républicaines, libre penseur, enrôlé au service du Congrès américain et parti de Philadelphie également pour venir faire de la propagande yankee au milieu de la population de langue française du Canada.

Qui dira les déboires éprouvés par Mesplet dans ce nouveau pays où la présence de gens issus de sa race et parlant sa propre langue l'incitait à fixer définitivement sa course errante! Soupçonné d'espionnage après le départ des troupes américaines qui avaient occupé Montréal en 1776, on l'emprisonne pendant près d'un mois. Libéré, il croit pouvoir enfin fonder son journal. Il apprend bientôt que le rédacteur sur lequel il comptait, Alexandre Pochard, a décidé de retourner en France et de mettre l'océan entre lui et une contrée si peu hospitalière. Mesplet

finit pourtant par découvrir un autre rédacteur dans la personne d'un avocat de Montréal, Valentin Jautard, mauvais sujet s'il en fut. Au commencement de juin 1778, paraît enfin la *Gazette du Commerce et Littéraire*, petit journal de dix par huit pouces environ, quatre pages, tout en français.

L'avenir s'annonce plus riant pour l'imprimeur. Mais Jautard s'avise de critiquer l'administration. Ordre est aussitôt enjoint à la *Gazette* de cesser sa publication et à ses éditeurs de quitter le pays. Le gouverneur, le farouche Haldimand, se laisse fléchir par une requête des citoyens de Montréal. On devra cependant soumettre à un censeur les articles de la *Gazette* avant de les insérer. Le censeur passe en Angleterre, Jautard retombe dans son ancien péché. Un article, intitulé "Tant pis, tant mieux", exaspère les autorités. Mesplet est de nouveau emprisonné avec son rédacteur. Cette fois ils languiront trois ans dans les cachots de Québec, réclamant un procès qu'on s'obstine à leur refuser et passant leurs journées à boire et à se chamailler avec d'autres détenus.

Au sortir de sa captivité, l'imprimeur retourne à Montréal où, en 1785, il réussit à fonder une nouvelle feuille, bilingue, sous le nom de *Gazette de Montréal*, ancêtre du journal anglais contemporain qui porte le même titre. Mesplet

meurt une dizaine d'années plus tard, en butte jusqu'à la fin aux poursuites de ses créanciers.

Lorsqu'on étudie l'histoire de la presse périodique à travers les siècles et dans différents pays on voit que, sauf de rares exceptions, les journaux commencent par être de simples médiums d'information ou des recueils littéraires, deviennent ensuite des instruments de combat et se transforment finalement en des entreprises mercantiles. Le Canada n'a pas échappé à cette loi générale. Ses premiers éditeurs sont des entrepreneurs commerciaux, imprimeurs ou libraires, qui voient dans la publication d'un journal le moyen d'accroître leurs revenus. Tels Brown et Mesplet.

Dès le début du 19^e siècle, cependant, nous voyons entrer en scène non plus des étrangers désireux de faire fortune, mais des hommes du pays qui bataillent autour des idées politiques et des réformes administratives. C'est l'époque où le *Canadien*, interprète des sentiments de la majorité à l'Assemblée législative, surgit pour croiser le fer avec le *Mercury*, porte-parole de la petite faction bureaucrate qui cherche à asservir et à angliciser le groupe canadien-français.

Le *Canadien*, dont le premier numéro parut à Québec, le 23 novembre 1806, était l'œuvre de trois avocats, Pierre Bédard, Jean-Thomas Taschereau, ancêtre de l'honorable Alexandre

Taschereau, premier ministre actuel de la province de Québec, de Joseph-Louis Borgia, auxquels s'était joint un médecin, le docteur François Blanchet, tous députés au parlement du Bas-Canada. Bien qu'il s'efforçât de rester sur le terrain constitutionnel et d'invoquer des arguments tirés du droit des gens et des traités, le *Canadien* ne put subsister longtemps. Il tomba victime de l'arbitraire du gouverneur Craig qui, en 1810, au milieu d'un grand déploiement de force, fit saisir l'établissement et emprisonner les rédacteurs et l'imprimeur du journal. La feuille patriote prit plusieurs années avant de pouvoir se relever de ce coup. Le procureur général de Grande-Bretagne blâma plus tard cet acte de violence qu'il qualifia "d'injustifiable en loi".

Ce fut aussi d'une pensée de combat que naquit vingt ans après, à Montréal, la *Minerve*, journal politique établi par un jeune étudiant en droit, Augustin-Norbert Morin, futur juge de la Cour d'appel, un des hommes d'État les plus marquants du Canada, auquel s'allia l'année suivante Ludger Duvernay, fondateur de la Saint-Jean-Baptiste, fête patronale des Canadiens français, à qui l'on devait trois ou quatre journaux publiés aux Trois-Rivières avant son passage à Montréal.

La *Minerve* joua un rôle considérable pendant les années qui précédèrent l'insurrection de 1837.

Elle se fit l'avocate des revendications formulées à l'Assemblée législative par le parti "patriote" ou, comme on le désignait encore, le parti "réformiste", ayant à sa tête le tribun Louis-Joseph Papineau. Lorsque, à un moment donné, lord John Russell, loin de se rendre aux demandes des Canadiens, fit voter aux Communes anglaises une loi qui accordait au gouvernement du Canada le droit de dépenser les revenus publics sans l'autorisation de la chambre populaire, le journal de Morin et de Duvernay prêcha la résistance armée comme moyen d'obtenir justice.

Chauffée à blanc par cette propagande, une partie de la population du Bas-Canada finit par se soulever. On connaît le dénouement de cette lamentable équipée où, après quelques avantages, les "patriotes" ne tardèrent pas à succomber sous les coups de la milice régulière. Avec d'autres, Duvernay dut prendre la fuite aux États-Unis où il séjourna plusieurs années. Son départ entraîna la chute de la *Minerve*.

Le journal patriote s'était montré violent, mais il avait affaire à des ennemis déterminés dans la presse anglaise de Montréal, la *Gazette*, le *Courier* et surtout le *Herald*. C'est ce dernier qui reprochait aux autorités britanniques leur mollesse à punir les meneurs de l'insurrection, en disant: "Les poltrons incapables qui dirigent les affaires dans Downing Street, sont les seuls

coupables de nos troubles actuels, car s'ils eussent ordonné de pendre d'une manière sommaire tous les rebelles, au lieu de les engraisser tout l'hiver dans une prison confortable et ensuite de les relâcher, nous serions aujourd'hui en paix".

La *Minerve* devait aussi donner la réplique à d'autres feuilles françaises qui avaient abandonné la cause patriote lorsque Papineau décida de recourir à la résistance armée. Nous trouvons à la rédaction de ces feuilles deux Français: Alfred-Xavier Rambau, originaire de Lyon, écrivain de mérite, dont les articles publiés dans l'*Ami du Peuple* contribuèrent à détacher du groupe de Papineau une partie notable de la population; et Hyacinthe Leblanc de Marconnay, qui se vantait d'avoir participé aux "Trois Glorieuses" en France, et dont les commentaires dans le *Populaire* finirent par indigner les patriotes à tel point que, au commencement des troubles de 37, les Fils de la Liberté allèrent briser l'enseigne du journal.

A Québec, le *Canadien*, ressuscité en 1831 par Étienne Parent, n'avait pas voulu, lui non plus, suivre Papineau dans sa révolte contre la métropole. Il s'était constitué le champion du patriotisme raisonnable et, après que les esprits furent calmés, il eut la satisfaction de voir ses anciens amis partager ses idées. Parent se faisait une haute idée de son métier de journaliste.

C'est lui qui écrivait: "Un journaliste ne devrait jamais prononcer une sentence qu'il ne croit devoir être affirmée par la postérité. Il devrait se dépouiller de toutes les passions du moment, se mettre au-dessus de toute inspiration étrangère, et n'écrire que ce qu'il croit être de l'histoire. Il se trompera encore assez souvent en écrivant de ce point de vue".

L'ordre rétabli après les malheureux événements de 1837-1838, et les chefs de l'insurrection, punis de mort ou condamnés à l'exil, la lutte n'en continua pas moins entre le groupe des patriotes et la faction bureaucrate. Seulement cette lutte se poursuivit désormais sur le terrain constitutionnel et dans un esprit plus modéré.

Délégué par le gouvernement anglais pour faire enquête sur les motifs qui avaient poussé les Canadiens de langue française à se révolter, lord Durham présenta un long rapport, favorable, dans l'ensemble, aux revendications de nos ancêtres mais qui, par une anomalie étrange, n'en concluait pas moins à l'union législative des deux Canadas, avec l'idée arrêtée de noyer l'élément français dans la majorité anglaise. L'Acte d'Union entra en vigueur le 10 février 1841, après avoir été adopté en Angleterre l'année précédente.

Les Canadiens virent du premier coup la portée de cette manœuvre. Guidés par leurs chefs

politiques, Lafontaine et Morin, ils subirent l'Union, mais ne cessèrent de lutter afin de tirer le plus d'avantages possibles du régime spoliateur qu'on leur imposait. Quelques années après, ils obtenaient gain de cause avec l'établissement de la responsabilité ministérielle, c'est-à-dire la constitution d'une administration véritablement responsable aux représentants de la majorité parlementaire dans chaque province du Canada-Uni. Les journaux, en particulier la *Minerve*, reprise en 1842 par Ludger Duvernay de retour au pays, et le *Canadien*, pouvaient s'attribuer une large part de ce succès.

Dans le mémorable discours sur le libéralisme qu'il prononça à Québec en 1877, sir Wilfrid Laurier, plus tard premier ministre du Canada, notait la profonde transformation qui s'était opérée au lendemain de l'Union dans le groupe qu'on avait toujours désigné jusque-là sous l'appellation de "groupe patriote". "Jusqu'en 1848, disait-il, les Canadiens Français n'avaient formé qu'un seul parti, le parti libéral. Le parti conservateur, ou plutôt, le parti tory, comme on l'appelait, n'était qu'une faible minorité. C'est de 1848 que datent les premières traces des deux partis qui, depuis, se sont disputé le pouvoir. M. La Fontaine avait accepté le régime établi en 1841. Lorsque Papineau revint d'exil, il atta-

qua le nouvel ordre de choses avec sa grande éloquence et toute la hauteur de ses idées. . .

“Il se trouvait à cette époque une génération de jeunes gens d'un grand talent et d'une impétuosité de caractère plus grande encore. Désespérés d'être venus trop tard pour jouer leur tête dans les événements de 37, ils se précipitèrent avec une alacrité aveugle dans le mouvement politique. On les vit aux premiers rangs des partisans de M. La Fontaine dans sa glorieuse lutte contre lord Metcalfe. Ils l'abandonnèrent ensuite pour la politique plus avancée de M. Papineau et, tout en marchant à sa suite, comme il était naturel, ils l'eurent bientôt devancé. Enhardis par leur propre succès, entraînés par leur enthousiasme, ils fondèrent un journal, l'*Avenir*, dans lequel ils se posèrent en réformateurs et en régénérateurs de leur pays. . .”.

Ces jeunes démocrates s'inspiraient des discours de Papineau, à la Chambre et en public, et formulaient un programme qui était le reflet de ses idées. Les articles inscrits sur leur drapeau comportaient, entre autres réformes, l'abrogation de l'Union, le principe électif introduit dans toutes les sphères de l'administration, étendu au choix des fonctionnaires, des magistrats et des conseillers législatifs, et comme but définitif, la rupture du lien colonial, acheminement vers l'annexion du Canada aux États-Unis.

“S’il eut été possible, disait Laurier dans le discours que nous avons cité, que par un coup de baguette magique, les vingt et un articles de ce programme fussent réalisés dans le cours d’une nuit, le pays au matin n’eut plus été reconnaissable. . . La seule excuse de ces libéraux était leur jeune âge; le plus âgé d’entre eux n’avait pas vingt-deux ans. . .”.

A la réflexion, plusieurs membres du parti “rouge” aperçurent à quelles conséquences fâcheuses leur attitude outrée et surtout anti-cléricale devait forcément les entraîner. Aussi, en 1852, jugèrent-ils le moment favorable de se séparer de leurs amis pour fonder un nouveau journal, le *Pays*, qui devait être un organe libéral modéré. Plus tard, en 1855, les dissidents eurent à leur service le *National* et enfin, en 1862, le *Défricheur*, que Laurier, alors jeune avocat, rédigea pendant quelque temps.

Les années 1840 à 1867 virent le peuple canadien se mêler de plus en plus aux choses de la politique. Ce fut aussi à cette époque que se produisit un fort mouvement littéraire, qui eut pour conséquence l’établissement de plusieurs journaux consacrés à la publication des œuvres des écrivains du terroir. Ainsi parurent à différents intervalles, *l’Encyclopédie Canadienne*, de Michel Bibaud; *l’Abeille Canadienne*, de l’historien Garneau; le *Répertoire National* qui portait

pour épigraphe les mots suivants: "Les chefs-d'œuvre sont rares et les écrits sans défaut sont encore à naître"; *la Ruche Littéraire*, en 1853, sous la direction d'un Français, Émile Chevalier; *le Journal de l'Instruction publique*, par Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, surintendant de l'Instruction publique, futur premier ministre de la province de Québec et président du Sénat; surtout *les Soirées Canadiennes*, qui constituaient le premier recueil vraiment sérieux de notre littérature nationale, et dont les fondateurs et collaborateurs portaient alors des noms qui étaient ceux d'écrivains faisant autorité dans les lettres canadiennes. C'est dans cette revue que parurent "Trois Légendes", de Joseph-Charles Taché; aussi les "Anciens Canadiens", un roman, et les "Mémoires" de Philippe-Aubert de Gaspé. Les *Soirées Canadiennes* avaient pour devise: "Hâtons-nous de raconter les délicieuses histoires du peuple avant qu'il les ait oubliées". Mentionnons enfin *la Revue Canadienne*, fondée en 1861 par Joseph Royal, devenu dans la suite lieutenant-gouverneur du Nord-Ouest, dont on a dit qu'il a peut-être fait plus que n'importe quel autre Canadien Français pour avancer la cause de la littérature française parmi ses compatriotes.

L'Union des deux Canadas avait donné lieu à de longues et acrimonieuses polémiques dans

la presse en 1840 et au cours des années suivantes; l'Acte de la Confédération, tendant à grouper les différentes provinces sous une autorité centrale, fut également l'objet de vives discussions dans les journaux de 1867.

On sait que l'entreprise de constituer un Dominion unique dans l'Amérique britannique du Nord rencontra de nombreuses difficultés. Sir John Macdonald et sir Georges-Étienne Cartier, les deux principaux champions de la fédération, eurent beaucoup à faire auprès de leurs concitoyens pour les convaincre de l'utilité d'une alliance interprovinciale. Pour cette œuvre de propagande et d'éducation, les journaux furent d'un précieux secours aux chefs politiques, initiateurs de la réforme projetée, et on peut affirmer que, sans l'appui de certaines feuilles périodiques la Confédération n'aurait pas été consommée.

Dans la province de Québec, Cartier put compter sur l'appui des deux journaux les plus influents de l'époque, la *Minerve*, à Montréal, et le *Journal de Québec*, à Québec. Au temps de la Confédération, le premier de ces journaux était publié par les deux fils de Ludger Duvernay, Napoléon et Denis. Son rédacteur en chef était Arthur Dansereau, qui eut bientôt pour collègues A.-D. De Celles, dans la suite bibliothécaire du parlement fédéral, à Ottawa, et Oscar Dunn, anciennement de la rédaction du

Courrier, de Saint-Hyacinthe, tous écrivains réputés, particulièrement Dunn.

A Québec, Cartier avait un puissant allié dans la personne de Joseph Cauchon, propriétaire et rédacteur du *Journal de Québec*. En 1867, Cauchon était maire de la vieille capitale et député de Montmorency. On devait le nommer plus tard lieutenant-gouverneur du Manitoba. Ses articles, remarquables plutôt par la force du raisonnement que par l'élégance du style, contribuèrent beaucoup à rallier le clergé québécois au projet de la Confédération.

Pendant les années qui suivirent l'adoption du pacte fédéral, le niveau de la presse baissa considérablement. Les polémiques portèrent sur les personnes et non plus sur les principes. Dans un article publié en 1870, à l'occasion du premier de l'an, la *Minerve* écrivait: "Nous souhaitons particulièrement la bonne année à tous nos excellents confrères de la presse. Nous formons un peuple éminemment chamailleux. Il nous faudrait au moins deux jours de l'an par année pour obtenir deux jours de concorde; mais il paraît que nous n'amusions les galeries qu'en autant que nous savons bien éventrer notre monde. Puisqu'il faudra combattre demain comme hier, que ce soit, du moins, sans haine et sans déloyauté".

La violence atteignit son maximum vers 1875,

lorsque les journaux se battirent autour d'un "Programme" dont les auteurs prétendaient dicter aux catholiques la conduite à suivre dans les élections. Quelques membres du clergé se mirent de la partie. Rome dut intervenir pour faire cesser cette guerre politico-religieuse qui risquait de scandaliser la population, et recommanda aux autorités ecclésiastiques de sévir contre les coupables. Le public lui-même, qui s'était d'abord passionné pour ces querelles, finit par s'en lasser; les journaux furent obligés de trouver d'autres moyens de l'intéresser. Vers 1880, une ère nouvelle commença où la presse française donna plus d'importance à l'information et de moins en moins aux discussions politiques et aux attaques personnelles. En même temps, elle s'occupait d'améliorer sa situation matérielle et introduisait dans sa gestion des méthodes d'affaires.

La *Minerve* notait ce changement et s'efforçait de le justifier: "Il fut un temps, disait-elle, où l'on pouvait fonder un journal avec les contributions volontaires de quelques amis et le faire rédiger gratuitement par un comité de collaborateurs, mais ce temps est passé. La fondation d'un journal est maintenant une sérieuse question d'affaires, et elle exige beaucoup plus de capitaux qu'on ne le croit ordinairement. L'actionnaire ne fait de placement que dans

l'intention d'en retirer des profits sous forme de dividendes..." Puis, dans un autre article: "Un journal est une entreprise commerciale comme une autre, et il ne peut prospérer, ou même exister, sans appliquer les principes qui régissent les affaires. On trouvera peut-être que cette théorie dépoétise la profession, mais il est inutile d'essayer de renverser des faits acquis en faisant semblant de les ignorer..."

Les écrivains de la presse jouissaient-ils au moins d'une haute situation sociale? Non. C'est Hector Fabre, fondateur de l'*Événement* de Québec et haut commissaire du Canada à Paris, lui-même mêlé à de retentissantes polémiques au temps du journalisme à l'emporte-pièce, qui faisait cette réflexion à un banquet d'adieu en l'honneur d'un confrère: "Journaliste, je puis dire à quelle infériorité est vouée cette noble profession. Lorsque je l'ai embrassée on m'a demandé si je méditais un suicide à peine déguisé". Aussi, nombre de journalistes quittent-ils les salles de rédaction pour aller reprendre l'exercice du droit et de la médecine; pour se faire élire aux charges publiques; ou encore pour accepter des postes dans les services de l'administration. Disons ici, pour ne pas l'oublier, que la plupart de nos hommes d'État et un grand nombre de nos professionnels, avocats, notaires, médecins, ont, à quelque moment de

leur vie ou de leur carrière, collaboré aux feuilles périodiques de la province, quand ils n'ont pas fait métier d'y écrire d'une manière assidue et permanente. On en trouverait aisément des exemples dans le gouvernement actuel et jusque dans les plus hautes sphères de notre magistrature.

Ruineux et ingrat, le rôle de journaliste français du Québec est très pénible: "On exige d'un seul homme, affirme encore la *Minerve*, le travail que dix ne pourrait pas faire en France et toutes les connaissances réparties entre cinquante spécialistes de la presse européenne". La tâche est particulièrement rude dans les quotidiens du matin où il faut traduire la masse des dépêches et le compte rendu des débats que le télégraphe transmet en anglais. C'est d'ailleurs encore aujourd'hui une corvée et une occasion de fortes dépenses pour les quotidiens français de notre province.

N'est-ce pas un sujet d'étonnement et d'admiration de voir la presse française du Québec se frayer un chemin à travers tant de difficultés et, en se multipliant, affermir sans cesse ses positions? En 1840, on pouvait compter nos journaux sur les doigts d'une seule main; à la Confédération ou aux environs, leur nombre atteignait 42, dont une dizaine de quotidiens, et la famille devait continuer d'augmenter d'année en année.

Une aussi remarquable expansion inspirait à un ancien journaliste, Étienne Parent, autrefois rédacteur du *Canadien*, de Québec, devenu fonctionnaire, des réflexions enthousiastes et lui faisait trouver un nouveau motif d'avoir foi dans l'avenir du groupe canadien-français.

“Vous désespérez de notre nationalité, disait-il, dans une causerie en 1884, vous, hommes de la jeune génération, tandis que ceux qui vous ont précédés n'en ont pas désespéré! Cependant, ils n'avaient pas, comme vous, à leur disposition et en abondance, les richesses littéraires et scientifiques de la vieille France. Je ne suis pas encore bien avancé en âge, mais j'ai vu le temps où l'arrivée dans notre bonne ville de Québec d'un ouvrage français contemporain était presque un événement; et bienheureux s'estimait celui qui pouvait en avoir la lecture. Je pourrais vous citer de mes amis de jeunesse qui ont copié à la main des ouvrages français qu'on ne pouvait se procurer qu'à un prix exorbitant. Nous n'avions alors qu'un petit journal hebdomadaire, vivant au jour le jour, ayant même des syncopes plus ou moins longues, causées par le manque de nourriture. Aujourd'hui, il y a abondance de journaux français, non seulement parmi nous, mais même chez nos voisins des États-Unis, où le français semble avoir la prétention de devenir

ce qu'il est en Europe, le langage des salons et de la bonne société".

Même les esprits les plus prévenus admettront que, si les journaux français du Québec n'ont pas toujours su justifier les espoirs qu'on fondait sur eux, ils n'ont cessé de remplir un rôle utile et le plus souvent honorable dans notre province. Les uns ont choisi de faire du journalisme à l'américaine en donnant la prépondérance à la nouvelle et aux affaires commerciales; d'autres ont préféré s'en tenir à la formule du journalisme d'opinion. Tous concourent cependant à l'œuvre commune qui est de servir les intérêts supérieurs de la nationalité canadienne-française et de travailler à l'accroissement de la prospérité et du prestige de la province de Québec, les yeux et le cœur tournés vers la France.



LA LITTÉRATURE ET LA PRESSE FRANÇAISE

Rapport présenté par M. Franc-Nohain, secrétaire-général
de "l'Écho de Paris", au congrès de la presse de
langue française, à Québec

Le journalisme n'a pas toujours une très bonne presse.

Or il y a ceci de remarquable que c'est au nom de la Littérature que parlent, pour la plupart, les détracteurs des journaux; il semble que l'on veuille chasser les journalistes de la République des Lettres, comme Platon chassait les poètes de sa République.

En quoi ceux qui écrivent dans les journaux ont-ils, seuls entre tous, démérité d'être considérés comme des écrivains? Et alors que cette qualité d'écrivain est généralement reconnue à quiconque met du noir sur du blanc, et que l'on ne songe pas à la contester, par exemple, à une simple épistolière comme fut la marquise de Sévigné, faudrait-il que l'on refusât au journalisme ce que

l'on accorde au genre épistolaire, et si le genre épistolaire figure parmi les genres littéraires, pour quelle raison, sous quel prétexte, le journalisme en serait-il écarté ?

Je rapproche avec intention l'un et l'autre, car le grand argument qui vaut contre le journaliste vaudrait également contre l'épistolier, puisque tous les deux traitent, d'abord, de l'actualité, racontent, pour commencer, ce qui s'est passé aujourd'hui ou hier, et que tel est précisément ce que l'on reproche au journalisme, et pourquoi l'on prétend affirmer qu'il diffère et s'éloigne, dans son essence et par son objet même, de la Littérature :

“Le journalisme, a écrit M. René Doumic, ne s'occupe que de l'actualité, de la plus immédiate et de la plus fugitive, actualité du jour, de l'heure et de la minute présente. Mais l'objet de la littérature, c'est ce qui dépasse la réalité actuelle et qui y ajoute un élément de généralité et de durée.”

Par ailleurs, n'est-ce pas Ferdinand Brunetière qui, dénonçant dans les journaux une confusion, à son gré, aussi profonde que déplorable entre l'actualité et la réalité, prononçait contre le journalisme, et singulièrement contre cette forme du journalisme que l'on commençait d'appeler le reportage, cet impitoyable réquisitoire :

“Être curieux de tout et pourtant ne s'inté-

resser à rien, ou peut-être s'intéresser particulièrement à ce qu'il y a de moins intéressant au monde comme le menu d'un souper de centième, la robe d'une demoiselle, ou les performances d'un cheval de courses, enregistrer au jour le jour, méthodiquement, les incidents les plus banals de ce que l'on est convenu d'appeler la vie parisienne, chiens écrasés, fiacres versés, caissiers en fuite, banquiers ruinés, voleurs arrêtés, assassins découverts, procès gagnés, filles séduites, liaisons rompues, mariages manqués, amoureux noyés, asphyxiés ou pendus;—servir le tout ensemble avec les noms propres ou sous des initiales transparentes, ou sous des sobriquets plus révélateurs en quelque sorte que les noms eux-mêmes, agrémenté de spirituelles médisances ou de plaisanteries d'un goût douteux, et parfois relevé, d'une façon tout à fait imprévue, d'un trait de morale pharisaïque,—voilà le reportage, et voilà sous quelle forme il est en passe, traîtreusement, de s'introduire dans la littérature contemporaine."

Mon respect pour la *Revue des Deux-Mondes* ne peut m'empêcher de constater que c'est dans ce célèbre périodique et par l'autorité, comme on voit, de l'un de ses anciens directeurs, et de son éminent directeur actuel, que le journalisme est ainsi sévèrement rejeté hors de la Littérature; et M. René Doumic avait pris soin de préciser:

“Entre la Littérature et le journalisme et bien qu’on prétende assez généralement qu’ils se sont mêlés en ce siècle et pénétrés jusqu’à se confondre, les rapports ne sont qu’intermittants. Ou, pour mieux dire, il y a eu rencontre par occasion; puis on s’est séparé et chacun, reprenant son indépendance, a recommencé d’aller, suivant sa destinée, par des routes divergentes. . .”

Dirai-je que ceci m’apparaît un trait, moins de ce qui sépare la Littérature et le journalisme que des divergences, puisque divergences il y a, entre les journaux et les revues ?

Notez que l’on n’a jamais contesté à l’auteur d’un article de revue qu’il y pût faire œuvre littéraire, à la différence de ce qui se passe pour un article de journal. Lorsque l’actualité cesse d’être quotidienne, comme dans les journaux, pour devenir, comme dans les revues, bi-mensuelle, perd-elle, du même coup, c’est-à-dire à quatorze jours après, ce caractère éphémère et transitoire incompatible avec les “éléments de généralité et de durée”, en sorte que si nous ne pouvons discerner le jour même, et je le crois volontiers, ce qu’il y a, dans les faits actuels, de général et de durable, il suffirait, pour atteindre à cette connaissance, d’un délai, environ, d’un peu moins de deux semaines ?

La question ainsi posée, j’avoue que je serais disposé à me montrer plus intransigeant que

Ferdinand Brunetière et M. René Doumic, et que, si l'on veut proclamer une incompatibilité essentielle, fondamentale, entre la littérature et l'actualité, on doit se montrer loyal et logique, et reconnaître que cette incompatibilité persiste au bout de quinze jours tout comme le lendemain.

Mais loin de m'en prendre à l'actualité, et de songer à lui rien reprocher, comment ne pas lui savoir gré au contraire de ce qu'elle procure à celui qui en traite une audience nombreuse et immédiate ?

D'autant qu'il ne saurait échapper aux esprits attentifs ce que M. Julien Benda a fort exactement pénétré, à savoir que l'obéissance à l'actualité n'empêche nullement chez celui qui en est capable, les vues de portée universelle. Et M. Benda va plus loin et affirme qu'elle peut même les lui suggérer, ajoutant :

“Que de pensées sur l'homme éternel naissent chez un Saint-Simon de l'attention au fait du jour et ne fussent jamais nées sans elle!”

Peut-être le même M. Benda pousse-t-il à l'extrême, ou à l'excès, son avantage quand, voulant prendre argument de tant d'écrits acclamés, dans la littérature française, qui “sont des propos d'ordre éternel émis en partant d'une actualité” il énumère pêle-mêle la *Satire Ménippée*, les *Pro-*

vinciales, les *Éloges* de Fontenelle et hésite seulement à citer les *Oraisons Funèbres*...

Mais pour ce qui est de Saint-Simon, son exemple n'est-il pas, en effet, le premier qui vient à l'esprit, comme il était venu le premier sous la plume de M. Julien Benda? Combien de chapitres des fameux *Mémoires* apparaissent des "reportages" qui justifieraient et dans les mêmes termes, les mercuriales véhémentes de Ferdinand Brunetière!

Je serais tenté d'y joindre certains "caractères" de La Bruyère, auxquels même ne manquent point ces allusions transparentes, ces "sobriquets plus révélateurs que les noms eux-mêmes" ces "spirituelles médisances", que notre critique poursuivait impitoyablement sous le nom de reportage et dans les échos des petits journaux: faudrait-il en conclure que La Bruyère ni Saint-Simon n'étaient de vrais hommes de lettres, quand on nous a enseigné que La Bruyère avait été le type même de l'homme de lettres, au moins pour son temps...

Et pour ce qui est des collusions de ce La Bruyère avec le journalisme contemporain dans ce que Brunetière y dénonçait de plus méprisable, on me permettra d'apporter un témoignage personnel: Qui voudrait feuilleter avec moi la collection d'un journal disparu après avoir tenu grande place et mené grand bruit, le *Gil Blas*, y

découvrirait, environ l'année 1889, à la rubrique des "Échos" qui renfermaient le fin du fin de l'actualité parisienne, ce que l'on appelait alors le "dernier bateau", ce qui passait pour l'essence même du parisianisme, non pas d'aujourd'hui, de demain, d'après-demain, une série de portraits qui n'étaient autres, transcrits mot à mot, que des portraits de La Bruyère, où les sobriquets empruntés à l'antiquité grecque avaient été simplement remplacés par des initiales au goût du jour: "Le banquier R... la petite baronne de T..."

Et comme c'est moi-même qui les avais publiés, je puis témoigner également que nulle protestation ne s'éleva contre cette supercherie, ce qui prouve évidemment que les lecteurs du *Gil Blas* n'étaient pas très renseignés, mais aussi que nul mieux que La Bruyère ne pouvait faire figure encore, environ l'année 1889, de journaliste très parisien...

Mais, surtout, qu'est-ce à prouver sinon qu'il y avait dans l'actualité de 1688 un "élément de généralité et de durée" qui valait encore après deux siècles passés, et qui vaudra encore, vraisemblablement, bien au delà de ces deux siècles.

L'art du journaliste consiste précisément à démêler dans l'événement ou dans l'incident, à reconnaître dans l'homme (ou la femme), sur lesquels l'actualité projette un instant sa lumière,

les détails et les faits qui ont chance de demeurer perceptibles et visibles lorsqu'ils seront sortis du champ de l'actualité, après que l'actualité aura porté ailleurs les rayons de son projecteur lumineux constamment mobiles et changeants.

Cela revient à dire qu'il faut que le journalisme s'applique à fixer des types particuliers qui soient en même temps des types généraux; et comme la galerie la plus complète de tous les types particuliers, c'est dans les journaux qu'on la trouve, on n'y peut manquer de trouver par surcroît les quelques types d'humanité générale sur lesquels a vécu la littérature classique depuis qu'il y a des hommes et qui observent, et qui réfléchissent, et qui racontent, et qui écrivent: type général et type particulier, la formule qui vaut pour l'art classique vaut aussi pour le journalisme; ce qui, en dépit qu'on en ait, prouve bien aussi qu'il est un art.

Le cas de La Bruyère envisagé comme rédacteur au *Gil Blas* et journaliste bien parisien est encore pour répondre à cette objection que l'article de journal est trop court pour permettre de traiter un sujet avec les développements qu'il comporte et autrement que sous une forme étriquée et tronquée, inconvenient, s'empresse-t-on de faire remarquer, qui n'est pas celui d'un article de revue.

Oui, le cas de La Bruyère, en matière de journalisme, est exemplaire, non seulement parce que La Bruyère a formulé excellemment le grand précepte de ce que doit être le style du journaliste, (et peut-être pas seulement du journaliste), avant tout clair, direct et simple: "Si vous voulez dire qu'il pleut, dites: il pleut!"

Mais la brièveté des tableaux qu'il trace, leur énergique raccourci, toujours si riche en signification, cependant, et d'un tel relief, doivent tranquilliser celui qui écrit pour un journal, empêché de s'étendre ainsi qu'une revue lui en aurait sans doute, regrette-t-il, laissé le loisir et la latitude.

Une vieille expérience, non seulement de rédacteur en chef mais de lecteur de journaux, m'autorise à assurer que la plupart de nos écrits sont presque toujours trop longs, que presque toujours et pour la plupart ils gagneraient à être raccourcis, c'est-à-dire plus serrés, plus ramassés.

Je mets en fait qu'il y aurait sans doute avantage, au moins dans les articles des journalistes débutants, à couper notamment, d'autorité, les vingt à trente premières lignes; et c'est une épreuve, en effet, que j'ai fréquemment tentée, quand on m'apportait un article qu'à première vue et même pour de simples raisons de commodité matérielle, je craignais trop long, de placer la main en travers sur le commencement de

l'article et de demander à l'auteur de ne plus tenir compte de ce qui était caché par ma main.

Ce n'est pas que doive être recommandé par principe un tel procédé de critique que l'on pourrait dire manuelle. Mais, neuf fois sur dix, on reconnaîtra que ce qui est ainsi enlevé, comme avec la main, au début de l'article, ce sont des considérations parfaitement superflues auxquelles l'auteur se livre d'abord pour se mettre en train, et parce que, quelle que soit la place dont on peut user, ce à quoi l'on se décide le moins, ce à quoi paraissent le moins disposés le mécanisme de la pensée et nos habitudes de style, c'est à entrer du premier coup, tout de suite, dans le vif du sujet.

Or c'est à quoi le journaliste est dans l'obligation de s'appliquer, de préférence; en sorte que l'école du journalisme est avant toutes choses une préparation à l'esprit de synthèse: poser tout de suite l'idée centrale, la soutenir par une série bien ordonnée d'idées particulières que vous montrez toujours en tant qu'aspects de l'idée centrale, proscrire les développements, si attrayants fussent-ils, qui détourneraient l'attention de votre objet, rassembler, pour finir, toutes idées dans un faisceau qui assène la preuve, voilà, pour citer encore M. Julien Benda, voilà exactement, pour M. Benda comme pour quiconque se donnera la peine d'analyser les éléments et la struc-

ture d'un bon article de journal, voilà les conditions du bon article.

Pas de bon article sans esprit synthétique; ce qui revient à dire, pas de bon article qui ne soit équilibré, ordonné, avec soin et méthode; l'ordre, l'équilibre, voilà les vertus essentielles de la composition; et le souci de la composition n'est-il pas le premier souci du bon écrivain ?

Ce qui revient à dire aussi et en fin de compte, pas de bon article sans bon écrivain.

Le malheur est que tant d'articles paraissent dans les journaux que tous sans doute ne sont pas d'un style excellent; mais tous les livres sont-ils bien écrits ? Le charabia, quoi qu'en veuillent prétendre ses détracteurs, n'est pas une spécialité du journalisme. Et quand, pour en détourner les bons écrivains, on leur raconte que le journalisme leur imposera une tâche trop hâtive et quasi improvisée, on répondra que certains romans n'apparaissent pas moins bâclés que certaines chroniques et qu'au demeurant, comme dit l'autre, le temps ne fait rien à l'affaire.

Pour combien même la nécessité de travailler plus vite, d'un rythme plus rapide, sous l'aiguillon de l'actualité, loin d'être une gêne, constitue un stimulant ?

Et n'a-t-on pas entendu Anatole France, que l'on ne saurait accuser d'avoir été un "bousilleur", émettre un jour ce regret qui, venant de

lui, ne laisse pas, à première vue, de sembler tout particulièrement surprenant :

—“Peut-être a-t-il manqué à Flaubert d'écrire l'article sur commande. . .”

On ne manquera pas de mettre en regard cette constatation mélancolique de Maxime du Camp :

—“Ces jeunes gens qui, tout le jour, battent le pavé afin de pouvoir écrire, le soir, un article “bien informé” sont, pour la plupart, des hommes de talent que la facilité de la tâche et sa rémunération relativement importante ont détournés du culte des lettres. Tel qui, dans l'espace de dix ans, a écrit mille “échos de salons” et qui s'est fatigué à ce métier, eût pu faire trois ou quatre bons romans, un ou deux volumes de poésie, dont la littérature aurait profité.”

Mais qui sait s'il eût rien fait d'autre et ne se fût pas contenté de ne pas écrire d'échos ?

Je crois que lorsqu'on a quelque chose à dire, on finit toujours par le dire, et s'il n'est pas sûr que la nécessité crée le talent, que par contre, elle l'étouffe, rien n'est moins sûr.

—“Il y a deux sortes d'écrivains, a-t-on dit : les uns écrivent parce qu'ils ont des idées ; les autres cherchent des idées parce qu'il faut écrire.” Et l'on a pu ajouter que, parmi ces chasseurs d'idées, il y a ceux qui rapportent toujours quelque “gibier” comme parlait Montaigne, mais qu'il y a ceux aussi qui reviennent bredouilles. . .

Car il ne suffit pas d'avoir envie ou besoin de vendre ou de manger du gibier pour remplir sa gibecière.

En tous cas, ce que l'on peut affirmer, c'est que le journalisme est un merveilleux terrain de chasse; où, mieux que dans nos journaux, la chasse aux idées apparaîtra-t-elle fructueuse, et, plus que nulle part ailleurs, efficace?

C'est tout de même cela qu'il y a d'admirable avec le journal, c'est qu'il n'est meilleur instrument de propagande, et c'est pourquoi si les écrivains sont allés d'abord au journalisme, ce fut pour exercer, grâce à lui, le plus commodément, le plus sûrement, à tout le moins, le premier, un apostolat social, un apostolat politique.

Aussi verrons-nous dresser contre le journalisme et la politique semblables griefs, et le même Maxime du Camp, par exemple, que nous avons entendu tout à l'heure déclarer que ces jeunes gens qui se laissaient tenter par le journalisme étaient perdus pour la littérature, considérer comme autant de perdu pour la littérature tous les efforts politiques de nos plus grands écrivains.

—“J'en veux à la politique, écrivait-il, à propos de Prévos-Paradol, de ce qu'elle a enlevé aux lettres tant d'hommes éminents, sans bénéfice pour les destinées du pays; elle a énervé des poètes, des historiens et des moralistes: Chateaubriand n'y a rien gagné, Victor Hugo s'y est dimi-

nué, Lamartine n'en est pas revenu, *Adolphe* vaut mieux que tous les discours de Benjamin Constant."

Mais, ce ne sont là que des affirmations, que, sans doute, on pourrait toujours discuter et qui appelleraient leur contre-partie.

Nous n'en voulons faire état que pour montrer que l'on argumente contre la politique sensiblement de la même façon que contre le journalisme, et que le journalisme est l'objet du même parti-pris, soulève le même genre de mauvaise humeur, avec une pointe de mauvaise foi.

La vérité, c'est qu'aussi bien dans le journalisme que dans la politique, un Ésope aurait encore beau jeu à montrer que le meilleur est enfermé et aussi le pire.

Mais nous avons trop souvent cette tournure d'esprit, lorsque nous parlons de l'un et de l'autre, de choisir le pire, toujours plus empressés vers les réquisitoires que vers les apologies, avec cette manie, qui ne nous est peut-être pas particulière, mais qui est bien de chez nous, de pousser volontiers en ce qui nous concerne, jusqu'à l'absurde et jusqu'au déni de justice, les rigueurs de notre censure, de toujours critiquer, bafouer et sous-estimer ce que, nous et les nôtres, nous faisons et nous possédons.

S'il y a des politiciens qui, à la tribune, s'expriment en galimatias, c'est-à-dire en mauvais fran-

çais—et je l'entends ici sans lettre majuscule—et, s'il arrive qu'un article de journal soit parfois rédigé en un jargon à la fois comique et désolant, pourquoi généraliser, pourquoi ne songer qu'à ceux-là, chaque fois que nous pensons au Parlement et à la presse, pourquoi oublier que la tribune a été souvent occupée par des orateurs illustres, que dans les journaux ont paru de véritables pages d'anthologie ?

Un nom me hante en ce moment, le nom d'un écrivain que j'ai beaucoup connu, beaucoup admiré et aimé, qui a été un des collaborateurs les plus fidèles du journal auquel j'ai l'honneur d'appartenir : Maurice Barrès. Est-ce que l'œuvre de Barrès n'est pas un des joyaux de la littérature française, est-ce que Barrès ne représente pas le modèle de l'homme de lettres, dans ce qu'il a de plus élevé et de plus pur ?

Or Barrès a voulu faire de la politique, il a voulu faire du journalisme et je suis témoin que, dans toute son œuvre, les pages qui lui paraissaient essentielles, celles qui lui étaient le plus chères, c'étaient celles, précisément, qu'il publia à l'*Écho de Paris*, chaque jour, pendant les quatre ans que dura la guerre, c'étaient ses chroniques de la grande guerre.

Si l'on a, comme un Barrès, la conviction que tous les hommes, suivant leurs moyens, et sans qu'il soit évidemment fait d'exception pour les

hommes de lettres, tous les hommes sont sur la terre pour *servir*, comment un homme de lettres ne souhaiterait-il pas de prendre sa place dans un journal, poste d'écoute et poste de combat ?

“Devenir journaliste, a écrit Balzac, c'est passer proconsul dans la République des lettres”. Mais Balzac l'entendait sur le plan de la notoriété, plus exactement de la gloriolle, et la phrase se complète et s'éclaire avec le titre du roman dont elle est extraite: “Un grand homme de province—Illusions perdues.”

Ce n'est pas à proconsulat que doit aspirer l'homme de lettres devenu journaliste, à moins que dans l'autorité que lui conférera le journalisme, il n'envisage avant toutes choses les responsabilités et les charges.

Oui, l'homme de lettres qui devient journaliste doit envisager le journalisme non comme un moyen de parvenir mais d'instruire et de persuader, non pour répandre son nom mais ses idées, non comme une forme commode et fructueuse du métier littéraire, non comme un métier mais comme un apostolat, une mission.

J'ai dit que cela apparaissait d'abord pour la politique, mais, en dehors des doctrines politiques, il y a les doctrines sociales, il y a les doctrines morales. La popularité, c'est la gloire en gros sous, affirmait Victor Hugo: le journalisme c'est la morale à cinq sous, et il ne dépend que

de ceux qui entreprendront de l'enseigner de cette manière qu'elle n'en soit que plus efficace: puisse la vulgarisation n'être jamais le fait d'une âme vulgaire, et quand il est question d'aller au peuple, que ce ne soit pas pour déterminer l'élite intellectuelle à s'abaisser, mais bien au contraire parce qu'elle se sera efforcée et qu'elle aura réussi à hausser le plus grand nombre jusqu'à elle.

C'est dans cet esprit que la littérature doit être associée au journalisme, que le journalisme ne doit cesser de s'y appuyer et de s'en pénétrer, la littérature considérée, non en tant que littérature pure, non comme une forme ou un développement, mais comme le grand réservoir des idées générales et généreuses, patrimoine intellectuel et moral de l'humanité.

Ce que l'on demande aux hommes de lettres, dans les journaux, c'est de ne pas limiter leur attention et l'application de leur talent aux jeux de la littérature, à des problèmes d'ordre et d'intérêt strictement littéraires.

A ceux-là, on ne peut nier que de tout temps la presse n'ait accordé une place plus ou moins grande, mais une place qui correspond à la curiosité du public pour toute espèce d'information, et il n'y a pas de raison pour que le domaine intellectuel soit le seul dont les lecteurs d'un journal ne soient ni curieux, ni désireux d'être informés.

Feuilletons, variétés, mélanges, continuent de figurer dans nos journaux où alternent les récits historiques, dont nous semblons actuellement si friands,—je crois que l'on regarde d'autant plus volontiers vers le passé, quand le présent nous donne un plus grand nombre de sujets d'inquiétude, à tort ou à raison, et de plainte,—et les récits d'imagination, contes et nouvelles, auxquels simplement les nécessités de la mise en pages, avec ses multiples illustrations et ses informations morcelées, ont imposé des dimensions plus restreintes, et l'obligation pour le conteur de limiter les caprices de son inspiration et les aventures et la psychologie de ses héros à une colonne et demie, deux colonnes au maximum.

Mais au lendemain de la guerre, et avant qu'aient été tout récemment lâchées les écluses du roman-fleuve, n'a-t-on pas vu les romanciers contraints également par leurs éditeurs effrayés par l'augmentation de la main-d'œuvre et du prix du papier, contraints à intituler roman ce qui, à côté d'un roman de Flaubert, d'Émile Zola ou d'Alphonse Daudet, n'eût semblé, au poids, qu'une longue nouvelle ?

Quant à la critique littéraire et à la critique dramatique on a beaucoup dit qu'elles avaient perdu, dans la presse moderne, toute signification et tout prestige : exerçant moi-même la critique littéraire et la critique dramatique, j'accepte

sans trop d'alarme cet arrêt sans merci et cette exécution sommaire: c'est que je vois mes confrères à l'œuvre, dont je sais et suis à même d'apprécier la compétence et la conscience; c'est que, surtout, je n'ignore pas que les mêmes controverses et les mêmes diatribes n'ont jamais cessé d'accueillir tous les critiques de tous les temps et, parmi nos prédécesseurs, ceux dont la conscience et la compétence nous apparaissent aujourd'hui les plus éclatantes, et au-dessus de toute discussion:

“Il n'y a plus de place pour la critique sincère entre un journaliste mis au régime de l'improvisation forcenée et un public qui, en dehors des affaires, ne demande qu'à s'amuser.”

Cette constatation et cette sentence du philosophe Caro date de 1882: avouez qu'il y a bien de quoi apporter quelque consolation philosophique à nous autres critiques qui écrivons dans les journaux de 1934! . . .

Ce qui est exact, ce n'est pas que les journaux actuels et leurs lecteurs s'intéressent moins aux choses de l'esprit, mais qu'ils s'intéressent à infiniment plus de choses, et à mesure que des perspectives nouvelles s'ouvrent à nos curiosités, on se trouve matériellement empêché d'accorder à toutes la même importance que par le passé où leur nombre plus restreint permettait encore de les suivre avec la même application attentive.

Ainsi ont été amenés à se créer des journaux qui, renonçant à suivre la vie sous tous ses aspects, se sont spécialisés comme "les Nouvelles Littéraires", "Candide" ou "Gringoire", formule qui n'aurait pas eu sa raison d'être à une époque où la littérature, à laquelle ils se consacrent plus particulièrement sous ses différentes formes, conservait dans les journaux non spécialisés une place que l'on a dû, non pas supprimer, mais diminuer, à mesure que d'autres préoccupations se multipliaient dans l'esprit public.

Le grand principe, en journalisme comme en tout, c'est que l'on ne peut pas tout avoir; tout est, alors, question de dosage et de proportions, et la difficulté est de ne pas supprimer l'essentiel pour s'enrichir d'une nouveauté qui peut-être sera dépassée ou rejetée par la mode de demain. La difficulté c'est de ne pas risquer de s'appauvrir sous prétexte d'enrichissement.

Je me suis souvent représenté chaque page d'un journal comme une palette où l'actualité pose ses couleurs. Le problème est que ces couleurs ne se nuisent pas entre elles par leur voisinage et leur diversité, le problème est que leur ensemble demeure harmonie.

Quand un numéro de l'*Écho de Paris* comportait, en tête, une chronique d'Anatole France, suivie d'un conte de Guy de Maupassant, entre des échos d'Alfred Capus et des vers de Théodore

de Banville ou d'Henri de Régnier, avec, en feuilleton, un roman d'Alphonse Daudet ou le *Journal des Goncourt*, il est bien certain que la participation de la littérature à la presse ne faisait, alors, pas question.

Et si je cite, et m'en excuse, l'*Écho de Paris*, qui est mon journal, c'est que, sans fausse modestie et à titre simplement documentaire, je crois bien qu'un sommaire comme celui-là, et qui était il y a quarante ans, son sommaire quotidien, peut justement passer pour un assez bon exemple de journalisme littéraire; mais je m'empresse d'ajouter que d'analogues exemples pouvaient être, vers la même époque, ou un peu plus tard, cherchés dans le *Figaro*, dans le *Gil Blas* et le *Gaulois*, puis dans le journal, le *Journal*.

C'était le temps où publier, dans l'un de ces journaux, une chronique ou un conte, apparaissait un petit événement, au moins pour l'auteur. N'ai-je pas encore présent le souvenir, pour moi et d'autres jeunes confrères débutants comme moi, de ces nuits de fièvre heureuse que nous passions dans telle brasserie de la rue Montmartre, près de cette rue du Croissant où la plupart des journaux étaient imprimés, pour guetter à l'aube la "sortie" des premiers numéros qui révéleraient nos vers ou notre prose à des lecteurs émerveillés et conquis ?

Un événement pour l'auteur, ai-je dit : mais pas seulement pour l'auteur, car il y avait les amis de l'auteur, il y avait ses confrères—ce ne sont pas nécessairement ses amis—et les lecteurs même du journal, en effet, qui, parce qu'ils étaient sensiblement moins nombreux qu'aujourd'hui, attachaient, je crois, infiniment plus d'importance à ce qu'on leur donnait à lire, de telle manière qu'il n'est sans doute pas si paradoxal de soutenir que le retentissement d'un article de journal, peut être en raison inverse du tirage du journal où il a paru.

Le certain c'est que lecteurs de journaux et journalistes participaient aux mêmes engouements, formaient alors une sorte de microcosme où tout prenait des proportions démesurées au regard du monde réel, et c'était, en partie, ce que l'on appelait le boulevard, qui débordait tout, et prétendait tout régenter, ignorant systématiquement tout ce qui se passait hors de ses frontières et déniait à tout ce qui n'était pas lui toute existence, ou, du moins, toute bonne raison d'exister.

C'est ce qui irritait tant les gens qui, systématiquement eux aussi, se tenaient à l'écart de ce boulevard dont, à leur tour et au contraire, ils étaient prêts à affirmer qu'il n'existait pas, qu'il n'était que fumée, poudre aux yeux et artifice;

et il faut écouter de quel ton Brunetière, encore, déclarait, méprisant, ironique et hautain :

—“Je sais bien que, pour un journaliste, la France entière, comme jadis elle était contenue pour un courtisan du grand roi dans les antichambres de Versailles, est aujourd’hui contenue dans quelques quartiers de Paris.”

Cinquante ans ont passé, et beaucoup de monde a passé et continue de passer sur les boulevards; mais, le boulevard lui-même a perdu tout intérêt, toute influence, ou, mieux, il a repris sa place exacte dans le vaste monde, une place qui n’est évidemment pas très convenable ni prépondérante, vue non seulement de Sirius, mais du bout du monde, où s’exerce couramment notre curiosité.

Il s’agit bien, maintenant, d’intéresser les lecteurs à quelques quartiers de Paris! . . . C’est toute la terre qui nous sollicite, et le journaliste d’à présent, parce qu’il est encore forcé de s’en tenir aux limites terrestres, s’excuse presque, humilié, dépité:—“Rien que la terre!”, comme dit M. Paul Morand. . .

Je songe aux sollicitations dont serait l’objet le capitaine Jacques Cartier, s’il revenait aujourd’hui seulement (mais, pour nous, quel dommage!) de sa belle, de son incomparable et inoubliable expédition! Soyez assurés que la relation de son voyage, ce fameux “Discours du Voyage

fait par le Capitaine Jacques Cartier aux terres-neuves du Canada, Norembergue, Hochelaga, Labrador et pays adjacents, dite nouvelle France, avec particulières mœurs, langage et cérémonies des habitants d'icelle", ce n'est pas l'imprimerie de l'Ange Raphaël à Rouen qui en aurait eu la primeur, mais tous nos grands journaux de Paris et de province se seraient disputé l'honneur, la faveur et le profit de la publier.

La découverte d'un grand pays, n'est-ce pas le type même de l'enquête sensationnelle dont rêvent tous les directeurs de journaux ?

Mais il n'y a plus guère de pays à découvrir, même tout petit; et l'on se borne à aller enquêter dans les pays déjà explorés, en s'efforçant d'y découvrir seulement des aspects nouveaux, d'en rapporter des visions neuves: n'est-ce pas assez dire que notre enquêteur voyagera avec des préoccupations d'homme de lettres ?

Et c'est Maurice Barrès en Syrie, M. Henry Bordeaux au Maroc, MM. Jérôme et Jean Tharaud en Europe centrale, et d'autres et d'autres, un peu partout.

On voit donc que cette grande nouveauté des enquêtes lointaines est encore d'essence littéraire, et qu'en ouvrant les fenêtres, pour changer un peu cet air confiné du boulevard parisien où il s'anémiait et dépérissait, le journalisme n'a eu

garde, et bien au contraire, de fermer ses portes à la littérature.

Aussi bien comment peut-on parler de divorce entre la presse et la littérature, quand on lui voit pratiquer tant d'heureux mariages avec l'Académie française ?

Sur quarante académiciens, ou plus exactement, dans le moment présent, trente-sept, plus de la moitié écrit ou a écrit dans les journaux, dont une dizaine au moins qui y collaborent régulièrement : c'est un chiffre ; et je ne parle pas des autres membres de l'Institut, et je ne parle pas de tous les collaborateurs de ces journaux qui ne sont pas académiciens, mais qui souhaitent de l'être, qui espèrent bien l'être, et, nous aussi nous espérons bien qu'ils le seront. . . .

Je reconnais que ces collaborations-là sont un peu le luxe des journaux, je veux dire qu'elles ne prennent aucune part, en général, à la composition intérieure du journal, à ce que l'on appelle la "cuisine" à l'élaboration quotidienne de ses différentes rubriques, ce qui d'ailleurs n'est pas pour sous-estimer la valeur de ces rubriques, ni les proclamer indignes de retenir l'attention, de fixer le talent d'un véritable écrivain.

Je me souviens de Maurice Barrès, au moment de l'affaire Rochette, sortant chaque soir du Palais-Bourbon, et aussitôt, sur une table de restaurant, comme l'ont raconté les frères Tha-

raud, ou, bien souvent à l'*Écho de Paris*, comme j'en étais le témoin, dans mon cabinet et sur mon propre bureau, encore tout frémissant de la séance à laquelle il venait d'assister, les yeux et l'esprit remplis de ce qu'il venait de voir et d'entendre, écrivant d'un trait, tout de suite, pressé par l'heure et l'attente impatiente des linotypistes, ces pages admirables dont le recueil a formé un de ses ouvrages les plus poignants, *Dans le Cloaque*.

Parlera-t-on encore de l'incompatibilité du journalisme et de la littérature, à cause des obligations et des dangers d'une improvisation hâtive? Et que Barrès faisait-il là, sinon le compte rendu de la rubrique parlementaire?

Et pour ce qui est de la rubrique judiciaire, des comptes rendus des tribunaux, n'avons-nous pas vu s'y appliquer à l'occasion des romanciers excellents, et je crois bien, M. Henry Bordeaux lui-même, car, outre que M. Henry Bordeaux a été avocat et débuta par ce livre délicieux qui s'intitulait le *Carnet d'un Stagiaire*, qui mieux qu'un psychologue aussi averti saura analyser et pénétrer le secret de certains crimes—et plus encore quand le criminel est une criminelle—les mobiles en chef, l'âme détestable ou désolée de leurs auteurs?

Mais il n'est pas jusqu'aux simples faits-divers pour lesquels j'ai entendu bien souvent M. Paul

Bourget réclamer les soins d'un homme de lettres, protestant qu'il avait toujours regretté, plus jeune, de n'en pas assumer la rubrique, pour ce qu'ils constituent, pour le romancier, le répertoire le plus riche, une mine inépuisable de documents humains.

Une objection plus sérieuse est évidemment le caractère éphémère de l'article de journal, éphémère par définition: le lendemain, que reste-t-il de l'article de la veille?

A supposer cependant, que l'article lui-même soit oublié et disparaisse, que ses feuilles noircies aient été emportées aussitôt par le vent de l'actualité qui les avait apportées, comptez-vous pour rien son action profonde, son enseignement, son influence?

C'est cette influence et cet enseignement qui persistent, si l'article ne reste pas.

De la graine non plus, il ne reste rien, mais il y a la plante qui a germé d'elle. Et que sont devenus les rayons du soleil qui brillaient hier matin et qui se sont éteints hier soir? Mais il y a la trace efficace de leur chaleur et de leur lumière.

Il est possible que la première vertu du journaliste doivent être d'abnégation, mais sa tâche n'en apparaîtra-t-elle pas, justement, plus noble encore de ce fait et plus méritoire?

Comment n'être pas ému de cette déclaration si digne et touchante d'un Silvestre de Sacy, par exemple, répondant à qui l'interrogeait sur son œuvre :

—“Le même travail a rempli toute ma vie: j'ai fait des articles de journaux, je n'ai pas fait autre chose; encore n'ai-je travaillé qu'à un seul journal, le *Journal des Débats*. J'y travaille depuis trente ans. En quatre mots, voilà toute mon histoire. . .”

Mais, par ailleurs, tel qui aura publié de multiples romans et poèmes, entre tant de volumes qui portent sa signature et dont on ne se souvient plus, ou à peine; ce sont les articles qu'il a écrits, les articles dont les textes sont enfouis, perdus dans les collections des journaux qui les répandaient, qui transmettront à la postérité son nom et sa gloire de journaliste; on célébrera encore le journaliste quand on aura oublié le poète, l'historien, l'essayiste, le romancier: et n'est-ce pas le cas de notre grand Louis Veillot ?

Il n'est pas encore question de faire rédiger les faits-divers, à défaut de M. Paul Bourget par M. François Mauriac. Mais quand on annonce que la maîtrise de l'intelligence et de la spiritualité est désormais condamnée et appelée à disparaître des journaux, où les grands journalistes lettrés de jadis se verront peu à peu évincés, remplacés, et leur rôle rempli, par le développement enva-

hissant de l'information triomphante, je n'en crois rien.

Je n'en crois rien parce que, sans parler des journaux que j'ai cités, comme le *Figaro*, le *Journal*, l'*Écho de Paris*, qui avaient, si l'on peut dire, la vitesse acquise d'un long et vieil entraînement littéraire et intellectuel; un passé et une tradition qui ne sauraient se laisser si vite abolir, ne voit-on pas des citadelles de l'information pure, comme étaient d'ancienne date le *Matin* ou le *Petit Parisien*, occupées par des hommes de lettres, à qui de plus en plus fréquemment il est fait appel, et que l'on accueille avec honneur ?

Et dans ces journaux que l'on appelle journaux d'opinion, ce qui ne signifie pas, Dieu merci, qu'ils soient les seuls à avoir une opinion ou à agir sur elle, combien de rédacteurs sortis de cette École Normale supérieure, qui semble avoir été, chez nous, la grande école du journalisme, avec l'exemple toujours agissant d'un Edmond About, d'un Francisque Sarcey et d'un Jules Lemaitre. . .

Ainsi appuyée sur l'École Normale et sur l'Académie, il me semble pas, certes, que la presse française soit près d'abdiquer sa primauté spirituelle, quand du matin au soir—car, à côté des journaux du matin, il y a les journaux du soir, il y a même des journaux de midi, comme si le rythme de notre pensée exigeait de pouvoir

s'exprimer à toutes les heures du jour,—du matin au soir, et sur tous les points du territoire français—car, également, à côté de la presse parisienne, il y a, non moins active et agissante, la presse de province,—dans le *Matin* et dans les *Débats*, dans le *Temps* et dans le *Journal*, dans le *Petit Parisien*, et dans le *Petit Marseillais* ou la *Petite Gironde*, et tous les autres dont je m'excuse de ne pas donner les titres, mais qui ne sont pas moins attachants et suivis par un public attentif et fidèle, l'actualité quotidienne ne cesse d'être non seulement présentée, sous toutes ses formes, expliquée, aussi, animée et commentée sous l'angle et dans l'esprit de chaque journal.

Oui, loin de craindre que l'importance de l'élément littéraire et intellectuel dans la presse française soit menacée par l'importance toujours grandissante des éléments d'information, je suis persuadé que ceux-ci, après une période peut-être d'hésitation et de trouble, ne tarderont pas à laisser à celui-là sa véritable place à leurs côtés, sa place logique et raisonnable, qui est la place prépondérante.

C'est que la presse de chaque pays doit être conforme au génie de ce pays.

Nous savons très bien que dans la course à l'information, dans la recherche de procédés d'information puissants et minutieux, perfectionnés et rapides, il ne dépend pas de notre

génie propre, des vertus de notre race que nous ne soyons dépassés, distancés.

Un journal peut toujours remplir un nombre de pages de plus en plus étendu, avec des nouvelles, en vrac, de plus en plus variées, des clichés de plus en plus abondants: c'est affaire de trésorerie et de moyens matériels.

Mais l'ordonnance de tout cela, goût et clarté, mesure et méthode, dont est fait le meilleur de notre littérature, et qui constituent l'essence même de l'esprit, du génie français?

Ce sont eux qui doivent rester aussi les caractéristiques de la presse française, l'objet principal et constant de ses efforts et de ses recherches; dans l'ordre matériel, je le répète, les progrès sont toujours à la portée de tout le monde, mais non dans l'ordre intellectuel et moral où n'atteindra jamais qu'une élite, dont nous connaissons la valeur, et dont nous ne cesserons de proclamer l'autorité, de reconnaître et de célébrer la suprématie.

C'est pourquoi nous voulons qu'il en soit du journal français comme de tout ce que s'applique à produire la France, qu'il ait, lui aussi, à sa manière, la marque de tout ce qui vient de chez nous: la qualité.



LE DÉJEUNER

La liste des invités au déjeuner offert par M. Henri Gagnon, directeur-gérant du *Soleil* et président de la Presse Canadienne, comprenait les noms suivants:

M. P.-E. Flandin, ministre d'Etat et délégué officiel du gouvernement français; M. Charlety, recteur de l'Université de Paris et délégué officiel du gouvernement français; M. Henry Bordeaux, délégué de l'Académie française; M. Contenot, président du Conseil municipal de Paris; M. le Duc de Lévis-Mirepoix, représentant les anciennes familles dont les ancêtres ont joué un rôle au Canada et président de la section France-Canada de France-Amérique; M. le professeur Hartmann, représentant de l'Académie de Médecine, de Paris; M. le professeur Émile Sergent, délégué de la même institution; M. Capitant, délégué de l'Académie des Sciences Morales et Politiques; Le comte de Ramel, député, président du groupe parlementaire français; M. Gabriel-Louis Jaray, secrétaire du Comité national français des fêtes de Jacques Cartier; M. Fortunat Strowski, de

l'Académie des Sciences Morales et Politiques et délégué de *Paris-Midi*; M. Georges Leroux, peintre, de l'Institut et représentant l'*Illustration*; M. Bonefoux, député et ancien ministre; M. Carde, de la Faculté de Médecine de Lyon; M. Gasnier-Duparc, sénateur et maire de Saint-Malo, France; le colonel Vieljeux, maire de la ville de La Rochelle; le Comte de Caix, du *Journal des Débats*; M. Charles Houssaye, vice-président de l'agence Havas; M. le Baron de Grandmaison, député; M. L.-J. Dalbis, secrétaire général de l'Alliance française; M. Fernand Gregh, de *la Revue des Deux-Mondes*; M. de la Roncière, conservateur en chef des manuscrits à la Bibliothèque Nationale; M. André Balleyguier, secrétaire général de la Compagnie Aérienne française; M. Talamon, M. Firmin Roz, délégué de l'Université de Paris et de la Cité Universitaire; M. le D^r Blondel, M. Meyer, M. le professeur Cruchet, de l'Université de Bordeaux; M. Franc-Nohain, de *l'Écho de Paris*; M. le Commandant du *Vauquelin*; M. le Commandant de la *Ville d'Ys*; M. le Commandant du *D'Entrecasteaux*; M. Gaubert, du *Journal du département de l'Indre*; M. Nobécourt, secrétaire du *Journal de Rouen*; M. Crouzet, inspecteur de l'Académie de Paris; M. Marchandeu, ancien ministre, président de la délégation française au congrès de la presse française; M. Gaillard de Champris;

le Très Honorable Geo. P. Graham, membre du Conseil Privé de Sa Majesté; l'honorable Ernest Lapointe, membre du Conseil Privé de Sa Majesté; l'honorable Rodolphe Lemieux, sénateur; l'honorable juge Albert Sévigny; l'honorable Fernand Rinfret, M.C.P.; l'honorable Arthur Sauvé, Ministre des Postes; l'honorable R. Smeaton-White, sénateur; l'honorable C.-P. Beaubien, sénateur; l'honorable Thomas Chapaïs, sénateur; l'honorable Philippe Roy, ministre canadien, à Paris; l'honorable Geo. Parent, sénateur; l'honorable W.-A. Buchanan, sénateur; l'honorable J.-E. Prévost, sénateur; l'honorable W.-H. Dennis, sénateur; l'honorable L.-A. Taschereau, premier ministre de la province de Québec; l'honorable Jacob Nicol, ministre et membre du Conseil législatif; l'honorable T.-D. Bouchard, Orateur de l'Assemblée législative; l'honorable P.-R. DuTremblay, membre du Conseil législatif; l'honorable Frank Carrel, M.C.L.; l'honorable Aug. Choquette, M.C.L.; l'honorable H. Mercier, Ministre des Terres et Forêts; l'honorable L.-A. David, Secrétaire de la Province; l'honorable J.-E. Perrault, Ministre de la Voirie; Monseigneur Camille Roy, Recteur de l'Université Laval; l'honorable J.-N. Francœur, Ministre des Travaux Publics; l'honorable R. F. Stockwell, Trésorier de la Province; l'honorable Maurice Dupré, M.C.P., Solliciteur Général; l'hono-

nable Ad. Godbout, Ministre de l'Agriculture; l'honorable I. Vautrin, Ministre de la Colonisation; l'honorable Hector Laferté, président du Conseil législatif; Son Honneur le maire J.-E. Grégoire, de Québec; M. le D^r Arthur Vallée, le lieutenant-colonel Thomas Vien, MM. les D^{rs} Damien Masson, Roméo Blanchet, Albert Le-Sage, Léo Parizeau; l'honorable juge Édouard Fabre-Surveyer; M. Ægidius Fauteux; M. Arsène Henry, Ministre de France au Canada; M. René Turck, Consul général de France au Canada; M. H.-R. de Saint-Victor, agent consulaire de la France, à Québec; M. Henri de Clerval, M. Hector Charlesworth, M. Henri Bourassa, M. E. Norman-Smith, président honoraire de la Presse Canadienne; M. R.-A. Benoit, greffier du Conseil législatif; M. Édouard Montpetit, secrétaire de l'Université de Montréal, M. Georges Pelletier (*le Devoir*, Montréal); M. J. F. B. Livesay, gérant général de la Presse Canadienne; M. Camille Lemercier (Agence Havas, New-York); M. J.-A. Trudeau, M. L.-J.-Adjutor Amyot, M. Jos.-E. Barnard (*l'Événement*, Québec); M. le D^r Jules Dorion (*l'Action Catholique*, Québec); M. Marius Girard (*le Soleil*, Québec); M. Bona Arsenault (*le Journal*, Québec); Le R. P. Marie-Clément (Bergerville); M. Charles Gauthier (*le Droit*, Ottawa); M. Edmond Turcotte (*le Canada*,

Montréal); M. J.-A. Gauvin, M. C.-J. Magnan (*l'Enseignement Primaire*, Qué.); M. Noël Fautoux (*la Presse*, Montréal); M. Oswald Mayrand (*la Presse*, Montréal); M. Louis Francœur (*l'Illustration*, Montréal); M. l'abbé Arthur Maheux (*le Canada-Français*, Université Laval, Québec); M. Olivar Asselin (*l'Ordre*, Montréal); M. J.-Amédée Gagnon (*le Quotidien*, Lévis); M. le Directeur de *l'Avenir National*, Manchester, N.-H.; M. le Directeur de *la Tribune*, Woonsocket, R. I.; M. le Directeur de *l'Indépendant*, Fall-River, Mass.; M. le Directeur de *l'Étoile*, Lowell, Mass.; M. Adam Sellar, président de la Presse Hebdomadaire; M. Lussier, directeur de *la Justice*, Holyoke, Mass.; M. le Directeur du *Courrier des États-Unis*; M. Adjutor Savard (*le Mois Libéral*, Ottawa); M. Hector Héroux (*le Nouvelliste*, Trois-Rivières); M. Philippe Robidoux (*la Tribune*, Sherbrooke); M. Jean-Charles Harvey; les directeurs suivants de la Presse Canadienne: MM. W. B. Preston, Ontario, *Brantford Expositor*; H. P. Robinson, St. John (New Brunswick) *Times-Globe*; J. A. McNeil, *Montreal Gazette*; E. J. Archibald, *Montreal Star*; W. Rupert Davies, Kingston (Ont.) *Whig Standard*; H. W. Anderson, *Toronto Globe*; C. O. Knowles, *Toronto Telegram*; A. R. Ford, Ontario, *London Free Press*; E. H. Macklin, Manitoba, *Winnipeg*

Free Press; M. E. Nichols, Manitoba, *Winnipeg Tribune*; Victor Sifton, Saskatchewan, *Regina Leader-Post*; Thos. Miller, Saskatchewan, *Moose Jaw Times*; John M. Imrie, Alberta, *Edmonton Journal*; F. J. Burd, Colombie-Britannique, *Vancouver Province*; C. Swayne, Colombie-Britannique, *Victoria Colonist*; J.-P. Duchemin, Nouvelle-Écosse, *Sydney Post Record*.



M. HENRI GAGNON AU DÉJEUNER DU CLUB DE LA GARNISON

Messieurs, en dépit du mal qu'ont osé en dire certains moralistes, le journalisme a décidément ses bons côtés. Aux judicieux commentaires que nous devons aux rapporteurs de notre première matinée de presse s'ajoute une aimable rencontre où nous pourrons faire autre chose que de nous entre-manger.

Je ne veux que souligner, messieurs, l'avantage d'être réunis autour de cette table et vous faire part, en quelques mots, de souvenirs qui me sont trop chers pour jamais s'effacer de ma mémoire.

Ces agapes intimes évoquent, en effet, un charment déjeuner. M. Charles Houssaye, vice-président de l'Agence Havas, avait convié chez lui, il y a un an, une vingtaine de ses amis. Je revois encore, à leurs places respectives, M. Louis Barthou, de l'Académie française, le duc de Lévis-Mirepoix, président de la section France-Canada de France-Amérique, M. le professeur Sergent, M. Stéphane Lauzanne, M. Labonne,

du ministère des Affaires Étrangères, M. le gouverneur général Ollivier, président de la Transat, et M. Gabriel-Louis Jaray, le grand animateur de la Mission Nationale Française.

Ces messieurs, dont la plupart m'ont fait l'honneur d'accepter d'être des nôtres, souriront sans doute d'entendre ici une allusion à la fameuse discussion soulevée, ce jour-là, par un groupe de convives fort animés qui avaient inopinément entrepris de régler la question de savoir s'il valait mieux d'être un grand journaliste ou un ministre de France. Comme le ton du débat s'élevait de plus en plus, je me rappellerai toujours cet ami charitable qui glissa un avertissement discret aux intéressés: "Doucement! Barthou est dans le coin!"

C'est aussi au cours de ce déjeuner qu'entre la poire et le fromage M. Jaray me fit part de l'idée qu'il avait conçue d'organiser un congrès des journalistes de langue française à l'occasion du IV^e Centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier.

Vous voyez que non seulement l'enfant est né, mais que sa santé dépasse les espérances les plus optimistes de ceux qui... le baptisent en ce moment.

Pour une raison que vous saisirez, me permettez-vous de rappeler aussi l'Exposition du Groupe de l'Érable, organisée ici, il y a déjà dix

ans, sous les auspices du gouvernement de Québec, par le grand statuaire André Vermare, grâce à l'initiative éclairée de notre Secrétaire provincial, l'honorable M. David. Quatre des principaux exposants sont depuis entrés vivants dans l'immortalité, je veux dire sous la coupole de l'Institut: M. Desvallières, M. Devambez, M. Laurent et M. Georges Leroux. A notre très vive satisfaction, ce dernier a été délégué aux fêtes du IV^e Centenaire par l'Académie des Beaux-Arts et par le grand périodique l'*Illustration*, à la réputation duquel il a largement contribué en lui donnant la couleur que l'on sait.

Puisque M. Contenot, président du conseil municipal de la ville de Paris et professeur à la Faculté de Médecine de Lyon, a bien voulu honorer de sa présence notre déjeuner de la presse, je tiens, en le remerciant, à lui renouveler publiquement l'expression de la profonde estime qui m'attache à ses amis et collègues, MM. Fiquet, Ferrandi et Pinelli, qui reçurent naguère le président de la "Canadian Press" à l'hôtel de ville de Paris, avec une sympathie singulièrement significative à l'endroit de notre pays.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'énumérer bien d'autres impressions que me suggère l'atmosphère si cordiale dans laquelle vibrent à l'instant tous les cœurs; je ne voudrais pas

vous priver plus longtemps du plaisir d'entendre nos hôtes distingués.

Laissez-moi tout simplement vous remercier d'avoir bien voulu vous rendre à ce repas de famille dans le plus vieux club du continent américain.



M. MARCHANDEAU AU DÉJEUNER

M. Paul Marchandeaup remercia M. Gagnon au nom des journalistes français et prononça une charmante improvisation.

Relevant une allusion du discours précédent, M. Marchandeaup dit qu'il pouvait parler en connaissance de cause des charmes respectifs de la profession de journaliste et du métier de ministre, ayant eu l'avantage de pratiquer l'une et l'autre. Non seulement préfère-t-il le premier état au second, pour la raison profonde "*que cela dure plus longtemps*", mais il est d'avis que le journalisme donne plus de satisfaction que la politique. Tant qu'on peut tenir une plume, le bon combat continue, quels que soient les caprices de la fortune ou de la faveur publique.

M. Georges Pelletier termina la série des discours en parlant ainsi au nom des journalistes canadiens.

DISCOURS DE M. GEORGES PELLETIER

AU DÉJEUNER DU 27 AOÛT

Messieurs les délégués de la Presse française,

Je ne veux que souligner d'un trait bref, au nom de mes collègues de l'Amérique française, la joie que nous avons de vous accueillir. Si nous vous connaissons, vous, vos journaux et vos revues, mieux que vous nous connaissez, faut-il vous en étonner? Dans les familles du Canada français, si nombreuses, les cadets regardent toujours vers leurs aînés; tandis que les aînés sont souvent si éloignés des cadets...

Si nos journaux entendent parfois se modeler sur les vôtres, s'en rapprocher même dans une mesure légitime, notre journalisme tient plutôt forcément, de par le voisinage que nous imposent le milieu que nous habitons, le continent où nous vivons, à la formule de presse anglo-américaine. Procédés techniques, services de dépêches extérieures, informations internationales, tout cela nous vient de sources tantôt anglaises, tantôt américaines, très rarement de sources françaises. Et cela n'est pas de notre faute.

Maintes fois nous regrettons de n'avoir pas avec vous et la meilleure de votre presse les contacts suivis qu'il faudrait pour nous aider à tem-

pérer ce qu'il y a d'exagérément étranger dans nos sources d'informations, dans les agences qui nous servent, dans la presse dont nous sommes entourés et dont l'influence nous entame et, par notre intermédiaire, entame notre public, même si nous réagissons le plus qu'il se peut, même si nous utilisons le plus possible ce qui nous vient de chez vous qui soit adaptable au pays où nous sommes. Bref, nous restons trop étrangers les uns aux autres; si nous sommes des journalistes de même langue, nous sommes de continents différents. Et cela explique largement pourquoi nos journaux diffèrent tant des vôtres.

Quelqu'un de nous parlera de façon plus précise, plus nette, à ce congrès, des moyens de parer à cet éloignement matériel, à cet éloignement tout court. Je ne fais que marquer le sujet au passage. Votre bref séjour parmi nous, qui nous est si agréable, aura été au surplus fort utile, si, rentrés dans votre pays, vous donnez à cela quelque réflexion; et si, de cette amicale rencontre il allait sortir des relations plus suivies entre votre presse et la nôtre, et même des réunions périodiques calquées sur celle qui nous groupe aujourd'hui.

Je lève mon verre à un désirable et durable accord entre nos journaux de types différents, et à la santé de nos frères et de nos cousins d'outre-Atlantique.

Deuxième journée de Presse Française » »



M. MARCHANDEAU

Avant de passer à l'ordre du jour, M. Paul Marchandeaup, président de la seconde séance des Journées de Presse, fit une courte allocution, où il parla de l'élévation de M. Henri Gagnon, directeur-gérant du *Soleil* et président de la "Canadian Press", au titre d'Officier de la Légion d'honneur.

"M. Gagnon", dit M. Marchandeaup, "doit cet honneur à l'amitié agissante et bienfaisante

qu'il a toujours témoignée à la France. Aussi, lorsque la Mission Nationale est venue à Québec, ayant un ministre du gouvernement à sa tête, la République a songé à témoigner à M. Gagnon sa vive reconnaissance.

“Ce n'est pas à moi à dire devant ses confrères, qui le connaissent et l'apprécient, les titres de M. Gagnon. Ils ne sont pas non plus ignorés du gouvernement français. M. Gagnon est un homme qui honore votre grande presse canadienne-française par sa haute conscience et par ses grandes qualités d'aménité et de cordialité. Je crois traduire les sentiments de tous ses confrères en lui exprimant nos félicitations pour la haute distinction que vient de lui conférer la France.

“Je n'entends pas retarder le débat, d'autant plus qu'hier, nous avons dû l'écourter à cause de l'heure tardive. Nous avons entendu de solides rapports, contenant des enseignements précieux. Ce fut un véritable régal et je suis sûr que les débats qui s'ouvrent maintenant ne le céderont en rien à ceux d'hier.”

La séance s'ouvre ensuite.

L'HISTOIRE DE LA PRESSE FRANÇAISE DANS LES CENTRES FRANCO- AMÉRICAINS

Rapport présenté par M. Edmond Turcotte, directeur du
"Canada", Montréal, au congrès de la presse de
langue française, à Québec

Mesdames et Messieurs,

Lorsqu'on aborde le sujet de la presse d'expression française aux États-Unis, on découvre peu à peu qu'un terrain que l'on croyait assez plat, assez aride, est en réalité très riche et très divers. La presse française des États-Unis n'est pas seulement très ancienne; elle a fait sentir son influence à différentes époques sur quatre régions distinctes:

- d'abord sur la Louisiane, où elle existe depuis plus d'un siècle et quart;
- sur la Californie, où son existence remonte aux années de la *Gold Rush*;

- sur le Middle-West, que l'on a fort justement appelé "le cimetière des journaux français";
- et sur le Nord-Est des États-Unis, où se trouvent les groupements d'origine française de beaucoup les plus importants du pays, et où, pour cette raison, la presse d'expression française compte encore un grand nombre de représentants.

Lorsqu'on parle de presse FRANÇAISE dans les centres FRANÇAIS des États-Unis, c'est presque toujours à celle du Nord-Est que l'on pense. C'est donc surtout de celle-là que je veux parler. Mais je veux dire aussi quelques mots de celle des autres régions. En premier lieu, toutefois, et pour ainsi dire en marge du sujet, il est intéressant de signaler, à titre de simple curiosité, un fait isolé se rattachant plutôt à la préhistoire du journalisme français en Amérique.

C'est à Boston que parut la première gazette française, le 23 avril 1789. Elle s'appelait le *Courrier de Boston* et son fondateur était un professeur de français à Harvard, Paul-Joseph Guérard de Nancrede. Le *Courrier* ne vécut que six mois. Son fondateur avait vainement fait appel à ses appuis naturels, les Français ou descendants de Français de Boston et de la région, dont un grand nombre étaient des huguenots exilés qui

très vite se fondirent dans la nation américaine et devinrent d'authentiques Yankees.

En 1794 naquit à la Nouvelle-Orléans le *Moniteur de la Louisiane*. C'était le premier d'une longue lignée d'au moins une centaine de journaux louisianais. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, plusieurs journaux paraissent avoir eu une existence matérielle très prospère. A part le *Moniteur*, qui vécut une vingtaine d'années, il y eut le *Courrier de la Louisiane*, qui vécut un demi-siècle, et l'*Ami des Lois* et l'*Orléanais*, qui se maintinrent une quinzaine d'années.

Mais après la guerre de Sécession, qui éclata en 1861, c'est déjà le déclin. Les naissances sont sans doute aussi nombreuses, mais les nouveaux-nés sont moins vigoureux. Ils vivent moins longtemps. Et surtout, le caractère bilingue, qui a été présent dès les origines dans la presse louisianaise, s'accroît de plus en plus, au point que plusieurs journaux, français ou bilingues à leur fondation, deviennent peu à peu exclusivement anglais.

Un seul journal évolua en sens contraire: c'est l'*Abeille*, de la Nouvelle-Orléans, fondée en 1827 par un typographe de Saint-Domingue, François Delaup. D'abord française, l'*Abeille* devint bilingue à peine trois mois après sa fondation, et elle fut même trilingue pendant une année entière, au cours de 1830, pour complaire aux

réfugiés espagnols de la Nouvelle-Orléans, chassés du Mexique par la guerre de l'indépendance.

C'est en 1872 que l'*Abeille*, suivant une pente contraire à celle de tous ses confrères, qui glissaient peu à peu vers l'anglais, sacrifia son édition anglaise, la *New Orleans Bee*, et devint exclusivement française, pour le rester jusqu'à sa mort, survenue il y a seulement quelques années. L'*Abeille*, à sa mort, était centenaire.

Les Louisianais de race française n'ont plus qu'un seul organe. C'est un journal bilingue paraissant sous le double titre de *New Orleans Courier* et *Courrier de la Nouvelle-Orléans*. Son directeur, M. André Lafargue, écrit avec un égal bonheur l'anglais et le français. Mais, détail significatif, le titre anglais du journal figure en première page, et le titre français en troisième.

En Californie, la presse française tient bon. La population de race française y est peut-être moins nombreuse qu'en Louisiane, mais elle est plus près de ses origines. Je veux dire que l'émigration de France en Californie a duré assez longtemps après la découverte de l'or en 1848; que les émigrés français ont gardé jusqu'à nos jours le contact avec la France, et qu'un récent courant d'émigration, vers la côte du Pacifique, principalement à Los Angeles, des habitants de la Nouvelle-Angleterre qu'on appelle Franco-Américains, tend à conserver la langue française en

Californie pour ainsi dire en état d'éternelle jeunesse.

En tout cas, les Franco-Californiens possèdent trois excellents journaux : le *Courrier du Pacifique*, qui paraît tous les jours à San-Francisco, avec une édition bihebdomadaire qui rayonne sur toute la côte du Pacifique ; l'*Union nouvelle*, un hebdomadaire paraissant à Los Angeles depuis 55 ans, et le *Courrier français*, un autre hebdomadaire se proclamant l'organe des colonies française, franco-canadienne, belge et suisse de Los Angeles.

Le *Courrier du Pacifique*, de San-Francisco, le plus ancien des trois survivants d'entre les dix ou douze journaux qui ont vu le jour en Californie, est en même temps le premier à y être apparu. Il fut fondé en 1852 sous le nom de l'*Écho du Pacifique* par un typographe parisien du *Journal des Débats*, Étienne Derbec. L'actuel *Courrier du Pacifique* est l'héritier direct du journal de Derbec, ce qui lui permit de marquer l'année dernière le 75^e anniversaire de sa fondation.

Des journaux des États-Unis s'adressant particulièrement aux émigrés de France, le *Courrier du Pacifique* est le seul qui soit resté quotidien. Jusqu'en 1931 ou 1932, il y avait à New-York le *Courrier des États-Unis*, fondé il y a plus de cent ans par William Hoskin. La crise ou les circonstances l'ont réduit à une édition dominicale.

Cela ne l'empêche pas d'être encore aujourd'hui un des journaux français les mieux informés et les mieux rédigés des États-Unis.

Dans le Middle-West, on a été moins heureux qu'en Californie ou même qu'en Louisiane. Depuis déjà longtemps, il ne subsiste plus un seul des 20 ou 25 journaux que les émigrés franco-canadiens ont fondé dans la région des Grands Lacs, notamment aux Illinois, au Michigan et au Minnesota. Quand on lit aujourd'hui le rôle des disparus, on a l'impression de suivre à la trace le grand mouvement d'émigration canadienne qui se déclancha vers les États-Unis à l'époque de la guerre de Sécession américaine, et dont une part assez importante se dirigea vers les terres neuves de l'Ouest.

Avant même la guerre de Sécession, il y avait déjà eu deux ou trois journaux au Détroit; et Kankakee, une ville de l'Illinois, avait vu naître en 1857 un journal, le *Courrier de l'Illinois*, qui devait persévérer une cinquantaine d'années. Après ces précurseurs, d'autres suivirent. Il y eut des journaux à Chicago, à Bourbonnais, à Minneapolis, à Saint-Paul, à Duluth, à Bay City, à Marquette, à Lake Linden, à Muskegon, ailleurs aussi au Michigan. C'est incidemment dans une ville du Minnesota, à Duluth, qu'un jeune Canadien qui devait plus tard être ministre des Douanes et sénateur, fit ses débuts dans le jour-

nalisme, en fondant, en 1890, une feuille qu'il appela le *Courrier*, et qui ne vécut d'ailleurs que quelques mois. Ce jeune Canadien était originaire de Trois-Rivières. Il s'appelait Jacques Bureau.

A part le *Courrier de l'Illinois*, aucun des journaux fondés dans la région des Grands Lacs ne vécut plus de trois ans. Le plus intéressant d'entre eux pour l'histoire, à cause de la personnalité de son fondateur, c'est l'*Amérique*, de Chicago. Le fondateur, c'était le plus hugolâtre des poètes canadiens, l'auteur de la *Légende d'un peuple*, Louis Fréchette.

On ne sait peut-être pas dans quelles circonstances Fréchette émigra aux États-Unis. En 1886, Fréchette était en relations avec Méderic Lanctot, un des partisans les plus remuants de l'indépendance canadienne à cette époque. Un jour, Fréchette reçut à Québec la visite de certain colonel Suderland, muni d'une lettre de présentation de Lanctot. Sans méfiance, Fréchette promena le colonel Suderland partout à Québec et jusqu'à la citadelle. Mais le mystérieux colonel était un espion fénien. Après cette mésaventure, Fréchette jugea prudent de passer à l'étranger. En 1868, à Chicago, il fondait l'*Amérique*.

Tout alla bien pour Fréchette et l'*Amérique* jusqu'en 1870, alors qu'éclata la guerre franco-prussienne. Il y avait déjà à cette époque-là

beaucoup d'Allemands à Chicago, et comme on était en période électorale, le congrès du parti républicain de l'Illinois, pour faire la cour aux Germano-Américains, exprima le vœu d'une victoire de la Prusse sur la France. Or, l'*Amérique* adhérait au parti républicain, et pendant une absence de Fréchette au Canada, le rédacteur chargé de l'intérim, un Suisse du nom de Lafontaine, qui espérait obtenir un poste de fonctionnaire après la victoire républicaine, trahit son journal en faisant lui aussi sa cour aux Allemands.

Les lecteurs de l'*Amérique* se désabonnèrent en masse et ce fut la mort du journal. Fréchette rentra au Canada en 1871, aussi pauvre qu'il en était parti, mais sans doute aussi plus riche en expérience.

Dans l'État de New-York, il naquit, comme dans la région des Grands Lacs, une vingtaine de journaux, dont sept ou huit à New-York même. Il n'en subsiste pas un seul, — sauf, comme je l'ai dit, le *Courrier des États-Unis*, qui est plutôt l'organe des émigrés français que des émigrés franco-canadiens.

Le premier des journaux new-yorkais fut fondé dans la ville même de New-York à l'automne de 1867. C'était l'époque où les provinces canadiennes s'unissaient pour former la Confédération actuelle, et où Méderic Lanctot, rival mal-

heureux de sir Georges-Étienne Cartier à Montréal, s'agitait aux États-Unis en faveur de l'indépendance du Canada et parcourait les États américains, de la Nouvelle-Angleterre jusqu'au Middle-West, pour fonder ou pour susciter dans les colonies franco-canadiennes des journaux favorables à l'idée de l'indépendance.

Le *Public canadien*, de New-York, fut un de ceux-là. Il vécut moins d'un an. C'est d'ailleurs l'existence moyenne des autres journaux français qui parurent à une époque ou à une autre dans l'État de New-York, depuis l'apparition du *Public canadien* jusqu'en 1900, à Ogdensburg, à Champlain, à Keeseville, à Syracuse et à Glen Falls. Il y eut, par exception, à Watertown et à Cohoes, deux journaux qui vécurent chacun une quinzaine d'années, et à New-York même, deux autres journaux qui vécurent quatre ans. Mais ce fut tout.

La presse des émigrés franco-canadiens ne subsiste plus aujourd'hui que dans quatre des six États de la Nouvelle-Angleterre: le Massachusetts, le Rhode-Island, le Maine et le New-Hampshire. Mais elle s'y maintient avec une incroyable ténacité et elle vivra sans doute encore longtemps. Elle a pour lointain ancêtre un journal fondé il y a un siècle au Vermont, à Burlington, par Ludger Duvernay, un des patriotes

canadiens qui s'exilèrent à la suite du mouvement insurrectionnel de 1837.

Les exilés se groupèrent sur les deux rives du lac Champlain, dans le nord des États du Vermont et du New-York, et le journal de Duvernay, qui s'appelait naturellement le *Patriote*, fut leur organe. Comme trente ans plus tard les journaux de Lanctot, le *Patriote* entretenait l'agitation en faveur de l'indépendance du Canada. Il ne vécut que deux mois. Il était sans doute né beaucoup trop tôt.

L'émigration en masse des Canadiens vers les États de la Nouvelle-Angleterre n'a en effet commencé qu'à l'époque de la guerre de Sécession. L'industrie américaine avait besoin de bras pour remplacer les combattants. Elle se tourna vers le Canada. Mais une fois le mouvement commencé, il ne s'arrêta plus. Il continua encore après la guerre, et un contemporain rapporte qu'il vit passer à la frontière, en une seule semaine d'avril 1869, 2,300 émigrés canadiens.

C'est l'époque où naquit véritablement la presse franco-américaine. A leur arrivée, les émigrés n'avaient naturellement ni paroisse, ni prêtres de leur race, et c'est pour donner un organe à leurs aspirations d'ordre à la fois ethnique et religieux qu'un prêtre originaire de France, l'abbé Druon, alors vicaire général du diocèse de Burlington, au Vermont, s'associa à un mar-

chand de Saint-Albans, du nom d'Antoine Moussette, pour fonder en 1868, à Saint-Albans, le *Protecteur canadien*.

Le *Protecteur canadien* était bien nommé. C'est de la fondation de ce journal que date pour les Franco-Américains le commencement de l'organisation paroissiale qui est aujourd'hui pour eux le cadre indispensable de toute leur existence comme groupe ethnique.

L'abbé Druon et Moussette eurent de nombreux imitateurs dans les localités de la Nouvelle-Angleterre où les émigrés constituaient déjà d'importantes colonies: Worcester, Manchester, Lowell, Fall-River, Woonsocket, Lawrence, Holyoke, Biddeford, Southbridge. Partout à cette époque de l'émigration, les journaux poussaient comme des champignons — et ne vivaient d'ailleurs guère plus longtemps qu'eux.

L'un d'eux toutefois se montra beaucoup plus robuste que les autres. Il vécut près de vingt ans et son nom s'identifie aujourd'hui avec toute une phase, — la phase héroïque de l'histoire de la presse franco-américaine. C'est le *Travailleur*, que fonda à Worcester en 1874 Ferdinand Gagnon.

Gagnon était un homme d'une activité débordante. Il avait des dons fort modestes d'écrivain, mais il savait parler à la foule et il fut un des meneurs de l'opinion de son temps. Il était

si habile qu'il réussit à mener de front pendant quelques années deux campagnes assez contradictoires: l'une en faveur de la naturalisation américaine des Canadiens émigrés et de la fondation de sociétés nationales à qui il vendait des drapeaux, des bannières et des insignes; l'autre en faveur du rapatriement des émigrés, travail pour lequel il recevait des crédits du gouvernement de la province de Québec.

C'est à ce sujet qu'il eut en 1875 une retentissante polémique avec un jeune confrère qui devait plus tard faire beaucoup parler de lui au Canada: Honoré Beaugrand, plus tard fondateur de la *Patrie* de Montréal et maire de la ville.

Beaugrand dirigeait à ce moment-là la *République*, qu'il avait fondée à Fall-River. Au cours d'une polémique au sujet du rapatriement, mouvement que Beaugrand ne paraît pas avoir jugé avec beaucoup de faveur, Gagnon fut taxé d'hypocrisie et il riposta en accusant Beaugrand d'irréligion. L'incident faillit donner lieu à une rencontre. Mais Gagnon, qui était déjà d'une grande corpulence, n'accepta pas le défi de Beaugrand, et le duel héroï-comique n'eut pas lieu, faute de combattants.

Gagnon mourut dans son lit en 1886 à l'âge de 37 ans, et le *Travailleur*, qui eut après lui des fortunes diverses, disparut six ans plus tard dans l'effondrement du château de cartes de Benja-

min Lenthier, le fameux trustard de la presse franco-américaine.

Pittoresque figure que ce Lenthier. Il fit son apparition à Lowell, dans le Massachusetts, en 1890, avec le *National*, qu'il avait fondé sept ans plus tôt à Plattsburg, dans l'État de New-York.

Lenthier arrivait à Lowell avec de hautes ambitions et de vastes desseins. Un an après son installation dans la ville du Massachusetts, il avait fait du *National* un quotidien. Mais il avait besoin d'argent et il fallait s'arranger pour en trouver.

L'année 1892 était ce qu'on appelle aux États-Unis une année présidentielle, et le parti démocrate faisait cette année-là un effort considérable pour introduire à la Maison-Blanche le premier président démocrate depuis la guerre de Sécession.

Lenthier fut admis à puiser à pleines mains dans la caisse électorale du parti, et le *National* en profita. Le journal posséda bientôt l'outillage le plus perfectionné qu'on pût souhaiter à l'époque, et Lenthier se trouva en peu de temps à la tête d'une constellation de dix-sept journaux dispersés dans les centres français du Massachusetts, du New-Hampshire, du Rhode-Island, du Connecticut et même du New-York.

Mais tout a une fin. Grover Cleveland fut élu et les démocrates victorieux refermèrent la

caisse électorale jusqu'aux élections suivantes. Ce fut le désastre. La plupart des journaux de Lenthier périrent du coup et le *National* lui-même languit seulement une année de plus.

Ainsi finit l'ambitieux projet de Benjamin Lenthier de donner aux Franco-Américains un organe assez puissant pour rayonner sur toute la Nouvelle-Angleterre. Il fut repris une douzaine d'années plus tard, mais sous une forme très modifiée, par un autre personnage qui voyait grand. En 1906 fut fondé à Manchester une société appelée la New England Investment Company. Dans l'esprit de son fondateur, M. Joseph de Champlain, elle devait être une espèce de puissante coopérative financière au moyen de quoi les Franco-Américains exploiteraient les entreprises commerciales et industrielles les plus diverses.

Il y eut un commencement de réalisation, et M. de Champlain, pour mieux agir sur l'opinion, fonda le *Réveil* à Manchester et mit la main sur le plus ancien des quotidiens de la Nouvelle-Angleterre, l'*Étoile*, de Lowell. Mais la New England Investment Company ne réussit pas et elle conduisit l'*Étoile* à une retentissante faillite en 1910.

Les Franco-Américains sont toutefois des hommes dont la qualité maîtresse est l'esprit d'entreprise. L'idée d'un journal français rayon-

nant sur toute la Nouvelle-Angleterre fut reprise une quinzaine d'années plus tard, c'est-à-dire en 1924, à Woonsocket, dans le Rhode-Island.

Le Rhode-Island est le plus petit des États de l'Union américaine. Vu le petit nombre de ses habitants, — 6 ou 700,000 au plus, — les Franco-Américains y ont l'avantage de constituer le cinquième ou le sixième de la population, ce qui ne leur donne pas seulement une influence politique considérable dans l'État, mais aussi une cohésion qui entretient chez eux peut-être encore plus vivant que dans les autres États le souvenir de leurs origines.

C'est dans le Rhode-Island que se produisit, il y a seulement une dizaine d'années, la dernière en date des réactions périodiques des Franco-Américains contre l'attirance du "*Melting pot.*"

L'existence des Franco-Américains comme groupe ethnique se déroule presque tout entière dans le cadre de la paroisse. Cela veut dire que l'existence du groupe, et surtout son avenir, dépendent dans une très large mesure de la volonté de l'épiscopat irlandais-américain, presque toujours mal disposé envers les particularismes de race chez les catholiques américains.

L'épiscopat irlandais-américain a obtenu du pouvoir civil dans les États de l'Est, et sans doute aussi dans le reste du pays, que les biens immeubles des diocèses fussent considérés, en

justice, comme la propriété personnelle de l'évêque. Cette législation s'appelle la Corporation Sole. Elle constitue entre les mains de l'épiscopat un moyen formidable de pression sur les fidèles. Elle a la première fois donné lieu, il y a vingt-cinq ans, à un grave conflit entre les Franco-Américains du Maine et l'évêque irlandais-américain de Portland. La presse, fidèle à son rôle, organisa la résistance aux manœuvres assimilatrices de l'évêque. Six des meneurs du mouvement furent mis en interdit. Parmi eux se trouvaient les directeurs de deux journaux : le *Messenger*, de Lewiston, et la *Justice*, de Biddeford.

Il y a donc une dizaine d'années, un groupe de notables franco-américains du Rhode-Island, redoutant ce qu'ils appelaient, à tort ou à raison, les sentiments francophobes de l'évêque irlandais-américain de Providence, fondèrent à Woonsocket un quotidien de défense particulariste française appelé la *Sentinelle*.

La *Sentinelle* ne s'adressa pas seulement aux populations du Rhode-Island. Elle eut l'ambition de s'étendre à toute la Nouvelle-Angleterre et de réagir contre toutes les influences américanisantes, d'où qu'elles vinssent. Elle eut pendant quelque temps des milliers de lecteurs recrutés un peu partout par des propagandistes pleins

de zèle. Mais elle eut aussi de nombreux détracteurs, et elle engagea peu après sa fondation, avec l'aide de plusieurs journaux de même sentiment qu'elle, une polémique d'une rare violence de part et d'autre avec les journaux franco-américains qui s'étaient constitués les défenseurs de l'épiscopat.

Pendant plusieurs mois, la Nouvelle-Angleterre se trouva divisée en deux camps de frères ennemis. Mais le jour vint où une soixantaine des chefs du mouvement sentinelliste furent mis en interdit par l'évêque de Providence. Ceux qui avaient été frappés finirent par se soumettre, mais leur soumission entraîna la disparition de la *Sentinelle* en 1928 et la fin du mouvement dont elle avait été l'organe.

Après la tentative de la *Sentinelle*, la presse franco-américaine resta ce qu'à aucun moment elle n'a cessé d'être: une presse à caractère local. Elle compte aujourd'hui cinq quotidiens, dont le plus ancien, l'*Étoile*, de Lowell, dans le Massachusetts, est dans sa 49^e année; un trihebdomadaire, douze hebdomadaires, une revue bimensuelle et bilingue paraissant à New-York, et deux bulletins mensuels servant d'organes aux deux principales sociétés franco-américaines de bienfaisance, dont l'une compte environ 50,000 membres et l'autre près de la moitié autant.

Cette dispersion de l'effort franco-américain dans le domaine de la presse est une cause de faiblesse. D'autres éléments ethniques de la nation américaine possèdent aussi des organes en leur langue d'origine, mais ce sont presque toujours, — surtout dans le cas des Allemands et des Italiens, — des journaux dont l'influence s'étend fort loin de la ville où ils sont publiés, et dont le tirage, par conséquent, peut être beaucoup plus élevé que celui des journaux franco-américains à caractère strictement local. Cela permet aux uns d'acquérir la richesse matérielle, l'excellence des services d'information et la puissance de rayonnement que forcément les autres n'ont pas.

Il faut dire aussi qu'il est extrêmement probable que la presse germano-américaine et la presse italo-américaine profitent à des titres divers de la politique de prestige à l'étranger poursuivie par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste. Et à ce propos, je me suis souvent demandé si la France républicaine ne trouverait pas, elle aussi, son avantage à une presse franco-américaine bien outillée, bien rédigée, forte et respectée.

Il y a bien en Nouvelle-Angleterre un million d'Américains de sang français. Ils ont au gouvernement de Washington un sénateur, M. Hé-

bert, personnage justement fort considéré, et un congressman; au gouvernement des États, un bon nombre de sénateurs et de représentants; au gouvernement des municipalités, plusieurs maires et un grand nombre de conseillers; dans l'administration de la justice, plusieurs magistrats; dans le commerce, la banque et l'industrie, des centaines d'hommes fort à l'aise, influents et respectés. Ce groupe puissant est sans doute américain d'abord; mais il garde un profond attachement sentimental à ses origines. Et j'ai vu en mainte cérémonie officielle, en mainte réunion publique, des politiciens yankees très avisés, se ménager des succès électoraux en faisant, devant des auditoires franco-américains, l'éloge de la France.

Un grand journal de Montréal publie à l'intention de la Nouvelle-Angleterre une édition quotidienne qui compte, paraît-il, 38,000 abonnés. Cela surpasse, et d'extrêmement loin, le tirage du plus lu des quotidiens locaux de la presse franco-américaine. Il n'y a pourtant pas de raisons pour qu'un journal franco-américain n'atteigne pas un tirage de même ordre. Il lui suffirait seulement de pouvoir compter sur un minimum de ressources qu'aucun d'eux ne possède aujourd'hui.

En attendant que se réalise, — si jamais il se réalise, — le rêve d'un grand journal français

rayonnant sur toute la Nouvelle-Angleterre, il faut rendre hommage à la presse existante. Avec les moyens restreints dont elle dispose, elle accomplit des prodiges. Ses sacrifices et ses obscurs dévouements lui vaudront sans doute de survivre encore longtemps.



LE MOUVEMENT DES IDÉES ET LES COURANTS INTELLECTUELS DANS LA PRESSE FRANÇAISE

**Rapport présenté par M. Fortunat Strowski, membre de
l'Académie des Sciences morales et politiques,
et délégué de "Paris-Midi"**

L'importance des larges courants intellectuels dans la Presse Française s'explique historiquement.

En effet, la Presse Française s'est constituée sous sa forme moderne dans la première moitié du XIX^e siècle. Or, à cette époque, les moyens d'information étaient encore trop pauvres pour qu'une Presse se fondât uniquement sur l'information et sur la discussion des nouvelles du jour. Elle devait recourir aux discussions d'idées, et elle était ainsi appelée à collaborer avec les courants intellectuels qui traversaient le pays. A son origine, elle s'est trouvée nécessairement annexée aux conflits de doctrines et aux luttes politiques. Le journal fut d'abord une tribune politique.

La Presse dite de grande information consacrée à la relation objective (en apparence au moins) des événements ne date guère en France que d'une trentaine d'années. Au surplus il existait en France et singulièrement depuis le XVIII^e siècle une longue tradition de littérature politique.

Il suffit après Bossuet de citer Montesquieu, Diderot et les Encyclopédistes, Benjamin Constant, Joseph de Maistre et Bonald, Veuillot, Michelet, Prévost-Paradol, Taine, Renan lui-même.

Chateaubriand rêva de conduire la France; et Lamartine fut l'un des chefs les plus généreux du Gouvernement Provisoire après la Révolution de 1848.

Il était fatal que nos écrivains politiques fussent à l'origine les modèles, les animateurs, les maîtres de la presse.

Enfin le goût de la morale est une des caractéristiques de l'esprit français. Nous ne consentons que rarement à considérer l'événement en lui-même. Le tour de notre esprit, ce besoin de rapporter le fait à une règle et de le juger du point de vue moral, devait se retrouver dans le journal.

I

Aussi la Presse Française reflète-t-elle assez bien l'ensemble des positions intellectuelles où

nous sommes engagés. Une classification stricte de ces diverses positions appellerait sans doute bien des réserves, car souvent il y a empiètement des uns sur les autres. Parfois, au pur point de vue de la logique, il y a des incohérences certaines.

Cependant on pourrait les répartir en cinq groupes principaux que nous tenterons de rattacher aux doctrines qui en forment le substratum idéologique.

II

C'est dans les journaux d'extrême gauche et d'extrême droite que l'on trouvera les positions doctrinales les mieux précisées.

A l'extrême droite M. Charles Maurras et le groupe de l'*Action Française* se recommandent de la philosophie et plus encore de la méthode d'Auguste Comte.

M. Charles Maurras a cherché à résumer la vue qu'il a prise du comtisme, dans sa formule célèbre sur "l'empirisme organisateur". Le monde, ou plus exactement la France (car il ne donne son système comme valable que pour elle) lui apparaît comme reposant sur un certain nombre de réalités matérielles et spirituelles. C'est sur ces réalités qu'il convient de construire. Toute autre méthode n'est qu'erreur et n'aboutit qu'à des nuées.

Son système s'achève en une série de hiérarchies qui toutes aboutissent à l'État. C'est au bien de l'État que toutes les activités sont soumises; c'est vers ce bien qu'elles doivent converger. Les individus se groupent dans la communauté.

Ces idées, que M. Charles Maurras, le chef incontesté du parti, a dégagées depuis longtemps à la suite de sa célèbre "Enquête sur la monarchie", et qu'il n'a cessé de défendre à l'aide d'une dialectique ardente et infatigable, forment la doctrine de son quotidien *l'Action Française* et de la *Revue Universelle* dont l'emprise sur la jeunesse universitaire est importante.

La presse d'extrême gauche est représentée en France surtout par deux journaux d'un tirage important, *l'Humanité* et *le Populaire*.

Ces deux quotidiens sont largement répandus dans les masses ouvrières. Jusqu'à ces derniers jours, ils étaient en opposition extrêmement vive comme d'ailleurs les deux formes jumelles du socialisme qu'ils défendent.

L'Humanité créée par Jaurès après la fondation du parti socialiste unifié ou pour mieux dire après la fusion des différentes tendances socialistes, est devenue l'organe du parti communiste, à la suite de la scission du Congrès de Tours, peu après la guerre. *L'Humanité* prétend représenter le marxisme orthodoxe. Il est plus exact de dire

qu'elle représente la forme qu'a prise le marxisme dans sa réalisation pratique en Russie soviétique.

Aussi a-t-elle reflété très exactement l'évolution de l'expérience russe avec Lénine et Trotsky d'abord, puis avec Staline. De même que les inspirateurs du communisme russe, ce journal est resté fidèle à l'esprit marxiste et à son matérialisme.

Le communisme a senti qu'il lui était nécessaire de remplacer les religions qu'il prétendait bannir, par des mystiques nouvelles. Sous nos yeux, patiemment, il s'efforce de construire ces mystiques, mais cet effort n'est encore qu'à ses débuts, aussi est-il difficile de l'analyser. Cependant il apparaît qu'on demandera à l'homme de s'absorber dans la masse, de se ressentir d'abord en tant qu'appartenant à une collectivité dont les nécessités et les exigences primeront celles de l'individu. L'individu devra puiser dans ces exigences les ressources spirituelles et morales qu'il demandait jusqu'ici à la Religion.

La fin de l'homme n'est plus en lui-même dans sa perfection terrestre ou céleste, mais dans le Bien de la collectivité.

III

Les positions idéologiques des journaux du centre et de la gauche sont plus difficiles à définir.

Ces journaux à l'image de la masse de leurs lecteurs sont accessibles à des influences intellectuelles extrêmement diverses.

Au surplus il y a, entre journaux, des compénétrations incessantes.

Le *Temps*, qui est l'un des plus anciens de ces journaux, est resté aussi l'un des plus importants quant à l'influence qu'il exerce sur l'opinion publique et sur toutes les formes de la vie intellectuelle.

Il représente assez bien l'opinion des autorités sociales du pays.

C'est dans le domaine économique que sa position est la plus précise. Il est resté jusqu'à maintenant le défenseur du libéralisme économique.

Non seulement il s'est élevé contre l'expérience communiste, mais il a toujours marqué une défiance profonde envers des doctrines moins brutales comme celle de l'Économie dirigée. Ainsi dans le domaine économique il se réclame de l'individualisme et de lui seul.

Dans les domaines politiques et sociaux, sa position doctrinale est infiniment moins rigide. Il y fait volontiers place aux groupes sociaux, aux autorités, ou si l'on veut aux "notables".

L'*Écho de Paris* appartient à la fois à la Presse d'idées et à la Presse de grande information; il représente assez bien les conceptions intellectu-

elles et politiques de ce que nous appelions plus haut les autorités sociales: bourgeoisie, chefs d'industrie, grands propriétaires fonciers. C'est à l'expérience et à la sagesse de ces autorités qu'il fait le plus souvent appel pour diriger les destinées économiques et politiques du pays.

La Presse de gauche ne dispose pas d'organes aussi importants; elle comprend un assez grand nombre de quotidiens d'un tirage assez limité. Ils ne se distinguent entre eux que par des nuances. Ces journaux sont, dans les domaines spirituel et intellectuel, les défenseurs de l'individu dans lequel ils veulent voir le moyen de tous les progrès.

Économiquement, au contraire, leur position est moins nette. Ce sont ces journaux qui, influencés sans doute par le socialisme, se sont faits en France les champions des idées d'intervention de l'État dans l'Économie. Presque tous sont gagnés aux idées d'Économie dirigée et c'est dans leurs colonnes que les efforts du Président Roosevelt ont trouvé l'accueil le plus sympathique.

Au point de vue de la stricte logique on voit immédiatement ce qu'il y a d'un peu contradictoire dans cette double position.

La Presse catholique est représentée en France par la *Croix* ou plus exactement par les *Croix*,

qui ont de très nombreux lecteurs et très fidèles. Leur doctrine est connue puisqu'elle a sa source dans les encycliques papales. Les *Croix* représentent donc l'idée catholique au plein sens du mot, c'est à cette lumière qu'elles jugent les conflits de forces nouvelles que la civilisation moderne met chaque jour à notre disposition.

IV

Enfin la grande Presse d'information elle-même, qui est arrivée en très peu d'années à un haut degré de perfection, *le Petit Parisien*, *Paris-Midi* et *Paris-Soir*, ces deux frères, *le Matin*, *l'Intransigeant*, etc. . . ne restent pas en dehors de la pensée ou plutôt de la sagesse française; ils en sont peut-être les meilleurs serviteurs.

L'informateur ne s'y contente pas de relater le fait brut; il l'éclaire, il l'explique en très peu de mots; naturellement il le classe; il le rend intellectuel et moral pour le rendre assimilable à la mentalité française. Il évite les formules sensationnelles et plus ou moins exactes, qui peuvent troubler l'opinion et la laisser ou trop violemment excitée ou trop profondément désemparée.

Il enseigne par là ou plutôt il inculque des habitudes intellectuelles ou morales.

Or il les choisit conformes à la vieille tradition de la sagesse française: sang-froid, maîtrise de soi, équilibre, clairvoyance, un peu de stoïcisme, un peu de bonne humeur, un peu d'humanisme, beaucoup d'humanité.

Tout cela se raccorde à la lignée des Montaigne, des S. François de Sales, des Pascal, des La Rochefoucauld, des La Bruyère, des Montesquieu.

Si la France a traversé sans affolement, depuis 1914, des crises souvent aiguës, si elle s'en est tirée sans révolutions ni violences, elle le doit en grande partie à la Presse d'Information.

Dans cette trop courte revue, je m'excuse d'avoir laissé de côté certains grands journaux comme le *Figaro*, le *Journal*, *Comœdia*; leur importance est plus grande pour la vie sociale et mondaine, pour la littérature, pour les arts, pour le théâtre que pour le mouvement des idées et des doctrines.

En somme, la Presse française dont nous avons essayé de tracer plus haut un bref schéma, nous paraît refléter dans ses tendances si diverses les propositions qui sont faites avec une certaine urgence à nos générations.

Notre monde est forcé de choisir entre conceptions collectivistes qui veulent soumettre l'homme aux exigences et aux nécessités de la "collectivité" et les conceptions individualistes qui

organisent la société, selon les fins temporelles et spirituelles de la "personne" humaine.

C'est ce conflit, cette question posée avec insistance qui nous paraît faire la vie profonde de la Presse Française contemporaine.



LES RELATIONS DE LA PRESSE CANADIENNE ET DE LA PRESSE FRANÇAISE

Rapport présenté par M. Olivar Asselin, directeur de "l'Ordre", Montréal, au congrès de la presse de langue française, à Québec

Abstraction faite des revues et périodiques qui ne sont pas nombreux, et des bulletins religieux qui ne sont pas en aussi grand nombre qu'on pourrait croire, la presse canadienne d'expression française comprend exactement onze journaux quotidiens et une quarantaine d'hebdomadaires, et même ces journaux diffèrent énormément entre eux de ton et de tirage. Messieurs de la presse française, c'est ce modeste groupement, pris actuellement entre une ambition de croissance bien naturelle et le danger de décliner, qui vous accueille à Québec à l'occasion des fêtes du Quatrième Centenaire du Canada, vous les représentants d'une des plus grandes forces d'opinion du monde. Qu'il soit en effet bien com-

pris, et dès le début, que si j'ai accepté avec plaisir d'un comité bénévole et de circonstance—présidé, il est vrai, par le président général du syndicat d'information dit de la "Canadian Press", l'aimable directeur du *Soleil*, M. Gagnon—l'invitation de vous entretenir de nos relations mutuelles, je n'ai point mandat de parler au nom des journaux anglo-canadiens, dix fois plus nombreux que ceux du groupe d'expression française. Et je n'en ai d'ailleurs pas le goût, l'expérience m'ayant depuis longtemps convaincu que rien de ce que je pourrais dire sur les relations de nos deux presses ne saurait intéresser nos confrères anglais. Avec votre permission, j'envisagerai cette réunion comme une affaire de famille, où il ne saurait être question que d'intérêts intellectuels et professionnels proprement français. Quand donc il m'arrivera de parler de la presse canadienne, vous voudrez bien, à moins d'indication contraire, entendre la presse de langue française.

* * *

Les relations franco-canadiennes en matière de presse tendent à s'activer. Elles n'en restent pas moins inorganisées, individuelles, insuffisantes ou intermittentes. Les choses canadiennes ne sauraient intéresser le public français qu'en autant qu'elles présentent en soi, pour

l'étranger, en particulier pour la France, quelque intérêt politique ou intellectuel. Dans l'ordre politique, nous ne comptons pas pour grand'chose, malgré les illusions de nos ministres, lesquels, comme leurs collègues de langue anglaise, vont à Genève surtout pour y débiter, plus ou moins consciemment, des boniments composés à Londres à leur intention. Dans l'ordre intellectuel, n'allons pas nous "frapper" de ce que nous avons accompli jusqu'ici : les livres les plus intéressants sur le Canada français ont été écrits par des Français ; les provinciaux que nous sommes ne sauraient se vanter de connaître à fond ni le Canada—surtout le Canada anglais—ni la France. Pour répéter un mot qui a eu un succès un peu équivalent au succès de maternité de la maman Dionne (cinq fillettes jumelles) : "Ce que nous avons fait depuis 1760 ? — Nous avons vécu." Mais les peuples qui se contentent de vivre, surtout ceux qui vivent principalement par la force de leur natalité, ne sont pas, si l'on peut dire, photogéniques, et quand un romancier comme Louis Hémon les a peints en 200 pages, la presse a peu d'occasions de s'occuper d'eux. Quand la presse française a noté que M. Dandurand a la barbe en pointe, que M. Lemieux a la phrase fleurie et le geste noble, que M. Lapointe a l'accent normand, que M^{re} Camille Roy pratique surtout, en critique littéraire, un prudent

bénissage, que pourrait-elle ajouter pour notre gloire? Nous ne pouvons certes pas demander à nos confrères français de publier par tranches *l'Histoire du Canada sous l'Union* ni même un ouvrage d'une bien autre valeur: *la Naissance d'une race*. . . Nos peuples respectifs sont maintenant trop éloignés l'un de l'autre, nos réactions devant les événements, trop différentes. Le Français a bien évolué depuis 1760; il sait toujours se faire tuer (un million et demi dans une seule guerre!), mais l'idéologie démocratique a atteint chez lui un degré inquiétant. De notre côté, le mot célèbre: "Nous sommes des Anglais parlant le français", devrait peut-être se changer en "Américains parlant de moins en moins le français". Il se vend au Canada plus de périodiques et de journaux français qu'autrefois, parce que nous sommes infiniment plus nombreux et en général beaucoup moins illettrés. Demandons-nous seulement, d'après l'expérience constante des journaux canadiens à prétentions de correction linguistique et grammaticale, si le vocabulaire des meilleurs journalistes français d'aujourd'hui — je ne parle pas des simples amuseurs — est entendu de beaucoup de Canadiens-Français. . . Au point de vue linguistique comme au point de vue religieux et moral, le journal canadien qui voudra reproduire abondamment la presse française devra trier ses reproductions

avec soin: il est tels articles d'économie ou de politique courante que seule une petite élite comprendra. Il n'en saurait d'ailleurs être autrement, quand, pour la plupart d'entre nous, le vocabulaire français s'arrête littéralement à 1760, et que d'autre part il n'y a guère plus d'un quart de siècle que le Français s'intéresse de nouveau aux choses d'avant la Révolution.

* * *

Un contact plus étroit avec le Canada serait plus utile à la presse française:

POUR SON INFORMATION.—Je n'entends pas forcément par là l'information de chaque jour: songeons seulement à celle que tout journaliste doit porter dans son esprit ou avoir sous la main pour se faire à l'occasion une opinion sur les événements. Entendons surtout celle qui sert à donner une idée exacte des institutions et de l'esprit d'un peuple. Le journal français ne saurait traiter des affaires de notre pays d'une manière congrue, sauf par hasard et très rarement, s'il ne connaît pas: la différence, à tous égards énorme, à établir entre le Canada français et le Canada anglais, entre la Confédération et les provinces, en particulier ce Québec que trop de Français confondent avec le pays; la disposition et

l'étendue géographique du pays et la faible densité de sa population; le partage du pouvoir politique entre le gouvernement central et les gouvernements locaux; la lutte du particularisme français contre les tendances généralement envahissantes et assimilatrices de la majorité; le caractère religieux de ce particularisme; les relations de la Confédération ou, comme vous dites, du Dominion, avec la métropole (en passant, la plupart d'entre vous connaissent assez le latin pour savoir que ce mot de *dominion* auquel l'Angleterre voudrait attacher et auquel vous attachez ordinairement vous-même une idée de souveraineté veut dire *possession*); la nature de nos relations économiques avec les États-Unis d'une part et l'Angleterre d'autre part. Quand nous lisons dans un journal français que le Canada ne saurait, en droit constitutionnel, fermer ses portes à l'immigration anglaise, cela nous fait de la peine... pour vous. Quand M. Léon Daudet écrit que l'Angleterre est empêchée par ses "dominions" de prendre des engagements en matière internationale, cela, pardonnez-moi l'expression, nous met littéralement en "rogne". Nous avons assez souvent parlé sottement de votre pays, que nous pouvons bien constater ici que vos principaux journaux d'information ou d'opinion ne parlent pas toujours sensément du nôtre.

POUR SA DIFFUSION À ELLE ET CELLE DE LA CULTURE FRANÇAISE.—Exception faite des périodiques littéraires ou politiques qui ont en France une si grande vogue et qui se vendent à Montréal et à Québec par centaines d'exemplaires, et de certaines revues qui à cause de leur caractère conservateur et de leur tenue littéraire eurent toujours au Canada un nombre relativement considérable d'abonnés, les journaux de France les plus réputés comptent à peine quelques douzaines de lecteurs parmi les Canadiens qui s'intéressent aux affaires du monde en général, des pays français en particulier. Même cette faveur si relative du public canadien, ils ne la doivent pas à l'intérêt qu'ils portent aux choses de notre pays, qui en général les laissent indifférents ou qu'ils n'envisagent qu'à un point de vue trop général pour intéresser les Franco-Canadiens. Il est à prévoir que le jour où on y trouverait de temps en temps quelque article bien tourné sur la vie canadienne, le public canadien aussi bien que le public français prendrait goût à cette lecture et la diffusion du journal en profiterait.

POUR LA DÉFENSE POLITIQUE DE LA FRANCE EN NOTRE PAYS.—Et n'entendons pas par là que vous auriez chance de nous intéresser aux querelles des partis français, même si vous le vou-

liez: pour de multiples raisons, cela vous serait impossible. Mais la lecture de nos principaux journaux de langue anglaise pendant huit jours vous ferait voir à quel point les événements politiques d'Europe se déforment quelquefois en passant par les agences d'information anglaises ou américaines. Ce point de vue vous intéresse. Il n'intéresse pas moins votre gouvernement. Entende qui voudra.

* * * *

A la presse canadienne également, un contact plus étroit avec la France serait utile.

POUR SON INFORMATION, qu'il lui faut présentement demander aux seules agences anglo-saxonnes, elles-mêmes, avec la meilleure volonté du monde, souvent trompées par des correspondants pas trop bien renseignés ou pas trop indépendants des gouvernements.

POUR SA FORMATION LINGUISTIQUE, GRAMMATICALE ET LITTÉRAIRE.—Sujet délicat, que je n'aborde qu'en tremblant et pour le quitter aussitôt, vous laissant à vous-même le soin de juger en toute modestie, à la langue usuelle de nos journaux et, hélas! de nos "parleurs inconnus" comme je crois que vous appelez les bonimen-

teurs de la radio, combien nous aurions besoin d'aller à votre école. Un journaliste français s'est jadis fait houspiller, pour avoir dit qu'il n'avait pu se faire entendre des téléphonistes canadiennes en français. Quand vous aurez lu nos journaux, craignez de dire qu'ils ne sont pas toujours écrits en français d'un bout à l'autre, mais prenez, oh! prenez la résolution d'éclairer par l'exemple les malheureux qui les rédigent. Au besoin, et dans notre intérêt commun, renoncez pour toujours à adopter des mots anglais comme ont fait de tout temps vos pères, *nos pères*, car c'est là l'excuse ordinaire de ceux d'entre nous qui prétendent ne recevoir de vous que de mauvais exemples: bornez vos adoptions linguistiques aux mots italiens, espagnols, russes, arabes ou palestiniens. Ou si vous avez des faiblesses pour l'anglais, écrivez tout de suite, de grâce, comme Marcel Boulenger, *coquetel*, et comme je ne sais plus qui, *interviou*, non pas *interviewe*, car, en anglais, le *w* final ne se prononce pas.

POUR SON ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE.—

A lire ce qui se passe hors de son pays, et sans verser dans l'erreur doctrinale, toujours redoutée chez nous, on s'élargit forcément l'esprit. Vous aurez d'autant plus d'empire sur notre peuple,

par l'entremise de nos journaux, que vous saurez suivre la ligne traditionnelle, les normes historiques, de l'esprit français. L'illustre Lyautey, catholique pratiquant, a osé constater avec satisfaction que le Français est catholique et anticlérical. Je n'irais pas jusqu'à dire que le Canadien est peu catholique et très cléricale, mais la lecture de certains journaux français nous aiderait peut-être à devenir plus catholiques au vrai sens et moins cléricaux au mauvais sens du terme. Sujet délicat, délicat, délicat, qu'il ne faut pas approcher dans un esprit d'anticléricalisme homaisien, mais seulement dans l'idée que le laïque catholique a lui aussi sa place au soleil. Glissons...

* * *

Le contact entre nos deux presses peut s'envisager au triple point de vue des relations individuelles, des relations de journal à journal, ou des relations à établir entre groupes ou syndicats.

L'amélioration et l'extension des relations individuelles sont d'une nécessité qui saute aux yeux. Plusieurs journalistes français ont déjà visité le Canada. Un des premiers et des plus illustres fut Alphonse Allais. Un autre fut Gaston Deschamps, qui se fit dans le *Temps* et dans d'autres organes, sur la fin de sa vie, le reporter, si l'on peut dire, de toutes les fêtes officielles de

l'amitié franco-canadienne à Paris. (Il parlait de "Mossieur Laurier" avec une véritable vénération.) Sauf erreur, un monsieur Demay, qui a pris une part active à la fondation de votre *Quotidien* (car nous aussi nous en avons un) avait habité notre pays. Qui ne connaît par leurs écrits Constantin-Weyer, Philippe Barrès et ce Rouletabille observateur et méthodique, Victor Forbin? Un de vos collègues les plus illustres, M. Lucien Romier, honorait tout récemment d'un cours public l'École montréalaise des hautes études commerciales. M. André Siegfried est une autorité sur notre pays. Parmi ceux d'entre vous, absents ou présents, qui cumulent les titres glorieux d'écrivains et de journalistes, il me suffira de mentionner MM. Strowski et Gabriel Louis-Jaray. Mais ce sont là des exceptions. De ceux qui s'intéressent au Canada au point d'en écrire, la plupart n'ont jamais vu notre pays. De notre côté, à peu près même ignorance, sauf que moins formés aux disciplines de l'esprit nous ne saurions après un séjour de quelques semaines en France prendre de votre pays une vue aussi juste, aussi compréhensive, que celle que MM. Siegfried et Romier ont prise du Canada dans des circonstances semblables. Depuis quelque vingt-cinq ans, l'Université de Montréal — je précise de Montréal, car celle de Québec, désireuse de garder notre jeunesse

contre les mauvaises doctrines, n'encourage guère que les études médicales ou musicales — l'Université de Montréal, dis-je, envoie à l'École des Sciences sociales et politiques, grâce à des bourses du gouvernement de Québec, des jeunes gens dont quelques-uns commencent à être recherchés par le journalisme. D'autres jeunes gens, également promis pour un certain nombre à notre glorieuse profession, vont à leurs frais à Paris suivre entre autres enseignements ceux de la Faculté des Lettres et de l'École de Droit. Le journal que je dirige — pour combien de temps je ne le saurais dire — s'honore de compter parmi ses rédacteurs un élève de votre École de journalisme, M. Georges Langlois, un élève de votre École de Droit, M. Jean-Marie Nadeau, un élève des cours de philologie de M. Ferdinand Brunot, M. Boucher. L'utilisation de ces compétences acquises en France est encore assez rare, cependant, soit que les journaux ne s'en puissent pas toujours payer le luxe (qui ne coûte pourtant pas très cher), soit que le sens du journalisme ne s'allie pas toujours avec certaines connaissances essentielles à l'exercice de cette profession, soit enfin que les éditeurs ne voient pas tous, et c'est bien humain, l'avantage matériel de préférer un ancien "Sciences Po" au reporter qui sait relater avec feu, c'est le cas de le dire, mais pas forcément en lan-

gues de feu, un bel exploit de sapeurs-pompiers ou, comme ils disent invariablement, de la "brigade des pompiers", quand ce n'est pas tout simplement de "la brigade". On peut dire que la moitié environ de nos rédacteurs proprement dits ont étudié en France ou fait en France des voyages d'études ou d'agrément, mais que souvent ceux qui n'y ont fait que passer en sont revenus avec les préventions religieuses, morales ou politiques qu'ils avaient contre elle au départ et qu'une observation plus attentive n'eût pas manqué de dissiper. Les journaux canadiens foncièrement gallophobes sont rares: je ne suis pas sûr qu'en cherchant bien on n'en saurait découvrir un ou deux. De même, du côté français, tous les journalistes n'ont pas disparu qui entre la poire et le fromage vous parlent encore du "Canada, pays de curés", ce qui à leurs yeux est bien la suprême injure. De part et d'autre, une connaissance plus complète de l'autre France n'aurait pas invariablement pour effet d'accorder en tout nos manières de voir, mais elle nous pénétrerait d'une estime mutuelle qui ne saurait que profiter aux relations professionnelles et culturelles de nos deux pays. Comme exemple de ce que peut, pour le rapprochement intellectuel des deux peuples, un seul journaliste ou publiciste décidé à servir cette cause et compétent à la servir, rappelons seulement le cas d'Edmond

de Nevers. Cet élève du collège de Nicolet, entré aux environs de 1890, à la suite d'un voyage de quatre années à travers l'Europe, comme traducteur à l'Agence Havas où il lui fallut pendant plusieurs mois, selon son expression, "potasser" le français, écrivait vers 1895 un livre aujourd'hui très rare, *l'Avenir du peuple canadien-français*, où il faisait part à ses compatriotes de ce qu'il avait vu en France: le peuple élevé à un niveau supérieur de civilisation par l'enseignement des beaux-arts, l'établissement de musées, etc. Quelques années plus tard la Province de Québec, sur l'initiative d'un jeune ministre plus cultivé que la moyenne, M. Athanase David, fondait sa première École des Beaux-Arts. A condition d'avoir assez de personnalité pour résister à la dénationalisation tout en se cultivant, les journalistes canadiens les mieux doués retireraient personnellement un profit énorme de quelques années de service, mettons d'apprentissage, dans la presse française. Bien entendu, le journaliste français qui voudrait venir étudier le Canada sur place tout en y gagnant sa vie devrait faire lui aussi l'effort d'adaptation nécessaire, mais sans renoncer en rien à sa personnalité. Il est tel quotidien de Montréal qui n'aura eu pendant vingt-cinq ans que des Français comme rédacteur en chef. Tel autre — la *Presse*, aujourd'hui le plus répandu de nos quotidiens — a eu pour rédacteur en chef

d'abord M. Blumhardt, un Français, ensuite M. Helbronner, un autre Français. A l'Ordre (celui de Montréal), la rubrique de la politique étrangère est tenue par un Français, M. Bowman, qui, soit dit en passant, ne se laisse bourrer le crâne ni par les agences de presse anglo-saxonnes ni par les tenants attardés du briandisme. La plupart de nos journaux quotidiens ont des correspondants en France. C'est vous dire que, malgré le sentiment indigéniste qui prévaut — on devrait dire: qui sévit — dans certains journaux, le journaliste français sympathique et débrouillard peut encore se faire une place dans la presse canadienne. De plus en plus, cependant, c'est pour nous question de budget.

* * *

Dans l'état actuel des choses, les relations collectives se conçoivent difficilement: j'ai ouï dire que les tentatives d'expansion faites par Havas au Canada n'ont pas donné des résultats très heureux. Il existe des groupements professionnels dans la presse de France, en attendant la création d'un Ordre professionnel sous l'autorité de l'État, réclamée aujourd'hui par plusieurs. Chez nous, c'est du haut en bas de la profession l'individualisme, le chacun-pour-soi, et les quelques tentatives d'organisation qui ont eu lieu

n'ont eu en vue que la sécurité de l'emploi et la protection des appointements; à telle enseigne, que les embryons de syndicats journalistiques qui sont nés jusqu'ici s'affiliaient à l'Union typographique des États-Unis, dite Internationale.

L'intervention du principal syndicat français de journalistes professionnels pourrait peut-être, avec le concours de quelques Canadiens comme MM. Gagnon et Pelletier (puisque c'est surtout à eux que nous devons ce premier congrès), nous valoir :

1° L'engagement de quelques Canadiens — oh! nous ne serions pas exigeants quant au nombre — dans la presse française, et quelques échanges de rédacteurs avec péréquation d'appointements;

2° La tenue plus fréquente de congrès comme celui-ci, avec des programmes de travaux arrêtés longtemps d'avance;

3° La réduction des droits de reproduction ordinaires en faveur de la presse canadienne;

4° L'échange, entre journaux et agences, du droit de reproduction des illustrations, dessins, vignettes, clichés et matrices. Service qui pourrait faire pénétrer le goût français dans nos journaux, aujourd'hui envahis et abêtis par le goût américain. Des pages d'illustrations comme celles de *Havre-Éclair*, de la *Nation Belge* (la Belgique française est intéressée à tous ces arran-

gements), de *l'Excelsior*, pourraient se reproduire en grande partie ou s'adapter, dans les journaux canadiens;

5° De journal à journal ou de syndicat à syndicat, ou même de particuliers à syndicat, échange d'informations particulières, de renseignements confidentiels, d'opinions et de points de vue;

6° Le service d'échange des journaux français, parfois difficile à obtenir. (Au besoin, faire intervenir en cette matière, s'il y a lieu, les comités de propagande intellectuelle ou même politique);

7° Échange de correspondants aux appointements d'usage, et, de part et d'autre, élimination des journalistes amateurs. Choix de ces correspondants parmi les journalistes de chaque pays pratiquant leur profession dans l'autre pays;

8° Échange de services entre les agences d'informations des deux pays. A défaut d'arrangements mutuels, service d'Havas à la presse canadienne, grâce à une subvention que la presse française nous aiderait à obtenir de l'État français, au titre des intérêts intellectuels;

9° Multiplication au Canada, par les journaux français, des enquêtes, des grands reportages, que nous pourrions utiliser pour la double raison que ce genre est encore inconnu chez nous et que l'étranger voit quelquefois mieux que nous-mêmes ce qui se passe chez nous. Il est,

par exemple, tel livre sur les États-Unis, sur la Chine, qu'un Américain, qu'un Chinois, n'aurait pu écrire.

* * *

Et nous voici au bout de nos suggestions... Elles sont nombreuses, pas toute de même importance, pas toutes également réalisables. Mais quoi que vous en pensiez, soyons sûrs qu'elles ne se réaliseront que si nous faisons de part et d'autre l'effort de compréhension nécessaire. Les événements de ces dernières années doivent nous avoir convaincu de l'infériorité culturelle et morale de certaines civilisations que le Français, né jobard en France comme au Canada, regardait sottement comme supérieures. Le Canadien-Français tient à ses traditions de culture française parce que, malgré la déformation, disons le mot, la dégénérescence, qu'il a subie au contact des civilisations anglaise et yankie, c'est encore cette culture qui lui conviendra le mieux s'il ne s'y montre délibérément réfractaire. Nous pouvons, confrères de France, travailler de part et d'autre au triomphe de la civilisation française en nous rendant compte notamment, — car cette question est de toute première importance, — nous, qu'on peut être bon Français sous diverses étiquettes religieuses; vous, que le fait d'être catholique, même fanatiquement catholique,

n'empêche pas d'être bon Français. Au cours du bref voyage que vous faites en ce moment, efforcez-vous de tout observer objectivement; ne vous attachez pas trop à vos idées préconçues sur notre langue, sur notre accent, sur notre amour des institutions britanniques, sur notre foi religieuse, sur notre prolificité. Étudiez par vous-mêmes les désastreux effets de la civilisation américaine sur nos mœurs, de l'anglais sur notre langue, notre esprit. Ce que vous n'aimez pas chez-nous, cherchez-en la cause dans les circonstances plutôt que dans notre volonté. Surtout, ne faites pas comme Orion, de l'*Action Française*, qui parlant d'un livre de votre concitoyen et contemporain Gaillard de Champris, ancien secrétaire particulier et collaborateur de Paul Bourget, livre écrit et, je crois, édité à Québec, notait avec bonheur avec quelle fidélité l'auteur — un Canadien, croyait-il — avait, selon la formule sacramentelle, conservé la bonne vieille langue du 16^e et du 17^e siècle. Ne nous flattez pas: nous commençons à préférer la vérité aux mensongères flatteries des cabotins. Par votre sens critique, votre goût de la vérité, aidez-nous à faire triompher la seule manière que nous ayons de rester des civilisés: rester Français.



LES PROGRÈS EFFECTUÉS DANS L'IN-
FORMATION DE LA PRESSE FRAN-
ÇAISE DANS SES RELATIONS
AVEC L'ÉTRANGER ET NO-
TAMMENT AVEC L'AMÉ-
RIQUE DU NORD

**Rapport présenté par M. Charles Houssaye, vice-président
du conseil d'administration de l'AGENCE HAVAS,
au Congrès de la presse de langue française
à Québec**

Si nous en croyons les mémoires de la Comtesse de Boigne, un jour de 1821, Lord Castlereagh, premier ministre d'Angleterre, pénétrant auprès de son souverain George IV, lui disait :

—Sire, je viens annoncer à Votre Majesté la mort de son ennemi mortel.

—Elle est morte ? s'écria le Roi.

A quoi Lord Castlereagh de répondre :

—Non, Sire, il ne s'agit pas de sa gracieuse majesté la Reine, mais du général Bonaparte.

Celui-ci était mort, en effet, le 5 mai 1821, à Sainte-Hélène, et la nouvelle venait seulement d'en arriver à Londres, d'où elle devait se répandre dans le monde entier, en ce matin du 4 juillet 1821, soit deux mois plus tard.

Le 25 novembre dernier avait lieu à Sainte-Hélène, l'inauguration du musée Napoléon. Quelques minutes plus tard l'*Agence Havas* en recevait le récit et le publiait dans l'une de ses feuilles.

Soixante et un jours d'un côté, quelques minutes de l'autre, tout ce progrès réalisé en 113 ans.

* * *

Des anecdotes de ce genre pourraient être citées à l'infini, mais le merveilleux est entré dans la réalité et c'est tout juste si nous prêtons encore quelque attention aux plus hauts faits de la science. Faisons plutôt un peu d'histoire.

Eugène Hatin, dont la *Bibliographie de la Presse Périodique française* est pour les chercheurs une mine inépuisable, nous y aidera.

L'information est aujourd'hui à la base même de la vie. Le journal est devenu notre nourriture spirituelle comme le pain est notre nourriture corporelle. Mais ce besoin n'est point nouveau. Il s'est fait sentir en effet aux époques les plus reculées. Les peuples de l'antiquité durent

avoir quelque chose faisant l'office du journal. Les Égyptiens avaient les papyrus. Les Grecs avaient les Éphémérides. Rome pendant plusieurs siècles eut les Annales des Pontifes. Puis vinrent les "Acta Diurna" qui donnèrent place aux moindres détails qui étaient de nature à inspirer quelque intérêt. Tibère et Domitien surveillaient avec soin les publications qui tenaient lieu de journaux pour qu'il n'y parût rien de contraire à leurs vues ou à leur domination. Commode, au contraire, prenait un insolent plaisir à faire raconter à Rome toutes ses cruautés et toutes ses infamies.

Il s'agissait évidemment de publications manuscrites. Les citoyens riches avaient des esclaves dont l'occupation était de les copier. Tacite nous apprend qu'on les envoyait dans les provinces et jusque dans les armées.

César également nous documente : les Gaulois étaient, dit-il, très avides de nouvelles. Ils couraient après les voyageurs et les forçaient de s'arrêter pour leur apprendre ce qu'ils savaient de nouveau. Les siècles ont passé : notre curiosité a demeuré. Mais plus besoin de courir. Chaque matin au réveil le journal vient la satisfaire.

La trace du journal nous échappe durant tout le Moyen âge.

Cependant le besoin de nouvelles fut surexcité

par les guerres civiles, par les guerres religieuses surtout. Les grands personnages avaient à leurs gages des coureurs de nouvelles chargés de les tenir au courant des bruits de la ville.

Dans un compte manuscrit des recettes et dépenses du Duc de Mazarin on lit cette mention : "Au sieur Portail, pour les nouvelles qu'il fournit toutes les semaines par ordre de Monseigneur et pour 5 mois, à 10 livres par mois, 50 livres".

En France, la dénomination de "journal" fut d'abord réservée aux recueils littéraires et scientifiques, par opposition à celle de "Gazette" appliquée aux feuilles contenant des nouvelles. Par analogie, on donnait le nom de journalistes aux rédacteurs de recueils littéraires et celui de Gazetiers aux rédacteurs de feuilles politiques.

L'Académie dans la quatrième édition de son *Dictionnaire* (1762) définit ainsi le mot Journal : "Relation jour par jour de ce qui se passe ou s'est passé en quelque pays, en quelque endroit, en quelque affaire."

Le journal n'est déjà plus simplement littéraire. L'information franchit les frontières. Elle provient de tous pays.

Au surplus, elle en provient depuis longtemps, car si l'on admet l'authenticité,—à laquelle il est vrai certains hésitent à croire,—d'une pièce de vers qui faisait partie au siècle dernier de la

collection de Viollet-le-Duc, dès 1609, la Gazette a pris le caractère d'une feuille de nouvelles:

La Gazette en ces vers
Contente les cervelles,
Car de tout l'univers
Elle reçoit des nouvelles.
La Gazette a mille courriers
Qui logent partout sans fourriers.

L'image est saisissante et ces mille courriers, à cheval sans doute, que l'on voit au loin se profiler, donnent déjà l'idée de la rapidité.

Suivant une tradition à peu près unanime, le journal moderne serait né à Venise. Voltaire, dans "l'Encyclopédie méthodique", l'affirme en ces termes au mot "Gazette": "Relation des Affaires publiques. Ce fut au commencement du XVII^e siècle que cet usage fut inventé à Venise."

D'autres écrivains placent la naissance du journal au XVI^e siècle et précisent que ce serait en 1536 qu'aurait paru le premier journal moderne. Ils indiquent également que ce serait à Venise.

Le besoin d'information donna naissance aux "Nouvelles à la main" qui n'étaient autre chose que des Gazettes manuscrites qui ne disparurent pas devant les Gazettes imprimées, car elles étaient beaucoup plus libres et plus complètes. Des abus se produisirent, qui durent être réprimés par des arrêts... qui ne furent guère exécutés.

La plus célèbre des manufactures de bulletins du XVIII^e siècle était le salon de Madame Doublet de Persan qui tenait à Paris ce que l'on appelait un "bureau d'esprit", c'est-à-dire qu'elle réunissait chez elle des gens de lettres. Rendons hommage en passant à ces derniers!

C'est seulement, semble-t-il, au commencement du XVII^e siècle, 150 ans après l'invention de l'imprimerie, qu'on rencontre les premières traces des journaux imprimés. La priorité reviendrait à la Belgique (1605), mais l'Allemagne (1618), l'Angleterre (1622) y auraient peut-être quelque droit. La France ne prendrait rang qu'en 1631.

C'est, en effet, le 30 mai de cette année 1631 que parut notre première gazette. Théophraste Renaudot, Conseiller et Médecin de Sa Majesté, Maître et Intendant Général des bureaux d'adresses de France, eut, tout en satisfaisant le présent, la vision de l'avenir. Sa Gazette, que Richelieu et Louis XIII encouragèrent et qui même, dit-on, y collaborèrent parfois, n'eut d'abord que quatre pages, mais le nombre en fut, dès la deuxième année, porté à huit, quelquefois, mais très rarement, à douze—qui étaient divisées en deux cahiers intitulés, l'un "Gazette", l'autre "Nouvelles ordinaires de divers endroits". Elle commençait par les nouvelles étrangères qui en occupaient la première partie et finissait par les

informations relatives à la Cour de France. Renaudot avait adopté cette disposition, presque constamment suivie depuis, pour se conformer, disait-il, "à l'ordre des temps et à la suite des dates".

Une estampe de l'époque fera comprendre l'impression produite sur ses contemporains. Cette estampe représente les diverses nations lui apportant des nouvelles.

La Gazette déclare :

Mille peuples divers parlent de mon mérite;
Je cours dans tous les lieux de ce vaste univers;
Mon sceptre fait régner et la prose et les vers,
Et pour mon trône seul la terre est trop petite.

Et les nations répondent :

Sa cour du monde entier occupe les provinces.
Elle voit librement les pauvres et les rois,
Les Mores, les Chrétiens, les Turcs et les François,
Entrant aux cabarets comme aux palais des rois.

Il y a des contrefaçons à la Gazette. Les titres portent: "Nouvelles des quatre parties du monde". Ces nouvelles sont publiées "sans date pour la différence de leur calendrier au nôtre".

Les titres, grâce à leur disposition et à la grosseur des caractères, jouent déjà un grand rôle quant à l'importance que l'on veut donner à la nouvelle.

Les journaux étrangers ont toujours abondé à Paris. Un mémoire du Chevalier de Meslé, l'un des propriétaires de la Gazette, publié vers le milieu du XVIII^e siècle contient ce passage: "*La Gazette de France* était autrefois très intéressante; elle était le précis vrai des Gazettes étrangères, mais depuis que les fermiers des postes les introduisent toutes dans le royaume, elle ne peut plus satisfaire la curiosité; toutes les nouvelles sont lues dans les Gazettes étrangères avant que celle de France paraisse".

Les récriminations de la Gazette demeurèrent sans effet.

Le journalisme se transforma et s'améliora entre 1750 et 1780. Nous avons sur ce point le témoignage d'un bon juge: "Il m'est arrivé aux champs, dans la bibliothèque d'un agréable manoir, dit Sainte-Beuve, de rencontrer et de pouvoir dépouiller à loisir, plusieurs années de cette considérable et excellente collection intitulée: "l'Esprit des journaux", laquelle commencée à Liège, en 1772, s'est poursuivie jusque vers 1813. Je ne revenais pas de tout ce que j'y surprenais à chaque pas d'intéressant, d'imprévu, de neuf et de vieux à la fois, d'inventé par nous-mêmes hier".

Il est superflu de rappeler, pour la période révolutionnaire et la première moitié du XIX^e siècle, l'importance du *Moniteur Universel*, créé

par Panckouke en 1789 à l'imitation des journaux anglais. Il fit office de Journal Officiel et de Journal d'information jusqu'à la création de notre *Journal Officiel* (1869). Sa collection a été réimprimée par les soins du Gouvernement français.

Quels pouvaient être à l'époque les frais d'information d'un journal? Dans un budget établi à la fin du XVIII^e siècle, la dépense des correspondances ne s'élève pas à moins de 150,000 fr. par an. Tel grand journal anglais a donné pendant longtemps une prime importante à un courrier à la condition de faire en 76 heures le trajet de Marseille à Calais, cela pour avoir un sommaire en dix lignes de la malle de l'Inde quelques heures avant l'arrivée de la poste. Mais l'avènement des chemins de fer et l'avènement du télégraphe électrique ont diminué beaucoup ces frais.

Les journaux français ne connaissaient pas de telles dépenses.

Ce voyage en 76 heures devait être un exploit. Ne nous dit-on pas, en effet, que le *Postillon Extraordinaire* ou le *Premier Arrivé*, journal publié en 1790, était rendu sur la route de Lyon par la Bourgogne par un courrier extraordinaire, en un cabriolet bien suspendu, et devait arriver à Lyon en 56 heures. On offrait, il est vrai, aux voyageurs deux places dans le cabriolet et l'on

demandait des conducteurs pour accompagner et distribuer les journaux sur la route.

En France, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les journaux ne pouvaient exister qu'en vertu d'un privilège. Mais ce privilège, il était assez facile de l'obtenir. La Révolution de 1789 vint enfin qui affranchit la presse de toute espèce d'entrave. Ce fut Mirabeau qui donna le signal et lui gagna de haute lutte la liberté. Après lui se précipitèrent tous ceux qui savaient ou croyaient savoir tenir une plume.

Les journaux se multiplièrent; mais ils furent essentiellement politiques. Rivarol dans ses *Actes des Apôtres*, Marat dans son *Ami du Peuple*, témoignaient d'autres soucis que ceux de relater des événements qui se passaient à l'autre bout du monde. Et le *Patriote français* de Brissot, le *Vieux Cordelier* de Camille Desmoulins, l'œuvre la plus éloquente peut-être qu'ait produite la révolution, ne se souciaient guère de ce qui n'avait pas de lien direct avec les idéaux qui les exaltaient. La polémique tenait lieu d'information. Le *Journal des Débats* lui-même—notre *Journal des Débats politiques et littéraires* actuel, qui se caractérise par une étude si approfondie des questions étrangères,—se bornait à publier le compte rendu des discussions législatives et des actes de l'autorité. Beaucoup de journaux étrangers ont publié, pendant la Révolution, des

Correspondances venues de France ou rédigées par des Français. Il faut signaler particulièrement les intéressantes "Lettres de Paris" que contient, pour cette période, la célèbre *Gazette de Hollande* publiée alors à Leyde, en français, et qui avait pour sous-titre : "Nouvelles extraordinaires de divers endroits".

En 1818, il existait 250 journaux environ dans toute la France.

En 1835, 600 journaux.

En 1865, 1,098 journaux, dont 337 politiques : 63 à Paris, 274 dans les départements.

De nos jours, plusieurs milliers de journaux, dont bon nombre à éditions multiples ou régionales, sont imprimés à Paris et dans les grandes villes de province.

Sous le Consulat et l'Empire, ainsi que sous la Restauration, la liberté de la presse ne fut plus qu'un vain mot. Par un arrêté du 17 janvier 1800, 73 journaux furent supprimés. Il en resta 13. Et il était ordonné au Ministre de la police de veiller à ce qu'il ne s'en imprimât aucun nouveau.

En 1811 eut lieu une sorte de consolidation des journaux politiques quotidiens qui furent à Paris réduits à quatre : *Le Moniteur*, *le Journal de l'Empire*, *la Gazette de France* et *le Journal de Paris*. Les autres furent supprimés ou réunis aux

journaux conservés. Le *Journal de Paris* en absorba six pour sa part.

Le *Constitutionnel*, qui ne portait pas en naissant ce nom sous lequel il est devenu fameux (il s'appela d'abord *l'Indépendant*), parut le 1^{er} mai 1815, pendant les Cent Jours. Ses commencements agités sont un exemple frappant, à la fois de l'ardeur des passions politiques à cette époque et de la situation difficile des journaux. Il traversera bien des crises avant d'arriver à l'apogée de sa prospérité, en 1830.

Comment sous le Consulat et l'Empire le peuple français fut-il renseigné sur l'étranger? En dehors de la version officielle des événements diplomatiques et militaires, on peut présumer qu'il ne sut guère que ce que lui rapportaient les soldats retour des armées.

En 1819, la presse finit par obtenir une place légale dans les institutions du pays, mais l'année suivante, après l'assassinat du Duc de Berry, elle eut à lutter contre de nouvelles rigueurs de la censure que la loi de 1828 abolit enfin.

Sous la monarchie de Juillet (1830) elle jouit d'abord de la plus entière liberté, mais ce fut seulement la liberté du mal que lui ôtèrent les lois de Septembre 1835.

La presse aux États-Unis n'eut point à lutter contre les obstacles qui, partout ailleurs, en entravèrent les progrès. Les seules difficultés

qu'elle eut à surmonter à son origine furent les difficultés matérielles : "Grâces en soient rendues à Dieu, écrivait en 1671 le Gouverneur du premier établissement anglais dans la Virginie, nous n'avons ici ni école gratuite, ni imprimerie et j'espère que nous n'en aurons point d'ici cent ans, car l'instruction a mis au monde l'indocilité, les hérésies et les sectes, et l'imprimerie a propagé, avec tous ces maux, les attaques contre les gouvernements". Un tel langage se conçoit difficilement à notre époque de libéralisme qui donne à l'instruction et à l'éducation une place prépondérante. Mais il est juste de reconnaître que les États-Unis, dans leur souci quasi religieux du Progrès, ont pris une magnifique revanche.

Le premier journal américain vraiment digne de ce nom fut le *Courrier de la Nouvelle Angleterre*, qui commença à paraître le 17 juillet 1721.

D'après la *Gazette de Boston* du 10 janvier 1858, 3,754 journaux existaient aux États-Unis. Depuis lors, que de chemin parcouru ! Le nombre des journaux n'a cessé de s'accroître, et, dans bien des cas, leur technique a servi de guide à la presse de la vieille Europe. . .

Il faut arriver au 1^{er} juillet de l'année 1836 pour voir naître le journalisme moderne avec *la Presse* d'Émile de Girardin, presse populaire, presse à grand nombre, presse à bon marché. Son programme comportait notamment : "les

Samedis", sous le titre de "Revue Étrangère" un feuilleton présentant tout ce que les journaux et revues des deux mondes publieraient de curieux et d'utile sur les mœurs, les usages et les travaux comparés des divers peuples". Le besoin créant l'organe, il semble que le peuple sortait enfin de sa longue indifférence aux choses de l'étranger. Sous la Révolution, les événements intérieurs, d'une si tragique grandeur, suffirent à accaparer l'attention publique. Il en fut de même sous le Directoire, le Consulat et l'Empire. Cependant, l'épopée napoléonienne, qui provoqua tour à tour l'enthousiasme et la déception, qui vit aux pieds de la France ou liguées contre elle les nations de l'Europe, qui multiplia les négociations et donna lieu aux intrigues incessantes, eût dû créer un irrésistible mouvement en faveur de l'information étrangère. Deux ordres de faits s'y opposèrent : la difficulté et la lenteur des communications, le bâillon sur la presse, à certaines époques desserré, réel toujours. Et la voix officielle fut pour ainsi dire la seule qu'il fût permis d'entendre.

Quelques années avant l'avènement de *la Presse* d'Émile de Girardin, *l'Agence Havas* fut fondée, première agence d'information. Je m'excuse d'avoir à en parler, mais son rôle est trop important pour qu'il puisse être passé sous silence. Voici ce que nous savons de ses origines :

En janvier 1825, un homme d'une intelligence supérieure, M. Charles Havas, négociant parisien d'origine portugaise et plus lointainement hongroise, se trouvait dans les salons d'un ambassadeur d'une puissance étrangère.

La conversation porta tout à coup sur une nouvelle politique d'une grande importance que le diplomate venait de recevoir avec un retard considérable.

“Quel ennui que le service des dépêches entre mon pays et la France ne soit pas mieux organisé, dit-il à M. Charles Havas. Ce retard peut amener des conséquences fatales”.

Charles Havas ne dit mot, mais la réflexion du diplomate venait de faire naître dans son esprit une idée grandiose. Il s'occupa de réaliser sa petite fortune et dès que les fonds dont il pouvait disposer furent prêts, il partit.

Son voyage dura six mois, pendant lesquels il visita successivement les grandes villes de France, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, d'Italie et d'Espagne. Quand il revint, il avait réussi.

De nombreux correspondants qu'il avait installés étaient prêts à lui adresser toutes les nouvelles importantes de leurs pays.

Charles Havas envoya alors un nombre considérable de circulaires annonçant à tous les ambassadeurs, consuls, directeurs de journaux de l'Europe, qu'il était en situation de leur communi-

quer, moyennant une redevance mensuelle fixée par avance, toutes les nouvelles importantes politiques, industrielles, financières et littéraires, qui pourraient les intéresser. C'est dans l'appartement qu'il occupait alors dans une maison de la rue Pagevin, voie démolie en 1880 par la percée de la rue Étienne-Marcel, que Charles Havas installa son Administration naissante.

Ce fut la première période de l'*Agence Havas*. Sans doute, n'est-elle pas la plus importante, mais ce n'est peut-être pas la moins intéressante. L'esprit novateur de Charles Havas ne disposait que de moyens rudimentaires pour la réalisation de son rêve. Rien n'existait encore de ce qui a fait de la transmission de l'information un simple jeu dans notre monde moderne. Charles Havas disposait de la poste et de courriers spéciaux. Mais on en était resté à l'époque du *Postillon Extraordinaire* de 1790, qui avait besoin de 56 heures pour parcourir la route de Paris à Lyon.

Le télégraphe aérien Chappe avait marqué, il est vrai, un progrès considérable sur les courriers. Dès l'an II (30 Août 1794) il avait annoncé à la Convention nationale la capitulation de Condé et l'abandon par les Autrichiens aux mains des républicains, de 161 bouches à feu et 6,000 fusils.

De nombreuses lignes avaient été établies. Les nouvelles arrivaient à Paris, point central, en 3 minutes de Calais par 27 télégraphes; en 2 mi-

notes de Lille par 22 télégraphes; en 6 minutes et demie de Strasbourg par 46 télégraphes; en 8 minutes de Lyon par 50 télégraphes, et en 12 minutes de Brest par 80 télégraphes. Ces transmissions—à la vérité très rapides—étaient, malheureusement, arrêtées dès que le brouillard apparaissait. Elle n'offraient donc qu'une sécurité toute relative.

La seconde période de l'*Agence Havas* commence en 1835, date à laquelle son fondateur créa réellement l'Agence qui, depuis, n'a fait que se perfectionner.

Aux services télégraphiques déjà existants, Charles Havas adjoignit un service de traduction de journaux anglais, allemands, espagnols, italiens et russes, afin d'en communiquer les principaux articles à la presse de Paris et aux ambassades. Mais tout cela était insuffisant pour assurer la vie de l'organisme nouveau.

La tentative de Charles Havas semblait ne pas devoir donner de résultats très sérieux, lorsqu'en 1840 il eut l'idée de créer un service d'été régulier par pigeons-voyageurs entre Londres, Bruxelles et Paris. Ce fut, pour l'époque, un trait de génie, qui attira l'attention sur l'Agence, car il ne faut pas oublier qu'en 1840 on n'avait toujours qu'un seul moyen de communication rapide, le télégraphe aérien Chappe, système précaire puisqu'il exigeait des conditions atmosphé-

riques favorables. Les grandes nouvelles publiées par les journaux anglais du matin partaient de Londres à 8 heures et arrivaient à Paris vers les 2 heures de l'après-midi. Les pigeons mettaient en moyenne six heures pour franchir la distance qui sépare les deux capitales. Les dépêches de Bruxelles ne restaient que quatre heures en route.

L'élan était donné, la grande Agence était née. Sans elle, le journal, limité à ses seules ressources, n'eût eu, longtemps encore, qu'une information étrangère réduite à des lettres hebdomadaires ou mensuelles, d'un intérêt certes incontestable, mais qui ne peut être comparé à celui de la dépêche quotidienne qui, de squelettique à ses débuts, a pris l'importance de l'article.

Le rôle de l'*Agence Havas* dans les développements de la presse a été considérable et j'aurai, tout à l'heure, l'occasion d'y revenir. Agence mère, Agence doyenne, elle a vu naître, après elle, toutes les grandes Agences mondiales: *Reuter* d'abord, en Angleterre, *Wolff* en Allemagne, *Stefani* en Italie, *Fabra* en Espagne, et plus tard les grandes Agences américaines l'*Associated Press*, la *Canadian Press*.

La *Presse*, d'Émile de Girardin, en raison du prix modique de son abonnement qui avait constitué une véritable révolution, avait commencé à pénétrer dans les masses, mais plus d'un quart

de siècle s'écoula avant que parût le vrai journal populaire, le journal à un sou.

Le Second Empire n'encourageait guère, en effet, la publication de nouveaux journaux. Le décret sur la presse (février 1852) rétablit l'autorisation préalable pour toute création de journal, le cautionnement, le droit de timbre (six centimes par numéro), la juridiction des tribunaux correctionnels pour les délits de presse. En outre, il institua tout un système de répression administrative: les journaux pouvaient être avertis, suspendus, supprimés, par simple décision du ministre ou d'un préfet.

Deux avertissements en deux ans pouvaient entraîner la suspension. Or, les journaux étaient avertis pour les causes les plus futiles. *Le Phare de la Loire* ayant imprimé dans son compte rendu de la séance d'ouverture de la session: "L'Empereur a prononcé un discours qui, d'après l'*Agence Havas*, a provoqué à plusieurs reprises des cris de "Vive l'Empereur", le journal est averti "considérant que cette formule dubitative est inconvenante en présence de l'enthousiasme si éclatant que les paroles de l'Empereur ont inspiré. . ." (Taxile Delord, *Histoire du Second Empire*.)

Nous pourrions nous montrer surpris que, dans l'esprit des flatteurs, "applaudissements" ne pût traduire "enthousiasme", si nous ne savions que,

de nos jours, la médiocrité n'admet pour louange que "génie" et repousse avec mépris "talent".

Il semble donc chimérique de faire réussir un journal à bon marché, un journal destiné au peuple. Un homme, cependant, y parvint. C'était un habile financier nommé Polydore Millaud. Il avait déjà créé quelques feuilles qui n'avaient pu résister aux difficultés que le gouvernement et l'administration multipliaient contre les journaux. Il en fonda une nouvelle qui s'appelait *le Petit Journal*. Celle-ci était de bonne constitution, car elle résista. Lorsque Marinoni eut inventé la machine rotative, grâce à laquelle purent être obtenus les gros tirages, elle atteignit celui formidable de plus d'un million d'exemplaires. Et sans en être arrivé à l'époque où le moindre bourgeois, qui naguère se délectait à une chronique ou à un article purement idéologique, se fâchait au point de se désabonner si sa feuille favorite ne lui donnait l'écho de ce qui se passait au bout du monde, le lecteur exigeait quelque lumière sur les événements mondiaux.

Il convient de ne pas oublier l'heureuse transformation apportée vers la même époque par Hippolyte de Villemessant, qui, après avoir commandité ou fondé plusieurs hebdomadaires parisiens à succès, remplaça *l'Événement* de 1865 par *le Figaro* quotidien où il groupa les plus

brillants chroniqueurs de son époque. *Le Figaro* justifia—et continue à justifier—la tradition d'esprit que commande son titre.

Le Temps, dont le premier numéro parut le 25 avril 1861, ne fut à ses débuts, comme les autres journaux d'ailleurs, informé de ce qui se passait à l'étranger que par l'*Agence Havas*, et de rares dépêches particulières. Ses sources personnelles d'information, à cet égard, furent les journaux étrangers: le *Times*, pour l'Angleterre, par exemple, lequel n'arrivait à Paris que plusieurs jours après sa publication. Ce furent aussi des lettres de correspondants: Louis Blanc faisait alors celle d'Angleterre.

En 1862, ayant agrandi son format, il a des projets. L'information étrangère le préoccupe, il la veut plus développée, plus complète, plus nourrie. Charles Dollfus voit déjà "survir . . . un journal cosmopolite, aussi bien outillé que possible en correspondances, avec une rédaction de fond hors ligne . . . un journal qui, tout en menant l'opinion des gens intelligents en France, serait une feuille universelle, un vrai journal du XIX^e siècle enfin, cosmopolite pour tout dire d'un seul mot".

Le Temps est resté le journal cosmopolite que voyait Charles Dollfus. Lettres périodiques des grandes capitales, traitant de toutes questions:

politiques, commerciales, financières, artistiques, littéraires; télégrammes et radios des principaux points du monde, complètent les services des Agences largement utilisés.

Le Journal des Débats, à ses débuts le journal du fait, puis le journal de l'idée avec d'illustres collaborateurs tels que Chateaubriand, puis Taine et Renan, trouve dans l'information qu'il place au premier plan de ses devoirs professionnels, matière à satisfaire l'un et l'autre. Et cette facture, il la conservera jusqu'à nos jours.

L'invention du télégraphe électrique, ancienne déjà (1833), mais qui permit en 1866 seulement, après trois tentatives malheureuses, la transmission instantanée de la pensée par câbles immergés à travers les océans; puis l'invention du téléphone en 1877, donnèrent aux journaux de la fin du XIX^e siècle des possibilités que n'avaient pas connues leurs aînés, possibilités dont l'ampleur, grâce aux services des agences et au réseau de correspondants particuliers des journaux, grâce également à l'entente de certains d'entre eux avec des confrères étrangers, a atteint en quelque sorte son maximum au début du XX^e siècle et plus particulièrement encore au cours des 15 ou 20 dernières années. L'information mondiale, véritablement digne de ce nom, date seulement de cette époque. Et les rubriques de l'étranger,

non seulement dans les journaux à grand tirage de Paris tels que *le Matin*, *le Journal*, *le Petit Parisien*, *le Petit Journal*, *l'Écho de Paris*, *Excelsior*, *l'Œuvre*, *le Quotidien*, *le Jour*, *l'Intransigeant*, *Paris-Midi*, *Paris-Soir*, etc., mais encore dans les grands régionaux de province tels que *le Journal de Rouen*—le doyen de la presse départementale, fondé en 1762—*le Petit Marseillais*, *la Petite Gironde*, *la Dépêche de Toulouse*, *le Petit Méridional*, *le Nouvelliste* et *le Progrès de Lyon*, *le Phare de la Loire*, *l'Écho du Nord*... pour ne parler que des plus anciens, les rubriques de l'Étranger, dis-je, ont pris alors une place souvent plus grande que les rubriques nationales.

En dehors de la nouvelle, du fait précis, brièvement transmis ou développé, notre siècle a vu grandir deux formes de l'information : l'interview et le grand reportage.

L'interview est due à Gordon Bennett, éditeur du *New York Herald*, qualifié par *Gil Blas* de "Girardin d'Outre-Mer et de père de la presse américaine". Il avait pour devise "tout savoir et tout dire". L'interview valut à son auteur de nombreux et pittoresques succès.

L'esprit d'initiative de Gordon Bennett s'affirma avec non moins d'éclat dans le domaine du grand reportage. On assure que, pendant la guerre de Sécession, le *Herald* avait déjà 63 correspondants sur le théâtre des opérations.

Lors de la guerre anglaise contre le Negus Theodoros, Bennett, renouvelant les exploits de Blowitz, annonça à ses lecteurs la prise de Magdala par les troupes britanniques avant que le Gouvernement anglais en fût informé. Il envoya en Afrique Stanley à la recherche de Livingstone. Il lança au Pôle l'expédition de "la Jeannette". Il expédia en Bulgarie Mac Gahan, publiciste et chef de bande.

Le succès de l'édition de Paris du *New York Herald* ne s'est jamais démenti depuis sa fondation.

Un sentiment d'admiration particulière et un hommage à la mémoire de trois d'entre eux me fait un devoir de mentionner les noms de :

Hubert Haward, correspondant du *New York Herald*, qui fut tué par un obus à Karthoum au moment où il prenait des notes;

Faber, qui suivit pour le compte de l'Agence *Havas* l'expédition de Madagascar et qui mourut en arrivant à Marseille, terrassé par la fièvre;

Serge Basset, représentant du *Petit Parisien*, tué sur le front anglais au cours de la grande guerre 1914-1918.

La presse française, et il faut hautement l'en louer, a une tendance de plus en plus généralisée à envoyer, aussi vite que possible l'avion aidant, un rédacteur spécial en mission dans un pays où se produisent des événements intéressants. L'en-

quête ainsi faite sur les lieux, ce rédacteur en expédie les résultats dans une série d'articles transmis par la voie télégraphique et quelquefois, mais rarement, par la voie postale.

A cet égard, Jules Huret peut être considéré en France comme un précurseur avec ses enquêtes en Amérique, en Allemagne et en Argentine.

Parmi les enquêtes faites pour les grands quotidiens depuis 1920, on peut citer les suivantes:

M^{me} Andrée Viollis, Russie et Japon, pour le *Petit Parisien*;

Jérôme et Jean Tharaud, Europe Centrale et Allemagne, pour le *Journal* et *Paris-Soir*;

Géo London, Amérique du Nord, et Édouard Helsey, Balkans et Empires centraux, pour le *Journal*;

Gerville-Réache, Afrique du Sud, et Jean Perri-gault, Bulgarie, Mauritanie et Chine, pour le *Matin*;

Le regretté Albert Londres, Amérique du Sud, pour le *Journal*;

Georges Duhamel, Russie, Amérique du Nord, pour les *Nouvelles Littéraires* et *Candide*.

Henri Béraud, Révolution d'Irlande, Russie, Allemagne, Autriche, pour le *Journal* et le *Petit Parisien*.

Mais voici qui indique que la presse française n'a pas l'intention de s'arrêter dans cette voie. Un "Syndicat du grand Reportage de la Presse

Quotidienne" est sur le point de se constituer. Il aura pour Président d'honneur, Ludovic Nau-deau et pour Président, Henri Béraud. Il compte déjà comme membres fondateurs: M^{me} Andrée Viollis, Emmanuel Bourcier, Jean Botrot, Henri Clérisse, Émile Condroyer, Stéphane Faugier, Georges Ferré, Léo Gerville-Réache, Édouard Helsey, Pierre Humburg, Maurice Laporte, Max Massot, Guy Mounereau, Jean Pédron, Jean Perrigault, Louis Roubaud, auxquels ont été sollicités de se joindre Pierre Bénard, Claude Blanchard, Alexis Danan, Jean Clair-Guyot, Henri de Korab, André Salmon.

Ces enquêtes ne vont pas toujours sans danger,—et l'audace en fait souvent le prix. *L'Écho de Paris* raconte qu'en 1905, un journaliste russe, Kraiewsky, réussit, en se faisant passer pour Américain sous le nom de Percy Palmer, et en risquant à tout instant sa vie, à visiter les principales villes du Japon, à y interviewer les hommes d'État japonais, à pénétrer dans les forteresses et les hôpitaux, à assister aux manœuvres des troupes et à photographier les prisonniers russes. Ce reportage sans exemple par son audace, fait pour le compte de *Rousskoïe Slovo* produisit, aussitôt annoncé par le journal moscovite, une grande sensation dans tous les pays et particulièrement au Japon et aux États-Unis.

Parallèlement à l'effet des journaux, et sur une

base plus large parce que les dépenses peuvent être divisées entre un grand nombre d'abonnés, s'est développé l'effort des agences. *Fournier et Radio*, la première datant de plus de 50 années, la seconde née au cours de la guerre, ont suivi pas à pas le progrès. L'une et l'autre, dans les branches politique, économique ou financière, ont apporté à la presse le concours de leur ingénieuse et incessante activité.

Mais dans le domaine de l'information étrangère, c'est-à-dire dans ce qui touche essentiellement aux progrès effectués, à cet égard, dans la presse française, l'*Agence Havas* mérite, croyons-nous, une place à part. Vieille de plus d'un siècle, nous l'avons vue à ses débuts, son action se limitant à des traductions de journaux étrangers, à l'utilisation du télégraphe Chappe et à celle de pigeons voyageurs.

En 1850, Auguste Havas succéda à son père Charles Havas. L'Agence avait déjà un correspondant à demeure fixe dans toutes les capitales de l'Europe. L'établissement des chemins de fer et la vulgarisation de la télégraphie électrique étaient par elle largement utilisés. Mais le véritable développement de l'*Agence Havas* date de 1856. A cette époque, le service des annonces de presque tous les journaux de province était centralisé dans les mains de M. Bullier, le premier fondateur des agences d'annonces de Paris. M.

Auguste Havas eut l'idée de fusionner son agence avec celle de M. Bullier et de proposer à plus de 200 des plus importants organes de province, un service spécial quotidien, télégraphique et postal, d'informations parisiennes et étrangères. Presque tous les journaux sollicités adoptèrent la proposition et l'*Agence Havas*, fusionnée avec l'*Agence Bullier*, devint à la fois maison d'annonces et agence de nouvelles. Pour la plupart des journaux, les annonces couvrirent les dépenses du service télégraphique. Elles furent, en tout cas, toujours un appoint appréciable et permirent au journal d'entrer dans une voie qui, autrement, lui eût été longtemps encore fermée. Et si l'*Agence Havas* actuelle a conservé sa branche publicité, c'est en vertu du même principe d'aide à la presse.

Au cours des deux décades qui suivirent, la télégraphie électrique ayant fait des progrès considérables, le premier fil spécial relia l'Assemblée Nationale de Versailles aux bureaux de l'*Agence Havas*. A Paris, le fil apportait la copie parlementaire, à Versailles il transmettait au fur et à mesure de leur arrivée les nouvelles d'intérêt général.

Par la suite, les fils spéciaux prirent une extension énorme et changèrent considérablement l'aspect des journaux importants de province. Propriété de l'Agence, ils atteignent aujourd'hui

plus de 6,000 kilomètres. Presque sans arrêt, ils portent aux journaux des grandes villes: Lyon, Marseille, Nice, Angers, Nantes, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Lille, Rouen, Le Havre, etc., les nouvelles du monde entier.

L'invention du téléphone (1877), si vulgarisé de nos jours et si largement utilisé par toute la presse, a permis notamment à des organes de second et troisième ordre—journaux locaux—de consacrer à l'information étrangère une place qu'ils lui avaient jusqu'alors parcimonieusement mesurée.

Les résultats merveilleux obtenus par l'invention récente de la T. S. F. (1896) et de la téléphonie sans fil (1906) ont été largement mis à profit pour la réception et la réexpédition des nouvelles. C'est ainsi que la première de toutes les Agences, l'*Agence Havas* utilisa pour la diffusion de l'information dans le monde la T. S. F., ondes longues d'abord, ondes courtes ensuite. Les premiers postes de réception créés par elle après de persévérantes négociations avec les administrations argentine et brésilienne, furent ceux de Buenos-Aires et de Rio. Les six postes d'émission radiotélégraphique de Pontoise, construits à ses frais, sont maintenant entendus avec la même clarté en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Extrême-Orient. Ce sont ces postes qui ont rendu possible le récent accord

entre la *Canadian Press* et l'*Agence Havas* et c'est grâce à leur utilisation qu'ont pu devenir tangibles les sympathies qui se sont manifestées (l'*Agence Havas* en éprouve une légitime fierté) aussi bien dans la presse canadienne de langue anglaise que dans celle de langue française.

Si le prestige de l'*Agence Havas* ne s'est jamais démenti, elle le doit à la fois à la perfection de son organisation et à la sûreté de ses informations. D'un côté le mécanisme le plus moderne assure à la réception de la nouvelle une rapidité insurpassable, de l'autre une objectivité rigoureuse lui donne un crédit incontesté.

On peut dire que le rôle de l'*Agence Havas* dans les progrès effectués dans l'information étrangère a été considérable. Elle a employé pour la réception et la diffusion des nouvelles, tant à l'intérieur de la France qu'à l'étranger, les moyens techniques les plus perfectionnés. Son action, étendue sur le monde, faisait dire récemment à M. Paul Léon, ancien Directeur des Beaux-Arts, dans un fort beau discours :

“Si l'on faisait une coupe imaginaire et qu'on fût capable de fixer les vibrations qui, par les appels du télégraphe ou du téléphone, par les transmissions sous-marines ou la diffusion des ondes, affluent et refluent vers nous, je crois qu'il n'y aurait pas un seul point du globe qui échapperait au réseau serré de l'*Agence Havas*”.

L'Agence Havas a tenu également à posséder à l'extérieur les sources d'information les meilleures et les plus sûres. A la base, les grandes Agences, ses alliées, dont les accords se sont perpétués sans arrêt. Le premier en date est celui passé avec *Reuter* (1859) et qui s'est poursuivi avec une régularité et une cordialité qui n'ont subi aucune éclipse. Et puisque nous sommes ici sur un sol américain, il m'est agréable de noter qu'il en a été de même avec l'*Associated Press*, dont les relations ininterrompues avec l'Agence Havas remontent à l'année 1875. Là sans doute est le point de départ de relations directes entre la presse française et l'Amérique du Nord. La presse française avait été jusqu'alors presque exclusivement renseignée sur les événements des États-Unis par Londres. La capitale anglaise cessa dès lors d'être la source unique où puisaient agences et journaux. Mais en raison du tarif extrêmement élevé des transmissions câblographiques États-Unis-France, elle resta longtemps encore le centre principal des réexpéditions sur Paris. Plus près de nous, quelques grands journaux parisiens installèrent à Washington des correspondants spéciaux. Le nombre, à l'heure actuelle, en reste assez limité. Mais il est vrai de dire que l'Agence Havas expédie quotidiennement à Paris de Washington et de New-

York plus de deux mille mots sur les événements des États-Unis.

Dans toutes les capitales du monde, l'agence nationale fournit à l'*Agence Havas* la matière première de l'information, ses représentants la contrôlent et la complètent si besoin est. Représentants et rédacteurs d'élite car le temps n'est plus où le lecteur se contentait de la nouvelle sèche et agrémentée de quelques détails. Avec la démocratie, le peuple a pris conscience de la vie publique. Les frontières sont, intellectuellement parlant, devenues illusoire. Tel événement qui n'eût été naguère important qu'au point de vue local l'est maintenant au point de vue international. Pour l'esprit et la pensée, les pays n'ont plus de limites. Chacun veut être renseigné et comprendre. Dans le cadre rigoureusement maintenu de l'objectivité et de l'impartialité, et abstraction faite de tout sentiment et de toute tendance, l'information doit aujourd'hui dégager le sens des événements. Et c'est à quoi s'attache l'*Agence Havas*.

Dans notre vie fiévreuse, la rapidité est devenue une condition essentielle de l'information. Mille obstacles se dressent devant elle.

Il arrive que le souci de la rapidité se concilie difficilement avec celui de l'authenticité. L'*Agence Havas* a cependant de tout temps fait passer celui-ci avant celui-là. Le crédit qu'elle

s'est acquis, la confiance que partout elle inspire, lui interdisent de risquer, par une nouvelle inexacte, de provoquer une effervescence sociale ou de semer la panique. La conscience de ses responsabilités n'a jamais empêché ses initiatives qui témoignent de son esprit moderne et réalisateur. Il n'est pas une invention nouvelle dans les domaines de son ressort qui ne soit, par elle, expérimentée. . . et adoptée en cas de résultats satisfaisants. Son ancienneté lui confère l'expérience: celle-ci mise au profit de progrès incessants en fait un merveilleux instrument au service de la presse.

Plus que jamais, elle entend consacrer son activité au rapprochement des peuples par l'échange et la diffusion de nouvelles, objectives, impartiales. Et elle s'honore de voir associées à cette haute et noble tâche, ses amies et alliées, l'*Associated Press* et la *Canadian Press*.



LE JOURNALISME FRANÇAIS, HORS DU QUÉBEC

Rapport présenté par M. Charles Gautier, rédacteur en
chef au "Droit", Ottawa, au congrès de la presse
de langue française, à Québec

En 1806, le *Mercury* de Québec, résumait ainsi le sentiment des Anglais de l'époque envers les Canadiens: "Cette province (de Québec) est déjà trop française pour une colonie britannique. Que nous soyons en guerre ou en paix, il est essentiel que nous fassions tous nos efforts, par tous les moyens avouables, pour nous opposer à l'accroissement des Français et de leur influence. . . Après une possession de 47 ans, il est juste que la province enfin devienne anglaise."

Dans ce temps-là, on n'y allait pas par quatre chemins. L'anglicisation de nos arrière-grands-pères était décidée et on ne le leur envoyait pas dire. Dans les provinces anglo-canadiennes où se trouvent, en nombre assez appréciable, des

minorités françaises, on est plus discret, moins franc, mais le plan est le même.

Parmi ces "moyens avouables" d'anglicisation, les Anglais de 1800 avaient trouvé "l'école", non pas l'école "obligatoire", telle qu'elle existe en dehors de la province de Québec, mais une école "gratuite" pour l'enseignement de l'anglais, et "payante" pour l'enseignement de l'écriture et de l'arithmétique. De l'étude du français, il n'en était nullement question.

L'évêque anglican Mountain, de Québec, président de cette néfaste "Institution royale" avait préparé le terrain dans une lettre où il turlutait l'inévitable couplet sur la "déplorable ignorance du peuple", surtout sur son "ignorance de la langue anglaise qui établit (il va sans dire) une ligne de démarcation nuisible à la félicité des deux éléments, et contribue à diviser en deux peuples ceux que leur situation devrait unir en un seul."

Cette sollicitude était touchante. Il s'agissait pour les groupes français et anglais, non pas de fraterniser, mais de s'entre-dévorer, c'est-à-dire que les 15,000 Anglais établis alors dans la colonie auraient avalé 160,000 Canadiens, . . . chacun dix ou onze.

Nos ancêtres ne prisèrent pas cette manière de s'embrasser et de faire la paix. Ils firent la

grève scolaire. Ils n'envoyèrent pas leurs enfants à ces souricières "royales".

Garneau, notre historien national, prononce en quatre lignes l'oraison funèbre de cette entreprise de dénationalisation: "Les Canadiens qui ne voulaient abjurer ni leur langue, ni leurs autels, la repoussèrent; et elle ne servit, pendant plus d'un quart de siècle, qu'à mettre obstacle à un système d'éducation plus conforme à leurs vœux".

Veut-on savoir quels instituteurs on semait alors dans nos villages du Saint-Laurent? La *Westminster Review* de cette époque ne les ménage pas: "Le plus souvent, écrit-elle, les fonctions de professeurs ont été accordées à des gens qui ignorent la langue française et qui sont complètement étrangers à la population. Ces maîtres sont, pour la plupart, des émigrants ignorants et grotesques, fraîchement importés de la mère patrie, et que leurs préjugés stupides rendent impropres à toute œuvre d'éducation".

A lire ces lignes, on croirait entendre l'histoire, presque contemporaine, de certaines régions des provinces anglo-canadiennes. Le malheur veut que la loi d'obligation scolaire, d'usage courant dans ces provinces, force nos enfants à suivre des classes qui ne sont pas faites pour eux, mais contre eux, et qui sont destinées carrément à les assimiler.

Nos pères ont préféré l'ignorance à l'anglicisation. Dieu merci! nous ne sommes pas acculés à ce cruel dilemme: nous empoisonner ou mourir de faim. Les 657,931 Canadiens d'origine française qui vivent en dehors de la province de Québec (pour parler le langage exact du dernier recensement), et qui sont disséminés de la Nouvelle-Écosse à la Colombie britannique, ont des droits de citoyens et d'hommes libres dont la majorité, la plupart du temps, ne se soucie guère, mais qu'ils entendent, quand même, faire respecter dans leur plénitude.

Ces Canadiens que le hasard a fait naître en dehors du Québec, ils n'étaient qu'une poignée à l'époque de la Confédération. Il y a trente ans, ils étaient 300,000; aujourd'hui ils sont plus de 600,000, c'est-à-dire dix fois plus que n'étaient les fils de la Nouvelle-France, au moment de la conquête. Pourquoi se décourageraient-ils? Pourquoi, comme leurs ancêtres, n'auraient-ils pas confiance dans l'avenir? Les épreuves qu'ils traversent sont, en somme, moins angoissantes que celles que les Canadiens de 1760, abandonnés et désemparés, eurent à surmonter.

On nous pardonnera ce préambule un peu long; mais nous le croyons nécessaire à l'historique de la presse française, hors du Québec. Cette presse qui, parfois, dessert une population isolée et peu nombreuse, est née de la nécessité qu'il y

avait de s'opposer aux assauts d'une force brutale, de défendre les principes de droit et de liberté, de sauver la vie d'un groupe minoritaire. Maintenu aux prix de grands sacrifices, elle est essentiellement, par la force des choses, une presse d'idées et de lutte. Placée, généralement, au-dessus des rivalités des partis politiques, elle se consacre d'abord et surtout à la défense des traditions religieuses et nationales. Faire son histoire, c'est relater les efforts multipliés par tout un petit peuple, dans l'unique but de rester fidèle à l'idéal de civilisation supérieure, symbolisé par le geste de Jacques Cartier sur la colline de Gaspé et prolongé, dans une série ininterrompue, par les actes héroïques de nos découvreurs et de nos missionnaires.

* * *

Pendant longtemps — nous pourrions dire jusqu'à nos jours — les Canadiens Français des provinces anglaises ont été regardés comme des intrus et traités comme tels. Dans ces provinces, la langue française a été reléguée au rang d'une langue étrangère, ostracisée, et parfois prohibée.

* * *

Dès 1605, les Acadiens étaient établis à Port-Royal, sur les rives de la Baie-Française. Avant

le milieu du dix-septième siècle, ils avaient essaimé sur chacun des territoires qui forment aujourd'hui l'Ile du Prince-Édouard, la Nouvelle Écosse et le Nouveau-Brunswick.

On estime qu'au moment du "grand dérangement" ils étaient de 12,000 à 16,000. Au mois de septembre 1755, leurs maisons furent incendiées, leurs familles disloquées, les membres de leur race déposés tout le long du littoral de l'Atlantique, de l'État du Maine jusqu'à la Louisiane. Par un miracle de résurrection comme il s'en rencontre rarement dans l'histoire des peuples, les descendants des victimes de Lawrence revinrent, au début du dix-neuvième siècle, sur le sol ancestral. Malgré l'exil, malgré l'isolement, malgré le flot anglo-saxon qui avait menacé de les submerger, ils parlaient français, ils étaient restés catholiques.

L'histoire de nos frères acadiens, tant celle des plus sombres jours que les épisodes plus consolants des cent cinquante dernières années, nous a toujours vivement intéressés.

Acadiens et Canadiens ne sont pas des étrangers, loin de là. Issus du même sang, descendants de la même race, fils de la même religion, héritiers de la même langue et des mêmes traditions, ils furent jadis aux prises avec le même ennemi. L'épreuve fut, pour les fils de l'Acadie, plus cruelle; il ne s'en rencontre pas de plus inhu-

maine dans les annales de l'humanité. Mais la Providence a permis qu'Acadiens et Canadiens Français triomphent de leurs bourreaux, se multiplient sur la terre canadienne et y fassent rayonner l'idéal catholique et français.

Aujourd'hui, les deux rameaux de la même race ont à résoudre, chacun dans leur domaine, des problèmes presque identiques.

Les Acadiens, de quelques milliers qu'ils étaient en 1755, à l'époque du grand dérangement, ont vu leur nombre s'accroître à plus de 200,000, dans les Provinces Maritimes seulement. Pour connaître exactement le chiffre des descendants acadiens, il faudrait que le recensement s'étende à la province de Québec, aux États de la Nouvelle-Angleterre et à la Louisiane.

Des 200,000 Acadiens des Provinces Maritimes, 137,000 habitent le Nouveau-Brunswick, où ils forment presque un tiers de la population, 56,629 la Nouvelle-Écosse et 12,962 l'Île du Prince-Édouard.

Ce serait entretenir une grave illusion que de croire que les descendants des persécuteurs de 1755 ont eu à cœur d'expié les crimes du passé en accordant aux petits-fils des victimes la pleine jouissance de leurs libertés scolaires. Si nos frères acadiens ont traversé la crise du fanatisme

mesquin et querelleur, ils sont encore soumis à un régime d'exception.

La langue française est presque complètement ignorée par la loi; les écoles confessionnelles n'ont pas le droit d'exister; le français, dans les écoles publiques, n'est pas reconnu; il n'est que toléré dans certaines circonstances. S'il est des adoucissements à ce régime il est dû aux libertés que prennent nos compatriotes et non pas aux textes de lois, qui, comme dans les autres provinces anglaises, font fi du droit naturel et de la Constitution.

Pour appuyer les œuvres et les causes acadiennes, nos frères de l'Acadie ont eu à leur service plusieurs périodiques. Le *Moniteur acadien* conservateur en politique, était publié à Shédiac, dès les premières années de la Confédération. Vers 1896, le *Courrier des Provinces maritimes*, journal libéral, fait son apparition à Bathurst. Aujourd'hui, il existe dans les Provinces Maritimes, deux hebdomadaires de langue française: le *Madawaska* d'Edmunston, et l'*Évangéline* de Moncton, journaux alertes, intéressants et bien rédigés. Ces deux journaux s'efforcent d'obtenir, pour les écoles acadiennes, des programmes d'études qui soient marqués au coin d'une saine pédagogie. Ils s'insurgent surtout contre cette erreur que l'on retrouve dans toutes les écoles des minorités françaises en provinces anglaises:

imposer à l'enfant l'étude d'une langue étrangère avant qu'il connaisse suffisamment la sienne.

* * *

L'Ontario est une province anglaise qui porte de "vigoureuses empreintes françaises". Dès 1610, Étienne Brûlé et Nicolas Vigneau font leur apparition sur les bords de l'Outaouais et, en 1613, Samuel de Champlain. Sur leurs traces, accourent les explorateurs, les trafiquants, les missionnaires. Ontario est la terre de nos premiers martyrs.

Pendant un siècle et demi, cette partie du pays sera officiellement française et marquée "de multiples prises de possession aux armes du roi de France": "Le fort Frontenac, à Cataracoui sur le lac Ontario, fondé par Cavelier de la Salle, le fort Pontchartrain ou Détroit fondé par Lamothe-Cadillac, les forts Sainte-Anne et Saint-Louis sur la baie James, le fort Saint-Pierre au lac La Pluie, le fort Saint-Charles au lac Des Bois".

Dès les derniers temps de l'ancien régime, il y avait une colonie française dans les comtés de Kent et Essex. Depuis soixante ans, et en certains endroits depuis près d'un siècle, les Canadiens Français se sont établis à l'est et au nord de la province, où ils s'y développent rapide-

ment. De 75,000 qu'ils étaient en 1871, les Franco-Ontariens ont passé à 299,732 en 1931: depuis la Confédération, leur nombre a quadruplé. Ils représentent actuellement "la plus forte minorité française en province anglophone".

"Cette survivance et cette force, écrit M. l'abbé Groulx, dans son ouvrage sur l'enseignement français au Canada, les Franco-Ontariens les doivent à leurs institutions traditionnelles; à leur clergé, à leur régime paroissial, mais aussi, et pour une grande part, à leurs écoles françaises. Ce n'est que justice à leur rendre: peu de minorités au Canada ont défendu avec autant d'entrain et d'acharnement leurs droits et privilèges scolaires. Leurs luttes récentes restent de celles qui ont le plus passionné le pays".

Nous n'avons pas le temps de relater ici les divers épisodes de ces luttes. Disons seulement que les Franco-Ontariens, pendant quinze ans, ont refusé de se soumettre à une loi persécutrice, connue sous le nom de règlement XVII, et destinée à proscrire des écoles primaires l'enseignement du français. Par leur esprit de cohésion et sous la direction de chefs prudents et éclairés, ils ont réussi à briser l'antagonisme du gouvernement et à faire reconnaître dans leurs écoles un régime qui, sans être parfait, n'en tient pas moins compte, dans l'enseignement, de la primauté de la langue maternelle sur la langue seconde.

A Ottawa, capitale du Canada, se trouve le groupe franco-ontarien le plus compact et le mieux organisé: paroisses nombreuses, associations nationales, université, couvents, académies, écoles bilingues, siège social de l'Association d'Éducation des Canadiens-Français d'Ontario.

Le *Progrès* fondé à l'automne de 1856 fut le premier journal publié en langue française à Ottawa. Il ne survécut que peu de temps. Le *Soleil* lui succéda en 1865. Mais, contrairement à l'astre qui, régulièrement, se lève chaque matin pour répandre sa chaleur, ce journal n'a lui qu'une seule journée. Il s'est éteint le jour même de sa naissance. Ottawa a vu successivement la publication du *Canada*, du *Courrier d'Ottawa*, surnommé plus tard le *Courrier d'Outaouais*, la *Gazette d'Ottawa*, la *Vallée d'Ottawa*, le *Courrier fédéral*, le *Temps*, la *Justice* et, enfin, le *Droit*. Ce dernier, né le 27 mars 1913, est le seul de ces journaux qui subsiste encore. Il a, de plus, la distinction d'être l'unique quotidien de langue française qui soit publié en dehors de la province de Québec.

Le *Droit* se rattache spirituellement à l'Association canadienne-française d'Ontario, corps représentatif de la minorité franco-ontarienne et protectrice attitrée de ses intérêts supérieurs. Dès le début de son existence, il s'est identifié à la vie même du groupe franco-ontarien dont il

a partagé les épreuves, les luttes, les succès. Il a été constamment au service de ses compatriotes. Défendre leurs droits, maintenir vivaces leurs traditions religieuses et nationales, leur être utile en tout, tels ont été sa raison d'être et l'unique motif de ses activités.

Ce journal nous touche de trop près pour que nous risquions plus loin son éloge. Laissons plutôt parler un journaliste qui a suivi avec une attentive sympathie l'œuvre et les progrès du *Droit*. "Quand on connaît un peu l'histoire du *Droit*, a écrit M. Omer Héroux, rédacteur en chef du *Devoir*, on est tenté d'écrire qu'elle tient du roman. Le mot serait injuste. En réalité, cette magnifique aventure, par la hauteur de son inspiration, relève beaucoup plus de l'épique que du romanesque. Le *Droit* est né d'une pensée essentiellement religieuse et patriotique; il a été lancé avec une paucité de ressources qui semblait un défi au sens pratique. . . Il a été le lien des divers groupes franco-ontariens; il a avivé chez eux, ce sentiment de fraternelle solidarité contre lequel militaient l'isolement et la distance; il a porté partout les utiles mots d'ordre, les indications nécessaires; il a suscité des énergies nouvelles, appuyé tout ce qui, dans l'ordre religieux ou patriotique, voulait vivre et grandir. On ne pourra jamais séparer son nom de l'histoire des luttes franco-ontariennes".

Ajoutons, avant de quitter l'Ontario, qu'il se publie quelques hebdomadaires franco-ontariens en dehors d'Ottawa, notamment à Hawkesbury, à Tecumseh, à Sudbury et à Timmins.

* * *

En parlant des provinces de l'Ouest, qui comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, M. l'abbé Groulx, dans l'ouvrage cité plus haut, fait les réflexions suivantes: "Ce n'est pas sans un peu de mélancolie que le voyageur français embrasse les horizons de ce pays fabuleux. Il songe que des aventuriers de sa race, Pierre-Esprit Radisson, natif de Paris, Médard Chouart dit Desgroseilliers, originaire de Touraine, les premiers parmi les blancs, atteignaient, vers le milieu du dix-septième siècle, ces lointaines régions. A l'esprit d'entreprise de ces coureurs de continent, la célèbre Compagnie de la Baie d'Hudson devra même, pour une part, sa fondation. N'est-ce pas encore un des plus nobles fils de la race française, né aux Trois-Rivières d'un père français et d'une mère canadienne, Pierre Gaultier de Varennes de la Vérendrye, qui, le premier, en 1731, entreprendra, pour le compte de la France, l'exploration méthodique et l'organisation commerciale de ces pays d'ouest? Lui encore qui, en 1742, enverra le chevalier, son fils,

à des découvertes qui l'amèneront au barrage altier des Montagnes rocheuses? Désormais la prise de possession française est accomplie; elle ne fera plus que s'étendre et se fortifier avec Charles-J. de Noyelle, Jacques-R. Le Gardeur de Saint-Pierre, le chevalier Saint-Luc de la Corne, lequel ne sera rappelé de l'Ouest, en 1755, que pour venir assister à l'agonie de la Nouvelle-France".

M. Groulx continue: "En ces régions où, comme disait Chateaubriand, un nouvel univers recommence, que reste-t-il du passé français? Y peut-on retracer d'autres vestiges que des noms géographiques de consonance française, quelques plaques de plomb aux armes de France, perdues dans l'herbe? Le joyeux étonnement du voyageur sera bien de découvrir tout à coup, à plus de 300 milles du dernier établissement français de l'Ontario, et à plus de 1,000 milles quelquefois de Montréal, des régions entières où il entend résonner sa langue, véritables miniatures du vieux Québec reconstruites là-bas, par le génie de la même race. Dans les trois provinces de l'Ouest, l'on compte aujourd'hui près de 150,000 Canadiens de langue française, quelquefois éparpillés, le plus souvent groupés. . ."

Le journalisme français, au Manitoba, remonte à 1872, année où Joseph Royal, jeune avocat-député qui avait déjà fait du journalisme à

Montréal, fonda à Saint-Boniface le *Métis*. A cette époque agitée qui suivit les troubles de 1869-70, l'élément français en butte aux attaques des fanatiques ontariens, éprouvait le besoin de se compter et de se défendre. En 1882, le *Métis* changea son nom en celui de *Manitoba*. Ce journal vécut jusqu'en 1925 et défendit la politique conservatrice.

Au début du siècle, il y eut plusieurs feuilles plus ou moins éphémères: l'*Écho du Manitoba*, l'*Avenir de l'Ouest*, le *Nouvelliste*, le *Soleil de l'Ouest*, la *Libre parole*, journaux à tendances libérales.

En 1913, M^{gr} Langevin fonda la *Liberté*, journal catholique indépendant, qui demeure aujourd'hui le seul hebdomadaire français de la province. Se tenant à l'écart des partis politiques, la *Liberté* a réussi à faire l'union de tous les Franco-Manitobains sur le terrain de la lutte pour la défense des intérêts catholiques et français. Elle place au-dessus de tout la question de la survivance de la langue et des traditions. Elle est le porte-parole de l'Association d'Éducation des Canadiens Français du Manitoba, qui a mis sur pied et maintient tout un système d'enseignement du français dans les écoles fréquentées par les enfants de langue française. Son œuvre de francisation est complétée par des tournées théâtrales, des émissions radiophoniques, des

concours scolaires, etc. S'adressant à une population surtout rurale, la *Liberté* porte un intérêt spécial à l'information agricole et aux questions économiques concernant l'Ouest.

Depuis son origine, la presse franco-manitobaine a toujours été préoccupée par les problèmes d'ordre religieux et national. Ces problèmes priment plus que jamais, aujourd'hui que l'unique journal, qui compte plus de vingt années d'existence, n'est inféodé à aucun parti et pénètre dans tous les milieux. Tout le monde admet que cette formule journalistique est la seule qui convient à une minorité qui veut survivre. De tous les moyens de survivance, le journal est encore le plus utile, le plus indispensable, surtout pour une population si clairsemée qu'il est difficile de l'atteindre autrement.

* * *

Les Canadiens Français du Manitoba étaient, au début du siècle, au nombre de 16,021; ils sont aujourd'hui 47,039. Ceux de la Saskatchewan, sont passés, au cours des trente dernières années, grâce surtout à l'apport de l'immigration venue de la province de Québec, de 2,634 à 50,700.

Vers 1910, il existait, à Duck Lake, un embryon de petit hebdomadaire bilingue qui ne répondait pas aux besoins de la population cana-

dienne-française de la Saskatchewan. La même année, paraissait le *Patriote de l'Ouest*, qui subsiste encore. Il est édité à Prince-Albert.

Depuis longtemps l'on sentait dans la Saskatchewan la nécessité d'un journal canadien-français qui, indépendant de tout parti, dirait la vérité sans acception de personne, serait un point de ralliement pour les nombreux groupes de langue française perdus au milieu d'une population hétérogène, se dévouerait aux intérêts de leur foi et de leur langue, et les aiderait au point de vue économique.

Depuis sa fondation, le *Patriote* n'a pas dévié de son programme que nous reproduisons ici en substance :

“Notre journal sera avant tout une feuille catholique, indépendante de tout parti politique, amie de la vérité sans imprudences, et ennemie de tout ce qu'un catholique doit éviter. Pour nous les principes primeront les avantages matériels et autres, dont on pourrait nous offrir la perspective. . .

“Le titre de notre journal proclame assez haut que nous voulons servir tous nos concitoyens de langue française dans l'Ouest. Nous les défendrons quand ils seront attaqués. Nous réclamerons leur droit de vivre honorablement dans le pays découvert par leurs pères.

“Avant tout, nous nous attacherons à contri-

buer de tout notre pouvoir à la conservation de leur belle langue, à laquelle les traités les plus solennels ont assuré la même légalité qu'à la langue anglaise.

“Le français a précédé l'anglais dans ce pays. Le transfert du Canada à la Couronne britannique n'a jamais été censé entraîner avec lui la disparition de notre langue à l'ouest, pas plus que sur les bords du Saint-Laurent.

“C'est tout le contraire qui a été stipulé, et bien lâche serait l'individu de race française qui ne soutiendrait en toutes circonstances la langue des Champlain, des Maisonneuve et des La Vérendrye.

“C'est dire aussi que tout ce qui tend à l'augmentation numérique de ceux qui la parlent dans les trois provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta est d'avance assuré de notre appui. En d'autres termes, nous voudrions être colonisateur autant que journaliste”.

Depuis vingt-quatre ans, le *Patriote* n'a cessé de prêcher la solidarité religieuse, française et économique. Il a coopéré à la formation des centres français, à l'organisation d'une association nationale. Il a revendiqué nos droits dans la question des écoles du Keewatin, durant la campagne des Ku Klux Klan et des Orangistes, et combattu vaillamment les règlements persécuteurs édictés par M. Anderson. Le *Patriote* a fait

la lutte au socialisme caché sous l'étiquette de la C. C. F. et concouru pour une bonne part à la défaite de ce nouveau parti.

* * *

En Alberta, les Canadiens Français sont au nombre de 38,377. En 1901, ils étaient 4,511. Le *Courrier de l'Ouest* fut le premier journal français en Alberta. Il fut fondé en octobre 1905 par le D^r Philippe Roy, aujourd'hui ministre du Canada à Paris. Entièrement dévoué au parti libéral, il n'a cependant pas négligé les intérêts religieux et nationaux de ses compatriotes. Il a beaucoup fait pour intensifier le mouvement de colonisation française en Alberta. Il cessa sa publication vers 1912 ou 1913. Puis vinrent le *Progrès albertain* et l'*Union*.

A l'heure actuelle, la *Survivance* d'Edmonton, fondée au mois d'octobre 1928, est le seul hebdomadaire franco-albertain. Il fut fondé par un groupe de laïques et de religieux oblates. Il est l'organe officiel de l'Association catholique franco-albertaine. Indépendant en politique, il s'efforce de porter chaque semaine, dans les diverses paroisses françaises, les mots d'ordre et les directives de ses chefs. Grâce à lui, le français connaît de meilleurs jours au foyer et à l'école. En 1929,

il n'y avait que 52 écoles qui prenaient part au concours de français de l'A. C. F. A.; cette année, 3,500 élèves, appartenant à 94 écoles, se sont présentés.

* * *

La presse française, en dehors du Québec, s'est donc ressentie de l'atmosphère de lutte dans laquelle se meuvent les minorités françaises, désireuses par-dessus tout de sauvegarder leur individualité ethnique. Son histoire est une page d'action catholique et française. Elle prétend à maintenir certaines vérités profondes qui peuvent être ainsi formulées: la langue française a droit de cité dans tout le Canada et, par conséquent, dans toutes les écoles, surtout dans celles que fréquentent les enfants d'origine française; les Canadiens Français ont le droit, comme les autres, de participer à la vie publique et de recevoir une part équitable des charges et des honneurs qui l'accompagnent; nous voulons que nos enfants soient, dans l'ordre intellectuel et moral, la continuation de leurs parents; les droits d'hommes libres que la majorité nous refuse, nous entendons les prendre; aucune force humaine ne nous empêchera de rester catholiques et français, à condition que nous le voulions et que nous en prenions les moyens. Ces vérités, les organes de la minorité française, en dehors du

Québec, ont l'honneur de les propager et de les défendre. Ils ne sauraient avoir de programme plus beau et plus fécond.

Note.—Nous tenons à remercier M. Donatien Frémont, directeur de la *Liberté*, le R. P. Joseph Valois, O. M. I., rédacteur du *Patriote de l'Ouest*, et M. Maurice Lavallée, rédacteur à la *Survivance*, qui nous ont gracieusement fourni des informations sur l'historique du journalisme français au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.



BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Liminaire	5
Avant-propos.....	7

PREMIÈRE JOURNÉE

Allocutions de bienvenue:	
M. Henri Gagnon, président.....	13
M. E. Norman Smith.....	17
M. Paul Marchandeu.....	23
Rapports de:	
M. R.-G. NOBÉCOURT: La presse de la province française.....	27
M. J.-NOËL FAUTEUX: Le journalisme français dans Québec, des origines à nos jours.....	53
M. FRANC-NOHAIN: La littérature et la presse française.....	75
Le déjeuner:	
Liste des invités.....	107
Allocution de M. Henri Gagnon.....	113
Remerciements par M. Paul Marchandeu.....	116
Discours de M. Georges Pelletier.....	117

DEUXIÈME JOURNÉE

Allocution de M. Paul Marchandeu, président.....	119
Rapports de:	
M. EDMOND TURCOTTE: L'histoire de la presse française dans les centres franco-américains.....	121
M. FORTUNAT STROWSKI: Le mouvement des idées et les courants intellectuels dans la presse française.....	141
M. OLIVAR ASSELIN: Les relations de la presse canadienne et de la presse française.....	151
M. CHARLES HOUSSAYE: Les progrès effectués dans l'information de la presse française dans ses relations avec l'étranger et notamment avec l'Amérique du Nord.....	171
M. CHARLES GAUTIER: Le journalisme français hors de Québec.....	205

*Tirage limité à 500 exemplaires
des presses du "Soleil"
Québec (Canada)*

BNQ



000 406 144

